



Le Monde

WEEK-END

SAMEDI 25 JUILLET 2020 - 76^e ANNÉE - N° 23496 - 4,50 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

La bataille pour la réduction de la pollution plastique

► Une étude publiée dans la revue « Science » montre qu'il est possible de réduire massivement les rejets de plastique à l'échelle mondiale

► A l'heure actuelle, plus de 23 millions de tonnes de plastique sont rejetées chaque année sur les terres et près de 14 millions dans l'eau

► L'usure des pneus et des freins des véhicules génère 3 millions de tonnes de microplastiques par an, qui contaminent l'environnement

► En l'absence de changement de politique, les quantités de plastique rejetées chaque année risqueraient de tripler d'ici à 2040

► Les scientifiques plaident pour la réduction des plastiques inutiles et le développement de filières de recyclage

PAGE 6

Emploi Un plan à 6 milliards pour les jeunes

ALORS QUE DES CENTAINES de milliers de jeunes sont sur le point d'entrer sur un marché du travail ravagé par la récession, le gouvernement a présenté jeudi 23 juillet un plan visant à leur éviter, autant que possible, de passer par la case chômage. En déplacement à Besançon, le premier ministre, Jean Castex, a annoncé la mise de moyens substantiels sur la table: 6,5 milliards d'euros sur deux ans. L'une des mesures-phares consiste en une prime pouvant aller jusqu'à 4 000 euros versée aux employeurs qui recruteront en CDI ou en CDD d'au moins trois mois une personne âgée de moins de 25 ans, de début août à janvier 2021. Elargie aux postes rémunérés jusqu'à 2 smic, elle pourrait concerner « 450 000 contrats », selon le ministère du travail. ■

PAGE 8

CHRISTOPHER NOLAN LE MÉTAPHYSICIEN D'HOLLYWOOD

► D'« Inception » à « Interstellar », le Britannique s'est imposé comme un cinéaste d'exception, auteur de blockbusters inspirés de la physique quantique

► Avec « Tenet », son nouveau film, dont la sortie ne cesse d'être repoussée, il entend sauver les salles frappées par la crise sanitaire

SUPPLÉMENT



Justice

Une commission estime « établis » des faits de viol par Adama Traoré

La commission d'indemnisation des victimes d'infractions a versé 29 000 euros à un ancien codétenu qui avait accusé de viol Adama Traoré avant sa mort

PAGE 10

Allemagne

La justice et la mémoire de la Shoah

PAGE 2

Politique

A droite, l'éternel fantasme du retour de Nicolas Sarkozy

PAGE 8

International

Tensions accrues à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

PAGE 4

Economie

La chaîne Courtepaille en cessation de paiements

PAGE 13

Europe

Les critiques du Parlement européen sur le plan de relance

L'accord signé après de longues négociations par les chefs d'Etat et de gouvernement mardi 21 juillet doit désormais être examiné par le Parlement européen puis par la quasi-totalité des Parlements des 27 Etats membres de l'Union européenne

PAGE 3

Face-à-face gréco-turc en mer Egée



Le trajet du navire turc d'exploration « Oruç-Reis » (ici, au large d'Antalya, le 23 juillet), se situe en partie dans les eaux grecques. IBRAHIM LALELI/DHA VIA AP

LE PRÉSIDENT TURC, Recep Tayyip Erdogan, a provoqué la colère d'Athènes en lançant une expédition maritime au sud et à l'est de l'île grecque de Kastello-

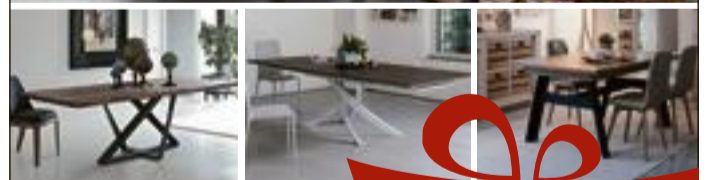
rizo. Le navire turc Oruç-Reis procède officiellement à des analyses sismiques, officieusement il recherche des hydrocarbures. Son trajet se situe pour deux tiers

en zone maritime grecque, dont la délimitation est contestée par Ankara. La marine grecque s'est mise en alerte dès mardi soir.

PAGE 4

M
ÉDITORIAL
**IMPASSE
AU MALI**

PAGE 25



Tables extensibles, plateaux laque, bois, verre et céramique, procédés anti-rayures, fabrication française et européenne, dans le plus grand espace tables et chaises de repas à Paris.



EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Paris 15^e • 7^e/7 • M^o Boucicaut • P. gratuit • www.topper.fr

Espaces tables et chaises de repas :

Calligaris Store : 145 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

Mobilier contemporain : 147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81

Kartell Shop : 60 bis rue de la Convention, 01 45 71 59 49

Canapés, literie, armoires lits, dressings, gain de place : toutes nos adresses sur www.topper.fr



Bruno Dey, ancien gardien SS au camp de concentration du Stutthof, se cache le visage dans la salle d'audience du tribunal de Hambourg, le 23 juillet.

DANIEL BOCKWOLDT/
DPA VIA AP

La justice allemande et la mémoire de la Shoah

Un ex-gardien de camp de concentration a été condamné pour complicité de milliers de meurtres de 1944 à 1945

BERLIN - correspondant

Comme au premier jour de son procès, il y a neuf mois, c'est en fauteuil roulant, un chapeau sur la tête, des lunettes de soleil sur le nez et en cachant son visage derrière une chemise cartonnée que Bruno Dey est arrivé au palais de justice de Hambourg. Mais, jeudi 23 juillet, c'est à peine plus d'une heure qu'y a passé ce vieillard de 93 ans, juste le temps d'apprendre qu'il était condamné à deux ans de prison avec sursis pour complicité d'assassinat de 5232 personnes, soit le nombre de prisonniers dont la mort a été établie de façon certaine pendant la période où il travailla comme gardien au camp de concentration du Stutthof, d'août 1944 à avril 1945, dans la Pologne occupée par les nazis.

Il y a dix ou vingt ans, Bruno Dey aurait échappé à la justice. Si son procès a eu lieu, c'est grâce à ce qu'on appelle la « jurisprudence Demjanjuk », du nom de cet ancien gardien du camp d'extermination de Sobibor (Pologne), qui, en 2011 à Munich, fut condamné à cinq ans de prison pour complicité d'assassinat de 28 060 juifs.

« Cet enfer de folie »

Cette affaire a marqué un tournant dans l'attitude de la justice allemande vis-à-vis des crimes du III^e Reich. « Avant le procès Demjanjuk, les gens ne pouvaient être jugés que pour ce qu'ils avaient fait personnellement. Il fallait des témoins ou des documents les impliquant directement. Depuis, le simple fait qu'une personne ait appartenu à une organisation criminelle suffit pour pouvoir la poursuivre, même si on ne peut pas prouver précisément ce qu'elle a fait elle-même », explique au Monde l'avocat Serge Klarsfeld,

président de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France. Bruno Dey en est l'illustration. Pendant son procès, plusieurs rescapés ont raconté l'enfer qu'ils ont vécu au Stutthof, ce camp situé au bord de la mer Baltique, près de la ville polonaise de Gdansk, où environ 65 000 personnes ont péri pendant la seconde guerre mondiale. Situé à une trentaine de kilomètres à l'est de Gdansk, le camp de Stutthof fut ouvert par les Allemands en septembre 1939, au moment de l'invasion de la Pologne. Quelque 100 000 personnes y furent internées, principalement des opposants politiques mais aussi des juifs polonais originaires de Varsovie et de Białystok.

A partir de fin 1943 ou début 1944, le camp fut équipé d'une chambre à gaz, où plusieurs milliers de détenus – le chiffre précis n'est pas connu – ont été exterminés au Zyklon B. De son côté, l'accusé a martelé qu'il n'avait « jamais voulu faire de mal à personne ». Devant le tribunal, il a affirmé que c'est malgré lui qu'il fut incorporé, à l'âge de 17 ans, au bataillon SS chargé de garder le camp.

Au cours de l'instruction, il a reconnu avoir vu des centaines de cadavres à l'époque où il faisait partie de l'équipe des gardiens du camp. Il a également raconté avoir entendu des cris en provenance de la chambre à gaz. Il a assuré, en

revanche, ne pas avoir participé lui-même à la mise à mort de prisonniers. Un point que le parquet ne conteste pas. Mais, selon ce dernier, le fait que l'accusé ait servi comme gardien en fait « un rouage de la machine de mort » nazie, et donc justifie son procès. Et, lors de l'avant-dernière audience, il a présenté ses excuses à « ceux qui sont passés par cet enfer de folie », expliquant avoir pris conscience, au cours des neuf mois de son procès, de « toute l'ampleur de la cruauté » des horreurs commises au Stutthof.

« Regarder le passé en face »

La présidente du tribunal, Anne Meier-Göring, n'a pas été convaincue. « Vous vous voyez comme un observateur. Mais vous étiez un soutien de cet enfer créé par des hommes », a-t-elle déclaré, jeudi, lors du verdict. « Vous n'auriez pas dû participer à ce qui s'est passé au Stutthof », a-t-elle ajouté, renvoyant Bruno Dey à sa « condition d'être humain » maître de ses choix et refusant de le considérer comme un « simple rouage » de la machine de mort nazie, dénué de libre arbitre.

Entre les trois ans de réclusion requis par le parquet et l'acquittement réclamé par la défense, c'est toutefois un entre-deux qu'a décidé la juge, convaincue de la culpabilité de l'accusé mais soucieuse de tenir compte du fait qu'il avait 17 ans à l'époque. D'un strict point de vue juridique, c'est d'ailleurs devant un tribunal pour mineurs que Bruno Dey a comparu.

Soixante-quinze ans après la fin de la seconde guerre mondiale, Bruno Dey sera-t-il le dernier condamné pour les crimes du III^e Reich en Allemagne ? C'est possible. Selon un récent rapport du Centre Wiesenthal, dont l'une des missions est la traque des anciens nazis, une vingtaine d'enquêtes

Bruno Dey sera-t-il le dernier condamné en Allemagne pour les crimes du III^e Reich ?

étaient ouvertes, outre-Rhin, au 1^{er} janvier 2020. Mais l'état de santé des protagonistes, tous âgés de plus de 90 ans, rend leur comparution devant la justice très incertaine. Ces derniers mois, plusieurs sont d'ailleurs décédés. A l'instar de Karl Münter, un ancien SS impliqué dans le massacre d'Ascq, près de Lille, en avril 1944, et dont le procès était imminent après des années d'investigation. « Même si tous les procès ne pourront pas avoir lieu car certains des accusés seront morts avant, il est important que l'Allemagne se montre aujourd'hui déterminée à juger les anciens criminels nazis », explique Serge Klarsfeld. « C'est la preuve que la société allemande a changé, et que les générations actuelles sont prêtes à regarder le passé en face », poursuit l'avocat.

A la suite du procès Demjanjuk, l'Office central sur les crimes du nazisme, créé en 1958 et basé à Ludwigsbourg (Bade-Wurtemberg), a ouvert une trentaine d'enquêtes visant d'anciens nazis ayant été affectés à Auschwitz.

Moins d'une dizaine de ces enquêtes ont donné lieu à des condamnations, certaines procédures ayant été interrompues ou ajournées en raison notamment de l'état de santé des accusés. Deux de ces affaires ont néanmoins débouché sur des procès ayant eu un important retentissement en Allemagne. Celui d'Oskar

Gröning, ancien comptable à Auschwitz, condamné en 2015 à quatre ans de prison pour complicité d'assassinat de 300 000 personnes. Et celui de Reinhold Hanning, ancien gardien à Auschwitz, jugé coupable, en 2016, de complicité d'assassinat de 170 000 personnes. Les deux sont toutefois morts sans avoir commencé à purger leur peine, Hanning en mai 2017 à 95 ans, Gröning en mars 2018, à 96 ans.

« Les seconds rôles oubliés »

Pour M. Klarsfeld, le procès de Bruno Dey correspond à un troisième temps juridico-mémoriel de l'histoire de l'Allemagne depuis 1945. « Dans une première période, jusqu'aux années 1960, la République fédérale a jugé les criminels nazis avec sévérité quand ils étaient des subalternes et indulgence quand ils étaient des décisionnaires. A partir de la fin des années 1970, l'opinion publique a pris conscience de l'immensité des crimes, et la relative impunité qui avait prévalu jusque-là s'est peu à peu dissipée. Ces dernières années, enfin, on a commencé à s'intéresser à ceux qu'on n'avait jamais voulu voir : les comptables, les gardiens, les cuisiniers... En gros, tous ceux qui avaient joué les seconds rôles mais qu'on avait oubliés. »

D'après M. Klarsfeld, cette évolution pose néanmoins des défis singuliers. « Il faut évidemment juger, dit-il. Mais on ne peut pas faire porter le chapeau à des gens qui ne sont pas entièrement responsables. Quelqu'un qui est né sous la République de Weimar et qui avait une vingtaine d'années pendant la guerre doit être jugé plus sévèrement que quelqu'un qui a grandi dans les années 1930, comme Bruno Dey qui vient d'être condamné : c'est difficile de juger des gens très âgés qui ne peuvent pas forcément très bien se défendre et qui, parce qu'ils sont les derniers survivants, sont parfois vus comme devant payer pour tous les autres », explique l'avocat.

Après le verdict, jeudi, l'avocat de Bruno Dey, Stefan Waterkamp, s'est déclaré « d'accord avec le jugement ». Concernant un éventuel appel, il a indiqué qu'il devait auparavant consulter son client, « épuisé » et très « affecté » après les quarante-cinq audiences de ce procès très médiatisé en Allemagne. Brièvement prisonnier de guerre après 1945, Bruno Dey n'a pas été inquiété par la suite. Il a fait sa vie à Hambourg, fut boulanger, chauffeur de camion et concierge, avant de fonder une famille. ■

THOMAS WIEDER

LE CONTEXTE

LE CAMP DU STUTTHOF

Le camp du Stutthof est le premier camp de concentration nazi établi en dehors du territoire allemand, dans la Pologne à peine occupée par les nazis. Il est également le dernier à être libéré par les Alliés, le 9 mai 1945. Sa construction sur le territoire de la ville de Dantzig (Gdansk), à 34 kilomètres de cette ville, commença dès août 1939 et fut terminée le 2 septembre 1939 pour accueillir ses premiers prisonniers. Initialement, Stutthof avait été construit pour éliminer et persécuter les Polonais, mais ses fonctions évoluèrent et il joua ensuite un rôle essentiel dans l'extermination planifiée des juifs d'Europe. Environ 65 000 personnes y périrent sur les plus de 100 000 qui y furent déportées.

UE : parcours d’obstacles pour le plan de relance

Le Parlement européen critique les concessions faites aux pays « frugaux » ou en délicatesse avec l’Etat de droit

BRUXELLES - bureau européen

C’est une véritable course d’obstacles. La première haie, sans doute la plus haute, a été franchie mardi 21 juillet, quand, après quatre-vingt-dix heures de discussions parfois houleuses, les Vingt-Sept se sont entendus sur le plan de relance européen à 750 milliards d’euros qui doit les aider à faire face à la crise due au Covid-19. Financé par une dette commune, celui-ci viendra abonder le budget communautaire (de 1 074 milliards d’euros sur la période 2021-2027).

Mais, pour voir le jour, cet accord va devoir encore passer plusieurs étapes, dont il n’est, à ce stade, pas sûr qu’il sorte indemne. Le Parlement européen, notamment, aura son rôle à jouer dans cette affaire, et jeudi 23 juillet, à l’occasion d’un vote sur une résolution, préparée par cinq groupes politiques (les conservateurs du PPE, les sociaux-démocrates des S&D, les libéraux de Renew, les Verts et l’extrême gauche de la GUE/NGL) et adoptée par 465 voix pour (150 contre et 67 abstentions), les eurodéputés ont fait part de leurs doléances.

Si, dans leur grande majorité, ils saluent le recours des Européens à une dette commune afin de faire œuvre de solidarité vis-à-vis des pays le plus fragiles, comme l’Italie, l’Espagne ou la France, ils se disent néanmoins « prêts à refuser de donner leur approbation [du budget européen] jusqu’à ce qu’un

accord satisfaisant soit trouvé ». Car, à leurs yeux, l’enveloppe budgétaire est insuffisante. Afin d’obtenir l’aval des « frugaux » – Pays-Bas, Autriche, Suède, Danemark – et de leur allié finlandais, adeptes de l’orthodoxie budgétaire, les Vingt-Sept ont revu à la baisse leurs ambitions dans des domaines aussi variés que la recherche, Erasmus, la défense, les transitions climatique et numérique, ou encore la politique d’asile.

« Pilule difficile à avaler »

« Pour arracher cet emprunt commun, on a sacrifié toute l’Europe dont nous avons vraiment besoin », résume l’ex-tête de liste LR aux élections européennes François-Xavier Bellamy. « Nos politiques communautaires ne peuvent être sacrifiées sur l’autel des taux de retour des Etats membres [c’est-à-dire ce qu’ils touchent] », a ainsi lancé Dacian Ciolos, le président du groupe Renew.

Même si elle était dans l’hémicycle pour défendre l’accord issu du sommet européen – une « force de frappe financière sans précédent » de 1 800 milliards d’euros –, la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, à qui le budget permet de décliner ses priorités politiques, a reconnu que celui-ci était désormais « très maigre ». C’est « une pilule difficile à avaler », a admis l’ancienne ministre d’Angela Merkel. « Nous ne l’avalons pas », lui a répondu l’Allemand Manfred Weber, le président du groupe PPE, qui briguit la présidence de

la Commission quand son interlocutrice y a été nommée.

Côté recettes, les eurodéputés s’émouvent que les rabais sur les contributions nationales aient été maintenus pour l’Allemagne et augmentés pour les quatre « frugaux ». Autre revendication : en faire plus pour imposer la mise en place de nouvelles ressources propres, afin de permettre à l’Union de prélever des taxes pour rembourser l’emprunt commun agréé pour financer le plan de relance, sans augmenter les contributions des Etats ni réduire les dépenses communautaires.

Sur la question de l’Etat de droit, aussi, les eurodéputés trouvent matière à redire et ils « regrettent vivement que », pour satisfaire Varsovie et Budapest – deux capitales régulièrement montrées du doigt en la matière –, « le Conseil européen ait considérablement affaibli » le lien entre le versement des fonds européens à un pays et le respect des valeurs démocratiques par ce dernier.

L’Assemblée législative devra se prononcer d’ici à la fin de l’année sur le budget communautaire, qu’elle peut accepter ou refuser, mais pas amender. Elle ne sera, en revanche, pas appelée à voter sur le plan de relance. Mais, dans un cas comme dans l’autre, elle sera sollicitée, tout comme les Etats membres, pour certaines des législations qui devront être adoptées, parce que des instruments nouveaux sont créés. Sans jamais avoir son mot à dire sur les enveloppes qui leur sont affectées.

« Pour arracher cet emprunt commun, on a sacrifié toute l’Europe dont nous avons vraiment besoin »

FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY
eurodéputé Les Républicains

Ainsi, les règles et les critères qui définissent le fonctionnement du fonds de relance et de résilience (par lequel vont transiter plus de 310 des 390 milliards de subventions qui seront allouées aux pays le plus dans le besoin) lui seront soumis, mais ce ne sera pas le cas du montant de son enveloppe. Même chose pour le fonds pour une transition juste de 17,5 milliards, dans le budget, qui doit permettre d’aider les économies les plus carbonées à émettre moins de CO₂.

« Un vrai défi »

Le Parlement compte donc profiter des prochains mois pour imprimer sa marque sur un accord qu’il juge insuffisant à bien des égards. Lors du précédent budget (2014-2020), il avait déjà contesté la proposition du Conseil, avant de finalement donner son accord. Mais, avec les élections européennes de 2019, l’institution a été profondément renouvelée – 60 % des élus n’appartiennent pas à un parti au pouvoir dans le pays dont

ils sont issus – et elle a montré qu’elle pouvait être imprévisible. Ainsi, il y a un an, elle n’a donné qu’une très courte majorité à Ursula von der Leyen pour être confirmée à la présidence de la Commission. Quelques mois plus tard, elle refusait les nominations de trois commissaires, dont la Française Sylvie Goulard.

Dans ce contexte, certains Etats membres sont sur leurs gardes : les « frugaux », qui ont obtenu, en échange de leur ralliement, des espèces sonnantes et trébuchantes ainsi qu’un budget plus contraint, tout comme la Pologne et la Hongrie, qui refusent que le respect de l’Etat de droit conditionne leur accès à des fonds européens, ont, eux aussi, à leur disposition un levier de négociations puissant. Car le mécanisme qui permet à la Commission de lever de la dette au nom des Vingt-Sept sur les marchés doit être soumis à au moins vingt-trois Parlements nationaux – en Lettonie, en Irlande et en Slovaquie, la signature du gouvernement suffit.

« C’est un vrai défi », admet Johannes Hahn, commissaire européen au budget. « Certains frugaux ou pays de l’Est voudront voter après le Parlement européen. Ils se gardent une carte dans la manche s’il se montre trop gourmand », décrypte une source européenne. Un avertissement à David Sassoli, le président du Parlement, qui affirmait pourtant mercredi : « C’est nous qui avons le dernier mot. » ■

VIRGINIE MALINGRE

LE CONTEXTE

SOUTIEN

Le Fonds de relance, sur lequel les dirigeants des Etats de l’Union européenne se sont mis d’accord mardi 21 juillet, prévoit d’emprunter en commun 750 milliards d’euros, du jamais-vu, pour aider les pays les plus touchés par la pandémie de Covid-19. Sur ce montant, 390 milliards seront déboursés sous forme de subventions, le solde le sera sous forme de prêts. L’Italie, l’Espagne et la France seront les principales bénéficiaires de cet instrument inédit.

RATIFICATION

Avant d’entrer en vigueur, alors que le temps presse pour sortir de la récession suscitée par la crise due au coronavirus, le plan doit encore être ratifié par la quasi-totalité des Parlements nationaux. Il sera examiné aussi par le Parlement européen, qui, s’il ne se prononce pas directement sur ces fonds, a son mot à dire sur le budget communautaire négocié en parallèle lors du récent Conseil européen. Or les eurodéputés contestent des concessions faites pour arracher un compromis après quatre jours de tractations entre les chefs d’Etat et de gouvernement.

En Belgique, les meilleurs ennemis se parlent pour clore la crise politique

Les nationalistes flamands et les socialistes francophones ont été invités par le roi Philippe à tenter de former un gouvernement

BRUXELLES - bureau européen

Cela ressemble clairement à une alliance des contraires, mais c’est pourtant la seule formule qui permettrait à la Belgique d’avoir, enfin, un gouvernement de plein exercice capable, notamment, d’affronter la pandémie qui l’a durement frappée. Lundi 20 juillet, l’Alliance néoflamande (N-VA), le parti nationaliste de Bart De Wever, et le Parti socialiste (PS) du Wallon Paul Magnette ont démarré officiellement des discussions.

A la veille de la fête nationale, le roi Philippe avait prôné la mise en place d’un gouvernement « résolu et stable », capable de fixer « une trajectoire clairement définie ». « Le pays tout entier le réclame, ne le décevons pas », affirmait le chef de l’Etat, prônant « courage et audace ». Un plaidoyer on ne peut plus clair pour une alliance des frères ennemis, à la tête du plus grand parti de leurs régions respectives.

Intérêt mutuel

Le PS et la N-VA avaient en fait déjà eu des contacts depuis la chute du gouvernement de Charles Michel, en décembre 2018, et les élections, en mai 2019. L’entente semblait toutefois impossible, comme l’avait illustré l’échec d’une mission royale confiée, à l’automne dernier, à un représentant de chacun de ces partis. La N-VA maintenait son hostilité à une formation francophone qu’elle caricature souvent en promotrice d’une « Walbanie » socialiste ; M. Magnette a affirmé que son parti n’a « rien en commun » avec le nationalisme conservateur du parti flamand. Qu’est-ce

qui a changé le cours des choses ? La pandémie, évidemment, qui a causé près de 10 000 morts, illustré les faiblesses d’une gestion fragmentée entre Etat fédéral, régions et communautés, et plongé le pays dans la récession et l’endettement. Le déficit de l’Etat fédéral est passé en quelques mois de 10 milliards à 52 milliards d’euros et le produit intérieur brut (PIB) devrait reculer de plus de 12 % cette année. Or, si elle veut notamment bénéficier de l’argent du fonds de relance approuvé, mardi 21 juillet, par le Conseil européen, la Belgique devrait disposer d’un gouvernement capable d’élaborer un projet national, à soumettre à la Commission.

Pour justifier leur revirement et convaincre leur base, souvent très dubitative, voire hostile, MM. Magnette et De Wever pourront aussi mettre en avant l’intérêt mutuel de leur alliance : la défense du système de sécurité sociale et du réinvestissement dans la santé et le social pour le premier, une nouvelle réforme institutionnelle, avec des transferts supplémentaires de compétences vers les régions, pour le second.

Dans des messages diffusés après leur nomination par le roi pour ce qui semble être une mission de « préformation » (la définition d’un programme, avant la négociation d’un accord), les deux présidents ont tenu des propos convergents. M. De Wever déplorait « l’enchevêtrement institutionnel », M. Magnette insistait sur le fait, qu’en l’état actuel, « le pays n’est pas prêt pour affronter cette crise » et indiquait qu’il fallait rendre le système po-

litique « plus efficace ». Si le premier n’évoquait plus son projet de confédéralisme, le second ne disait rien du programme des nationalistes en matière d’immigration ou de questions éthiques, notamment. Le vote d’un projet de loi visant à la dépénalisation complète de l’avortement, qui les a opposés frontalement au cours des dernières semaines, a d’ailleurs été renvoyé à plus tard.

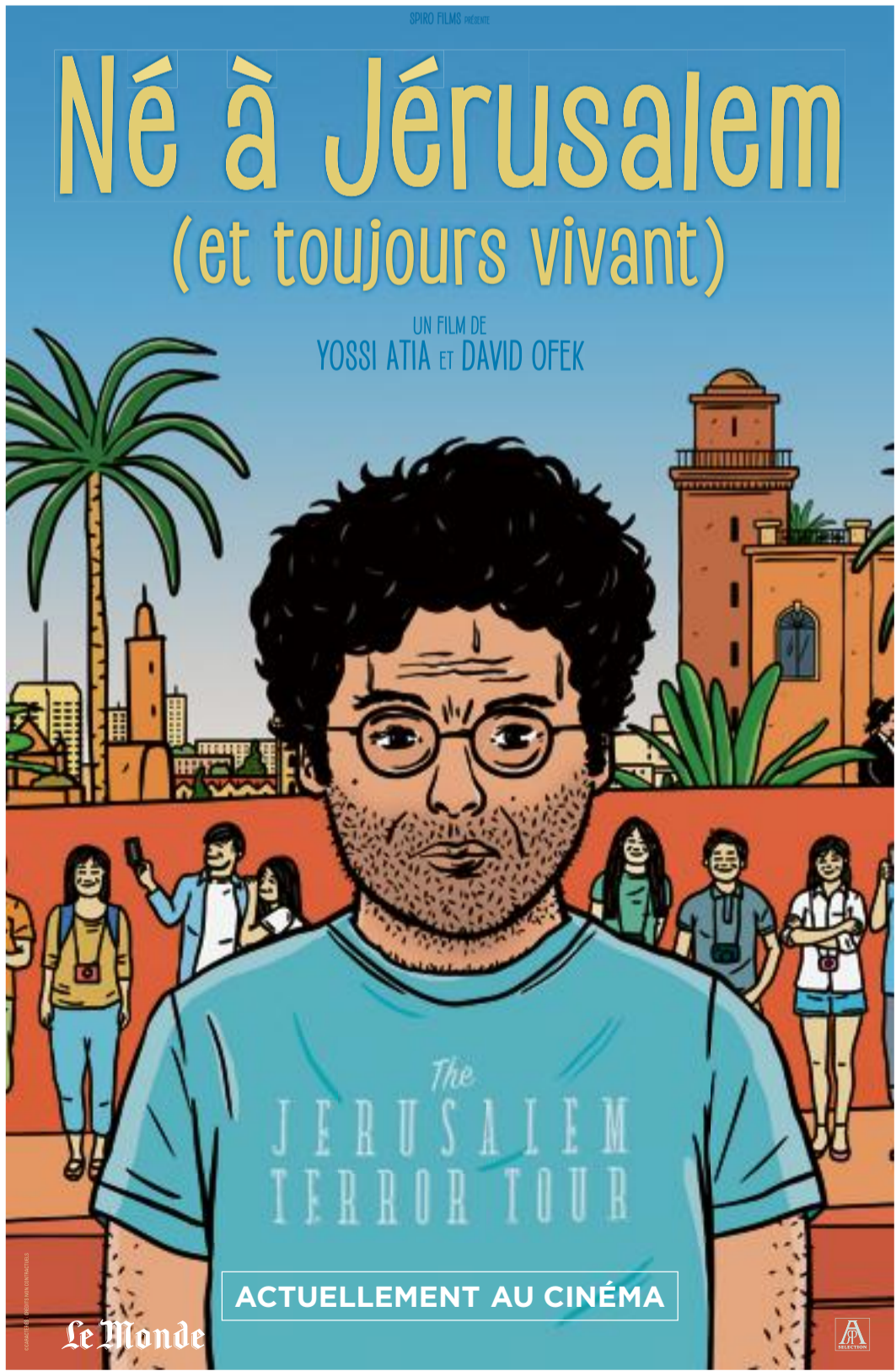
Rapprochement prudent

Les deux protagonistes se sont octroyé une cinquantaine de jours pour tenter de dégager un accord. C’est le 17 septembre que le gouvernement d’affaires courantes actuel, une coalition minoritaire dirigée par la libérale francophone Sophie Wilmès, devra obtenir un nouveau vote de confiance à la Chambre des députés pour poursuivre sa route.

« Il nous reste cinquante jours pour trouver une solution. A défaut, il faudra convoquer de nouvelles élections », indique M. Magnette. Or personne ne veut vraiment d’un scrutin qui devrait conforter seulement les partis d’extrême droite (en Flandre) et d’extrême gauche (en Wallonie). « Il n’y a aucune garantie de succès, mais je pense que nous devons explorer cette voie et que nous devons prendre cette responsabilité », souligne M. De Wever.

Cette fois, le roi Philippe reprend le rôle qu’il ne jouait plus depuis le mois de mars. Parce qu’il pense que seule une alliance, même temporaire, entre les deux plus grands partis permettra à son pays d’éviter de cumuler les crises sanitaire, économique et politique. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS



Face-à-face gréco-turc en mer Egée

Une mission d'exploration appuyée par la marine turque est perçue comme une nouvelle provocation

ATHÈNES - correspondance

A seulement quarante-huit heures du premier appel à la prière, vendredi 24 juillet, à la basilique Sainte-Sophie d'Istanbul récemment transformée en mosquée, le président turc Recep Tayyip Erdogan a de nouveau provoqué la colère de son voisin grec. Mardi, Ankara a annoncé par un message sur le système d'information maritime international Navtex son intention de procéder, jusqu'au 2 août, à des analyses sismiques, et de manière officieuse à la recherche d'hydrocarbures, au sud et à l'est de l'île grecque de Kastellorizo.

Le trajet du navire d'exploration turc *Oruç-Reis* se situe pour deux tiers en zone maritime grecque. Ankara conteste depuis des décennies la délimitation de ces eaux territoriales. Hami Aksoy, porte-parole du ministre turc des affaires étrangères, s'est d'ailleurs étonné mercredi que l'île de Kastellorizo, « large de 10 km², à 2 km seulement d'Anatolie [en Turquie] et à 580 km du continent grec » puisse offrir à la Grèce une souveraineté sur tout l'espace environnant. Dans le même temps, dix-huit navires de la marine turque ont été déployés au sud de la mer Egée, et deux avions F-16 turcs ont survolé les territoires grecs à plusieurs reprises.

Pour Athènes, ces actions sont le signe d'une « escalade de la tension dans la région ». Après la signature d'un accord maritime turco-libyen en novembre 2019 bafouant les zones maritimes grecques, l'envoi de milliers de migrants à sa frontière terrestre

« La Grèce ne va pas tolérer de violation de ses droits souverains »

STELIOS PETSAS
porte-parole
du gouvernement grec

dans l'Evros en février, puis la récente décision de transformer la basilique byzantine Sainte-Sophie en mosquée, c'est, aux yeux du gouvernement, une nouvelle provocation qui « sape la paix et la sécurité dans la région ».

Marathon diplomatique

La marine grecque s'est mise en alerte dès mardi soir. Selon le ministère de la défense, environ 85 % de la flotte grecque se trouve en mer Egée au sud de Smyrne. Les congés des militaires ont été suspendus jusqu'à nouvel ordre et le chef d'état-major, Konstantinos Floros, a dû rentrer précipitamment d'une visite à Chypre. « La Grèce ne va pas tolérer de violation de ses droits souverains et va faire tout ce qui est en son pouvoir pour les défendre », a déclaré jeudi le porte-parole du gouvernement grec, Stelios Petsas, avant que le premier ministre, Kyriakos Mitsotakis, ne s'entretienne sur le sujet avec tous les chefs de parti.

L'incident inquiète à Athènes et n'est pas sans rappeler le différend de 1996 autour des îlots grecs inhabités d'Imia, à l'est de Kalymnos, qui avait failli mener les deux pays à la guerre lors-



Le navire d'exploration turc « Oruç-Reis », au large d'Antalya, en Turquie, le 22 juillet. SEMIH ERSOZLER/AP

qu'un F-16 turc avait abattu un Mirage 2000 grec. Selon Angelos Syrigos, professeur de droit international à l'université Pantheon d'Athènes, « le moment choisi pour lancer la prospection n'est pas anodin : le 20 juillet se tenait la 46^e commémoration de l'offensive turque à Chypre, le 24 juillet correspond à l'anniversaire de la signature du traité de Lausanne de 1923 qui redessine les frontières avec la Grèce et qu'Ankara souhaite réviser... »

Dès mardi soir, la chancelière allemande Angela Merkel a tenté de calmer le jeu en appelant à la fois le premier ministre grec et le président turc. Kyriakos Mitsotakis s'est aussi lancé dans un marathon diplomatique : depuis mardi, il s'est entretenu avec le président russe, Vladimir Poutine, le président chypriote, Nicos Anastasiades, et a informé les instances européennes, l'OTAN et le Conseil de sécurité de l'ONU.

« La Grèce et la Turquie ont toujours eu des relations de voisinage compliquées, mais depuis le coup d'Etat manqué contre Erdo-

gan en 2016, la situation s'est nettement détériorée », explique Panagiotis Tsakonas, professeur de relations internationales à l'université d'Athènes. Confronté dans son pays à une sévère crise économique, le président turc tente de s'illustrer à l'international et d'étendre son influence hors des frontières turques, en Syrie, en Libye, en Méditerranée. « Cette politique expansionniste n'affecte pas que la Grèce, mais depuis quelques mois, la question de la Méditerranée orientale est devenue prioritaire dans l'agenda d'Ankara. C'était d'ailleurs le premier sujet abordé par le conseil de sécurité national turc mercredi », note le chercheur.

Ruée vers les hydrocarbures

La découverte d'hydrocarbures au large de Chypre s'est traduite ces dernières années par une course à l'exploitation gazière et pétrolière. Ankara veut s'imposer dans cette ruée vers les hydrocarbures et s'affirmer comme première puissance en Méditerranée orientale. En novembre 2019, la

Le président Emmanuel Macron a déploré que la Méditerranée orientale soit « l'enjeu de luttes de puissances »

Turquie signalait avec le gouvernement d'accord national libyen (GAN) un accord qui délimite les frontières maritimes bilatérales en empiétant sur des zones exclusives grecques et chypriotes. « Personne ne peut franchir de lignes rouges », avait alors mis en garde M. Mitsotakis.

En janvier, Athènes avait répliqué avec la signature de l'accord sur le pipeline Eastmed, qui doit permettre de transporter entre 9 et 11 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an depuis les réserves offshore au large de Chypre et d'Israël vers la Grèce, puis

vers le reste de l'Union européenne. « Erdogan essaie de tirer sur la corde au maximum, analyse Panagiotis Tsakonas. Il veut profiter du désinvestissement américain sous l'administration Trump dans la région pour étendre son influence et aussi essayer de faire pression sur l'Union européenne avant le sommet prévu en septembre où la question de la gestion des flux migratoires sera de nouveau sur la table. »

Jeudi, le président français, Emmanuel Macron, a déploré que la Méditerranée orientale soit « l'enjeu de luttes de puissances, en particulier de la Turquie et de la Russie, qui s'affirment de plus en plus et face auxquelles l'Union européenne pèse encore trop peu ». Les forces armées grecques sont sur le qui-vive. L'*Oruç-Reis* reste amarré dans le golfe d'Antalya, accompagné de deux frégates turques. « Nous restons en alerte, et surveillons l'évolution de la situation avec sang-froid », a assuré jeudi le porte-parole du gouvernement grec. ■

MARINA RAFENBERG

Entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, « le danger est toujours là »

Les tensions, contenues jusqu'ici au Haut-Karabakh, gagnent désormais la frontière, laissant craindre un élargissement de ce vieux conflit

Il était un peu plus de 22h30 quand, dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 juillet, Chouchane Stepanian, la porte-parole du ministère de la défense arménien a alerté d'une nouvelle offensive du voisin azerbaïdjanais, faisant de nouveau frémir la communauté internationale. « Les unités spéciales de l'ennemi ont lancé une nouvelle attaque en direction de la position "Sans peur". Les forces arméniennes ont repoussé l'ennemi, causant d'importantes pertes. Selon les informations provisoires, les forces spéciales de l'ennemi ont, outre les blessés, des militaires piégés sur zone », écrit-elle sur Facebook.

Dans le camp opposé, le porte-parole du ministre azerbaïdjanais de la défense, Vagif Dargahli, a qualifié le propos de « fake news ». « Il n'y a pas eu de nouvelle attaque, encore moins de blessés, de notre côté », a-t-il assuré, rappelant toutefois que la situation dans la région frontalière, qui relie Tavouch au nord-est de l'Arménie et Tovuz en Azerbaïdjan, restait « tendue ».

Nouvelle escarmouche dans la guerre sans fin qui oppose les deux ex-pays soviétiques où étincille à même de mettre le feu dans cette poudrière du Caucase ?

Depuis la mi-juillet et l'escalade des tensions entre les deux pays, le point de non-retour menace chaque jour d'être franchi.

Conflits sanglants

Tout démarre le 12 juillet. Prenant de court des observateurs internationaux, des combats éclatent dans cette zone à la frontière entre Azerbaïdjan et Arménie, donnant lieu à une spirale incontrôlée durant plusieurs jours. Aux tirs de mortiers répondent les obus atteignant les villages d'Aygepar et Movses. Bilan : au moins 17 morts, dont 12 militaires et un civil azerbaïdjanais et 4 soldats arméniens. Bakou pleure notamment la mort d'un général abattu par un drone, tandis que la foule descend dans la rue pour réclamer vengeance. Ilham Aliyev, le président azerbaïdjanais, limoge son ministre de la défense jugé trop « passif ». Chaque camp se rejette la faute accusant l'autre d'être à l'initiative des combats.

La guerre qui oppose les deux pays est une vieille histoire. Mais elle se concentre habituellement dans le territoire séparatiste du Haut-Karabakh. Province peuplée en majorité d'Arméniens, rattachée à l'Azerbaïdjan en 1921



par Staline, le Nagorny-Karabakh est le théâtre d'affrontements ethniques depuis la fin des années 1980. A la chute de l'empire soviétique, ce petit bout de terres montagneuses proclame son indépendance, entraînant un conflit armé régional. Un fragile cessez-le-feu est signé en 1994 après une débâcle militaire de l'Azerbaïdjan pourtant bien mieux armé – plus de 30 000 morts de part et d'autre – et l'expulsion des Azéris. Dans l'affaire, Bakou perd 13 % de son territoire.

Depuis, le Haut-Karabakh fait partie de ces conflits dits « gelés » qui, telles l'Ossétie du Sud ou la Transnistrie, font l'objet de média-

tions internationales depuis des décennies tentant de réconcilier, sans succès, les positions des différents protagonistes. En ce qui concerne le Haut-Karabakh, le conflit est en réalité loin d'être gelé. La zone, creusée de tranchées où se jaugent des « poilus » du XXI^e siècle, est régulièrement meurtrie par des conflits sanglants. Ainsi de la « guerre des quatre jours » qui, en avril 2016, provoque des centaines de victimes. Le groupe de médiation mis en place en 1992 et dirigé, dans le cadre de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, par la Russie, les Etats-Unis et la France parvient, in fine, à faire respecter un fragile cessez-le-feu.

« Sauver la face »

Aujourd'hui, le nombre de victimes est, pour l'heure, bien moindre qu'en 2016, mais les analystes n'en restent pas moins inquiets. Le fait que les échanges de tirs éclatent désormais à la frontière entre les deux Etats, et non plus dans la zone du Haut-Karabakh, fait prendre une nouvelle échelle à l'affrontement. La zone est entourée de villages et met en danger des civils et des infrastructures, notamment pétrolières de l'Azerbaïdjan. Et un conflit ouvert

aux frontières pourrait mener à une escalade géopolitique aux conséquences multiples.

L'Arménie héberge à Guïoumri une base militaire russe stratégique pour le sud Caucase, et Moscou est lié au pays par un pacte de défense. En face, l'Azerbaïdjan est soutenu sans faille par la Turquie. « Dans le cadre d'un conflit inscrit au Haut-Karabakh, la Russie n'avait aucune obligation légale d'intervenir pour défendre la partie arménienne. Si les frontières du pays sont en jeu, Moscou devra peut-être prendre position », souligne Olesya Vartanyan, analyste sur le sud Caucase au sein de l'ONG International Crisis Group.

Le président russe, Vladimir Poutine, qui entend préserver des relations apaisées avec l'Arménie mais aussi avec l'Azerbaïdjan, auquel la Russie vend des armes, s'est dit « extrêmement préoccupé par l'escalade actuelle », a indiqué son porte-parole, Dmitri Peskov, cité par l'agence Interfax, le 17 juillet. Soulignant « le besoin urgent de garantir un cessez-le-feu », Moscou a proposé d'endosser le rôle de médiateur.

La communauté internationale redoute encore que Bakou ne soit tenté de choisir la surenchère pour « sauver la face ». Mais le

pouvoir en Azerbaïdjan semble conscient qu'un point de non-retour serait franchi en cas de guerre ouverte aux frontières. « Les dirigeants du pays ne cessent de rappeler qu'ils n'envahissent pas l'Arménie mais ne font que répondre à ses attaques sur leur territoire », observe M^{me} Vartanyan ajoutant, toutefois que « le danger est toujours là ».

Semblant vouloir alerter la partie adverse, Vagif Dargahli, le porte-parole du ministre azerbaïdjanais de la défense, a sorti, le 16 juillet, un argument aux allures d'arme de dissuasion massive : « La partie arménienne ne doit pas oublier que les systèmes de missiles de pointe de notre armée peuvent nous permettre de frapper avec précision la centrale nucléaire de Metsamor, ce qui pourrait conduire à une grande catastrophe pour l'Arménie », a-t-il déclaré.

Le ministre arménien des Affaires étrangères, Zohrab Mnatsakanyan, a qualifié le propos de « terrorisme d'Etat » reflétant les « intentions génocidaires de l'Azerbaïdjan ». La centrale nucléaire de Metsamor se situe à moins d'une quarantaine de kilomètres d'Erevan, la capitale arménienne. ■

CLAIRE GATINOIS

En Côte d’Ivoire, Ouattara probable candidat malgré lui

Son successeur mort, tout laisse à penser que le président briguera un troisième mandat, faute de renouvellement de la classe politique

Alassane Ouattara n'avait sûrement pas imaginé pareil cauchemar. Il n'a cependant rien fait pour l'éviter. Depuis le 5 mars et l'annonce de son départ au terme de son mandat, le président ivoirien, 78 ans, disait aspirer à une retraite *« bien méritée »*, à s'occuper de sa famille et de sa fondation, dont les locaux sont en cours de finition. Avant même cette déclaration officielle, qu'il affirmait avoir mûrie depuis deux ans, la route avait été préparée pour le premier ministre d'alors, Amadou Gon Coulibaly. Le décès inopiné, le 8 juillet, de ce *« fils »* et *« plus proche collaborateur »*, comme l'a qualifié le président, a fait voler en éclats ce plan de succession. Sauf nouveau coup de théâtre, la candidature d'Alassane Ouattara pour la présidentielle – dont le premier tour a été fixé au 31 octobre –, en vue d'un troisième mandat, semble désormais acquise.

« Préserver la stabilité du pays »
Dans son esprit, seul celui qui fut son secrétaire général à la présidence puis son premier ministre était capable de prendre la relève parmi cette *« jeune génération »* à qui il disait vouloir transmettre le flambeau. Les autres concurrents au sein du pouvoir ont été écartés, comme l'ancien président de l'Assemblée nationale, Guillaume Soro, ou invités à ronger leur frein, comme le ministre de la défense, Hamed Bakayoko. Ceux qui auraient aimé un peu plus de considération, un semblant de démocratie interne sur la désignation du successeur, sont allés voir ailleurs ; comme les anciens ministres Marcel

Au moment qui aurait dû être le crépuscule de sa carrière politique, Ouattara, 78 ans, semble plus seul que jamais

Amon-Tanoh, qui a annoncé, mercredi 22 juillet, sa candidature à la présidentielle, Albert Toikeusse Mabri ou le vice-président, Daniel Kablan Duncan. Au moment qui aurait dû être le crépuscule de sa carrière politique, Alassane Ouattara apparaît plus seul que jamais. Un homme prisonnier de son attachement exclusif à un dauphin à la santé fragile, d'un entourage qui n'a guère intérêt à son départ et de sa croyance que lui seul est désormais en mesure de battre les deux autres « éléphants » de la politique ivoirienne. L'ancien président Henri Konan Bédié s'est déclaré candidat à 86 ans, et Laurent Gbagbo, 75 ans, dont les intentions ne sont pas clairement affichées, pourrait faire alliance avec lui, posant ainsi un réel défi électoral au pouvoir. *« À l'heure actuelle, compte tenu des délais, je ne vois, hélas, pas d'autre solution pour préserver la stabilité du pays »*, a ainsi confié Alassane Ouattara au magazine *Jeune Afrique*, une semaine après le décès d'Amadou Gon Coulibaly. Cette idée d'un sacrifice obligé, d'une candidature malgré

lui, a également été présentée, selon nos informations, à Jean-Yves Le Drian, lorsque le chef de la diplomatie française s'est rendu le 14 juillet aux obsèques du premier ministre ivoirien. L'espérance d'un renouvellement du personnel politique local formulée par Paris attendra. Pour autant, cette candidature à un troisième mandat, que les opposants ne manqueront pas de déclarer contraire à la Constitution, ne devrait pas susciter de réaction outragée.

Système pyramidal
« Le besoin déjà identifié demeure et nous le lui avons dit. Mais, avec un pays comme la Côte d'Ivoire, nous jouerons de toute façon la carte de la stabilité. Notre relation nous permet de tout nous dire, mais la rupture n'est pas possible », dit une source officielle française. Le président de la Guinée voisine, Alpha Condé, lui aussi en quête d'un troisième mandat et qui n'a cessé de dénoncer le *« deux poids, deux mesures »* dont il serait victime, ne peut que jubiler. En Côte d'Ivoire, dès le premier ministre enterré, le Rassemblement des houphouëtistes pour la démocratie et la paix (RHDP) s'est mis en branle. Les consultations de la base, les déclarations des cadres du parti au pouvoir, une pétition lancée sur les réseaux sociaux sonnent toutes comme un plébiscite parfaitement organisé en faveur d'Alassane Ouattara. *« En l'état, il est le seul qui peut nous faire gagner et maintenir l'unité du parti »*, avance un dirigeant du RHDP. Son image de technocrate ayant travaillé à la reconstruc-

tion de la Côte d'Ivoire sortira inévitablement abîmée de ce reniement. Conscient de cela lorsqu'il se montrait ambigu sur sa candidature et n'avait pas encore officiellement adoubé son premier ministre, il affirmait alors vouloir *« empêcher ceux qui ont détruit la Côte d'Ivoire de revenir »*, avant de conclure sur des accents trumpiens : *« Côte d'Ivoire first »*. Reste que, derrière cette probable candidature qui pourrait faire bégayer l'histoire – en 2010-2011, la première confrontation électorale entre les trois principaux dirigeants s'était soldée par une guerre qui a fait plus de 3 000 morts –, c'est tout le fonctionnement de la vie politique ivoirienne qui se révèle. Un système pyramidal où les cadets, approchant souvent la soixantaine, sont éternellement priés de patienter et n'osent pas s'émanciper de leurs aînés. Comment sinon comprendre la candidature qu'Henri Konan Bédié a pu encore imposer aux cadres du Parti démocratique de Côte d'Ivoire, ou l'impossibilité du Front populaire ivoirien à se reconstruire sans Laurent Gbagbo ? L'« Ivoirien nouveau » qu'Alassane Ouattara prétendait vouloir faire émerger en même temps que son pays au moment de prendre sa retraite en 2020 attendra encore. Il y a de fortes chances que les Ivoiriens, au lendemain de la prochaine élection, puissent encore appeler leur président « le Vieux ». ■

CYRIL BENSIMON

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

La mort d’humanitaires au Nigeria souligne l’exposition des ONG à la dégradation sécuritaire

Des djihadistes ont exécuté cinq personnes, dont un employé d'Action contre la faim

Fermer des missions pour préserver la vie de ses équipes ou rester coûte que coûte pour ne pas abandonner des populations parmi les plus démunies ? Au lendemain de l'assassinat de quatre humanitaires et d'un officier de sécurité dans nord-est du Nigeria, en proie depuis plus de dix ans à l'insurrection de groupes djihadistes et aux attaques de groupes armés, la question se pose de nouveau pour les ONG internationales. La branche française d'Action contre la faim (ACF) et l'organisation américaine spécialisée dans le soutien aux populations déplacées, International Rescue Committee (IRC) ont confirmé, mercredi 22 juillet, la mort de leur employé nigérian, détenu avec trois autres hommes, enlevés début juin sur la route qui relie Maiduguri, la capitale de l'Etat du Borno à Monguno, située à une centaine de kilomètres au nord, en direction du lac Tchad. Une vidéo a également été diffusée par les ravisseurs, cagoulés et fusil au poing, dans laquelle ils condamnent la collaboration de leurs victimes avec *« les infidèles »*, avant de les exécuter. Ils sont suspectés d'appartenir au groupe Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap en anglais), apparu en 2016 à la suite d'une scission avec Boko Haram. *« Ce n'est malheureusement pas le premier enlèvement ni*

« Si nous partons, ce sont immédiatement des milliers de personnes qui souffrent davantage »
PIERRE MICHELETTI
président d'Action contre la faim

la première exécution de travailleurs humanitaires. Nous avons dénoncé à de nombreuses reprises la violation du droit humanitaire en espérant que cela ne se reproduise pas. J'implore une nouvelle fois toutes les forces armées à cesser de cibler les ONG et les civils », a déclaré Edward Kallon, le coordinateur des Nations unies pour les affaires humanitaires au Nigeria, sans dissimuler un sentiment d'impuissance. Pour Action contre la faim, qui déploie dans le pays plus de 600 personnes, les drames se répètent. En juillet 2019, dans la même région, l'une de ses employés, Grace Taku, avait été enlevée avec deux chauffeurs et trois fonctionnaires du ministère de la santé. La jeune femme est toujours retenue en otage par l'Iswap et les cinq autres otages

ont été exécutés. *« Nous sommes en permanence dans une partie d'équilibre où il faut peser le service rendu aux populations et l'exposition aux risques de nos équipes »*, reconnaît Pierre Micheletti, président d'ACF, à Paris. *« Nous naviguons à vue mais nous savons que si nous partons, ce sont immédiatement des milliers de personnes qui souffrent davantage »*, ajoute-t-il. La situation humanitaire dans le nord du pays le plus peuplé d'Afrique est considérée comme une des plus dramatiques au monde par l'ONU. L'épidémie de Covid-19 l'a encore aggravée. Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide d'urgence est passé de 7,9 millions début 2020 à 10,6 millions ces dernières semaines. L'ONU estime que plus de 1 million d'entre elles sont privées de toute assistance du fait de la violence et de l'insécurité.

« Personnel local »
« L'espace des humanitaires se réduit de plus en plus, témoigne Is-siaka Abdou, responsable des opérations de Médecins sans frontières au Nigeria, au Mali et au Niger. Sortir de Maiduguri est devenu extrêmement périlleux en raison des barrages installés sur les routes. Il y a un mois, un hélicoptère humanitaire, que nous utilisons pour contourner cette insécurité et atteindre les ré-

gions plus reculées, a même été la cible de tirs. » Face à cette dégradation, les ONG internationales tentent de transformer leurs modes d'intervention comme elles le font déjà en Afghanistan, au Yémen, au Mali ou au Soudan du Sud. *« Nous avons de plus en plus recours à du personnel local ou africain. Ils savent mieux décrypter les contextes sociaux et anticiper les risques, explique Pierre Micheletti. Quand la situation devient trop tendue, les expatriés sont exfiltrés vers des zones moins dangereuses et ils pratiquent de la "gestion à distance". C'est un pis-aller, la dernière étape avant le retrait. »* Mais le président d'ACF insiste sur un point : la sécurité des humanitaires ne pourra pas être assurée si les gouvernements leur interdisent toute forme de contacts avec les groupes rebelles armés : *« La neutralité et l'indépendance sont les principes fondateurs des ONG humanitaires. Nous devons pouvoir parler avec tout le monde si cela nous garantit d'accéder aux populations les plus vulnérables. Les lois antiterroristes (comme celle en vigueur contre Boko Haram) ne devraient pas s'appliquer aux ONG qui interviennent dans les zones de conflits. Sinon, cela nous expose à n'apparaître que comme les outils des gouvernements en place. »* ■

LAURENCE CAMEL

L'épidémie dépasse les prévisions au Mexique

Face au nombre élevé de décès, le président Lopez Obrador est accusé d'avoir minimisé la crise

MEXICO - correspondance

La pandémie de coronavirus ne faiblit pas au Mexique, contrairement aux déclarations optimistes du président, Andrés Manuel Lopez Obrador (« AMLO »), qui martelait encore, mercredi 22 juillet, que *« la crise est surmontée »*. Le lendemain, le pays battait pourtant son record de contagions en 24 heures (8 438 nouveaux cas confirmés). Avec un total de 41 908 morts recensés jeudi 23 juillet, le Mexique est le 4^e pays au monde en nombre de décès, bien au-delà des prévisions initiales. Un message officiel contradictoire qui soulève les critiques des experts contre la stratégie gouvernementale. Au point que certains gouverneurs contestent les mesures sanitaires des autorités fédérales. *« Il y a un peu de confusion »*, a reconnu, lundi 20 juillet, Hugo Lopez-Gatell, vice-ministre de la santé, lors de sa conférence de presse quotidienne. *« L'épidémie continue d'augmenter, mais à une rapidité moindre »*, répète l'épidémiologiste en chef et porte-voix de la stratégie sanitaire du gouvernement. Pourtant, les chiffres s'envolent : 370 712 cas ont été confirmés, jeudi, plaçant le pays au septième rang mondial des contaminations. Pis, le Mexique, avec 718 décès supplémentaires jeudi, talonne le Royaume-Uni (45 639 morts), derrière les États-Unis (144 242 morts) et le Brésil (84 082 morts). *« Nous sommes parvenus à ralentir la propagation du virus afin d'éviter la saturation des hôpitaux tout en augmentant leur capacité d'accueil »*, se félicite M. Lopez-Gatell. Le confinement non obligatoire, instauré le 30 mars, a permis de limiter l'occupation hospitalière à moins de 50 % en moyenne sur le territoire, et à moins de 80 % dans les régions les plus touchées. Le gouvernement a initié, depuis le 1^{er} juin, une reprise progressive des activités économiques. *« Nous avons pris la difficile décision d'équilibrer la protection de la santé et celle du bien-être des gens car la moitié de la population vit au jour le jour »*, justifie M. Lopez-Gatell, qui invite les Mexicains à *« rester chez eux quand ils le peuvent »*.

Déconfinement progressif
Dans un pays où six actifs sur dix travaillent dans l'économie informelle, le gouvernement a lancé un déconfinement progressif basé sur un code de quatre couleurs (rouge, orange, jaune et vert), en fonction des niveaux de contamination selon les régions. Depuis mi-juillet, 18 des 32 États sont placés en code rouge, n'autorisant que les activités essentielles. Le reste est en code orange, permettant l'ouverture partielle des autres activités. Mais, pour l'heure, l'épidémie continue de croître, mettant à mal les prévisions de M. Lopez-Gatell. Ce dernier avait d'abord annoncé un pic de contagions autour de la mi-mai, repoussé ensuite à juin. Depuis, il renvoie la fin de l'épidémie à octobre. Quant au nombre de victimes, l'épidémiologiste l'évaluait, début mai, entre 6 000 et 8 000 morts d'ici la fin de l'été. Trois semaines plus tard, il tablait sur 35 000 morts. D'autres études indépendantes sont plus inquiétantes : l'université de Washington (IHME) anticipe 88 160 décès d'ici le 1^{er} octobre, alors qu'un groupe de chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) prévoit 132 000 décès d'ici le 1^{er} septembre. Même progressif, le déconfinement a augmenté les risques de résurgence du coronavirus. Dimanche 17 juillet, le gouvernement a imposé à neuf États en

« C'est criminel ! Le gouvernement incite les malades légers à rester à domicile. Beaucoup meurent chez eux »

LAURIE ANN XIMENEZ-FYVIE
directrice d'un laboratoire de génétique moléculaire

code orange de repasser dans le rouge. Depuis, cinq gouverneurs, concernés par ce revirement, refusent de se soumettre aux consignes fédérales. *« Les caprices (de M. Lopez-Gatell) ont déjà coûté trop de vies au Mexique »*, a fustigé Enrique Alfaro, gouverneur de l'État de Jalisco (ouest). Depuis, chacun d'entre eux se base sur ses propres indicateurs épidémiologiques. L'État de Jalisco prévoit ainsi, à partir du lundi 27 juillet, l'ouverture des plages, des salles des fêtes ou des zoos en imposant des mesures sanitaires. Quant à l'État de Quintana Roo (sud-est), la moitié de son territoire reste en code rouge, l'autre en code orange. La fronde va plus loin. Des parlementaires de l'opposition ont porté plainte contre M. Lopez-Gatell pour *« négligence »* dans la gestion de la pandémie. *« Le nombre élevé de décès est dû à la stratégie erronée du gouvernement, qui a minimisé la crise »*, a justifié Julen Rementeria, sénateur du Parti Action nationale (PAN, droite). Et Laurie Ann Ximenez-Fyvie, directrice du laboratoire de génétique moléculaire de l'Université autonome du Mexique (UNAM), de tirer le signal d'alarme : *« Le gouvernement se focalise uniquement sur la disponibilité hospitalière, négligeant la contention des contagions qui passe par le recours massif à des tests. »* Selon le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Mexique applique seulement 65 tests par million d'habitants, contre 305 en moyenne en Amérique latine. *« C'est criminel !, s'insurge M^{me} Ximenez-Fyvie. Le gouvernement incite les malades légers à rester à domicile. Beaucoup meurent chez eux ou arrivent trop tard à l'hôpital. »* En face, M. Lopez-Gatell relie le nombre élevé de morts à la mauvaise alimentation des Mexicains : *« 75 % des adultes et 35 % des enfants sont victimes de surpoids et d'obésité à cause de l'industrie des sodas et de la malbouffe. Sans parler du diabète ou de l'hypertension, qui sont aussi des facteurs aggravant du Covid-19. »* M. Lopez-Gatell a présenté, jeudi, un plan de lutte contre ces maladies chroniques qui inquiètent l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS). Mi-juillet, l'OPS a aussi appelé les autorités locales et nationales à mieux coordonner leurs actions pour éviter la confusion au sein de la population. Même avis pour M^{me} Ximenez-Fyvie, qui déplore *« des messages officiels contradictoires incitant les gens à baisser la garde au risque d'une reprise de l'épidémie »*. En tête, le port du masque, dont M. Lopez-Gatell a mis en doute l'efficacité. La maire de Mexico, Claudia Scheinbaum, l'a pourtant imposé dans les lieux publics ainsi que l'instauration de 3 500 tests par jour. La mégalopole, placée en code orange, reste le principal foyer de contagions. *« "AMLO" ne porte pas de masque alors qu'il devrait montrer l'exemple »*, soupire M^{me} Ximenez-Fyvie, qui s'inquiète de l'arrivée de la grippe, début octobre, pouvant faire 20 000 morts supplémentaires. ■

FRÉDÉRIC SALIBA

La pollution par le plastique menace d’exploser

Des stratégies ambitieuses pourraient encore réduire fortement les rejets dans l’environnement

Les déchets en plastique étouffent notre planète. Mais casser la vague de pollution qui s’apprête à nous submerger semble encore possible, selon une étude de modélisation publiée jeudi 23 juillet dans la revue *Science*, qui porte sur l’impact que pourraient produire nos efforts sur les rejets de plastique à l’échelle mondiale à l’horizon 2040.

Elle révèle notamment que, en l’absence de changement de politique, les quantités de plastique rejetées chaque année dans l’environnement pourraient presque tripler d’ici à 2040. Mais aussi que ces dernières pourraient être réduites de près de 80 % grâce au déploiement d’un ensemble de stratégies visant à limiter cette pollution. Les rejets annuels seraient alors inférieurs de 40 % à ceux mesurés en 2016. Ces stratégies existent déjà et l’enjeu est désormais qu’elles soient mises en œuvre, par tous et partout. Elles combinent baisse de la consommation de plastique, substitution par d’autres matériaux comme le papier, réutilisation et amélioration de la collecte et du recyclage.

« Marqueur de l’anthropocène »
Pour Jean-François Ghiglione, directeur de recherche CNRS à l’observatoire océanologique de Banyuls-sur-Mer (Pyrénées-Orientales), les résultats rapportés dans cette étude – à laquelle il n’a pas pris part – sont « un grand message d’espoir », une « bouffée d’oxygène ». « La pollution au plastique est aujourd’hui une pollution majeure, que l’on considère comme le marqueur de l’anthropocène : quand nos enfants et nos petits-enfants regarderont notre époque au sein des différentes ères géologiques, ils sauront que nous étions à l’ère du plastique », déplore-t-il. Or, « cette étude est la première qui montre que réduire de 80 % la pollution au plastique est quelque chose de possible, simplement avec nos connaissances actuelles, se réjouit-il.

« Si on arrivait à réduire de 80 % la pollution au plastique, c’est un vrai défi de l’humanité qui serait relevé »

JEAN-FRANÇOIS GHIGLIONE
directeur de recherche au CNRS

Si on y arrivait, c’est un vrai défi de l’humanité qui serait relevé, parce qu’aujourd’hui, on ne fait pas du tout face à nos déchets. »

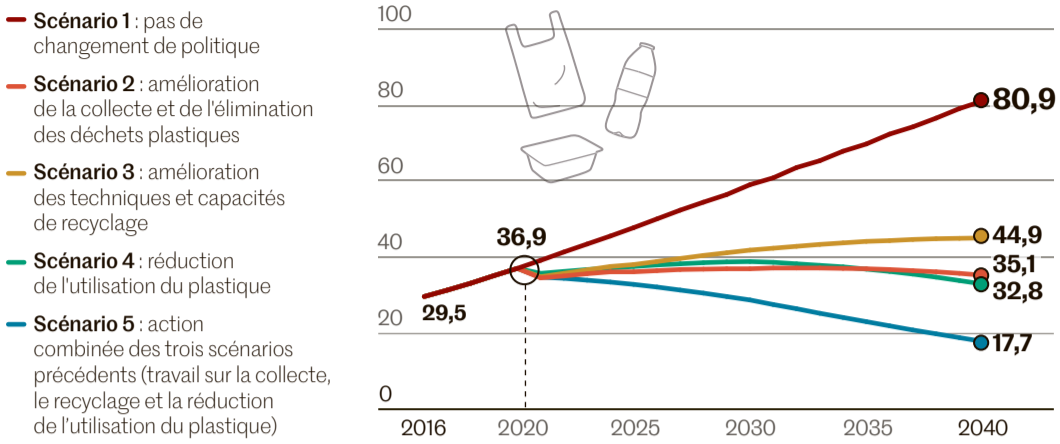
Ce travail inédit, publié de pair avec un rapport destiné au grand public et aux décideurs et intitulé « Breaking the Plastic Wave », a été réalisé par un panel de dix-sept experts internationaux possédant des compétences variées dans le domaine des plastiques et des microplastiques, qui se sont réunis à intervalles réguliers en 2018 et 2019 dans le cadre de groupes de travail et de séances plénières. Son financement a été assuré par l’organisation non gouvernementale américaine The Pew Charitable Trusts. Cet effort international est parti du constat qu’il manquait une réelle stratégie, globale et concrète, pour réduire les déchets en plastique dans le monde, et ce, en dépit d’une prise de conscience croissante de l’ampleur du problème. Les chercheurs ont entrepris d’évaluer la pertinence de plusieurs stratégies visant à réduire la pollution au plastique à l’échelle mondiale d’ici à 2040. Ils ont pour cela développé un modèle intégrant les données, pour 2016, des stocks et des flux de macroplastiques issus des ordures ménagères ainsi que des microplastiques générés par le textile synthétique, l’usure des pneus, les granulés de plastique (utilisés pour la fabrication des produits en plastique) et les produits d’hygiène.

Puis, ils ont étudié comment évolueraient les fuites annuelles de plastique dans l’environnement en fonction de cinq scénarios différents, allant du statu quo (« business as usual ») à une combinaison d’interventions. Ils estiment qu’à l’heure actuelle, près de 40 millions de tonnes de plastique sont rejetées chaque année dans l’environnement, dont plus de 23 millions sur les terres et près de 14 millions dans l’eau. Et que si rien n’était fait pour accroître la lutte contre cette pollution, la quantité déversée dans les milieux terrestres et aquatiques chaque année serait respectivement multipliée par 2,8 et 2,6 d’ici à 2040. Avec pour résultat la fuite dans l’environnement de 1,3 milliard de tonnes de plastique en l’espace de vingt ans.

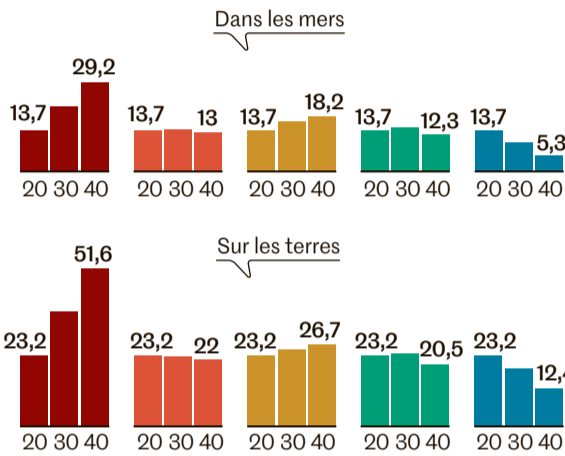
« Une vraie collecte »
Or, les engagements politiques actuels en faveur d’une réduction de la pollution au plastique, comme l’interdiction au niveau européen des plastiques à usage unique ou encore des microbilles de plastique, ne permettraient de réduire l’ampleur de cette pollution que de 7 %, souligne Julien Boucher, directeur d’Environmental Action (EA), un centre d’écoconception suisse, et coauteur de l’étude. « Le message est qu’il faut être beaucoup plus ambitieux que nous ne le sommes actuellement, assure-t-il. Il n’est pas suffisant d’agir sur l’une ou l’autre de ces mesures, il faut agir sur tous les fronts. » Cela passe donc par « la réduction des plastiques inutiles » et le déploiement d’une « vraie filière de retraitement, qui fonctionne avec du recyclage et l’utilisation de matières recyclées », mais aussi par « une vraie collecte », détaille Julien Boucher. La valeur du déchet plastique baisse depuis quelques années, en raison de la chute du prix du baril mais aussi parce que la demande est faible : les plastiques recyclés ne sont pas utilisés dans les contenants alimentaires car potentiellement

Les différents scénarios envisagés

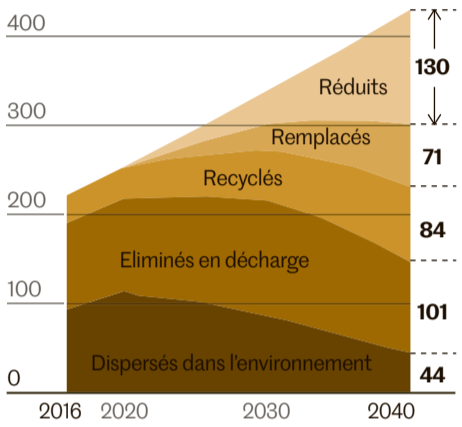
Evolution de la pollution par le plastique dans le monde, en millions de tonnes par an, selon différents scénarios



Evolution de la pollution par le plastique, en millions de tonnes, pour 2020, 2030 et 2040, selon les scénarios



Evolution des modes d’élimination des plastiques issus des déchets ménagers selon le scénario le plus ambitieux, en millions de tonnes par an



Infographie : Le Monde • Source : Science

contaminés. Or, « il faut une valeur suffisante dans le déchet plastique pour que les gens puissent en vivre », souligne M. Boucher, appelant l’industrie à « utiliser davantage de plastiques recyclés ».

Il assure, en outre, que le recyclage, tel qu’il est pratiqué dans les pays développés, est « clairement une source importante de déchets plastiques », notamment en raison de leur export, en Asie ou en Afrique, par exemple. Environ 50 % des déchets collectés en Europe sont exportés. « D’un point de vue environnemental, c’est une catastrophe, déplore M. Boucher, dénonçant des

« Le recyclage est actuellement une source importante de déchets »

JULIEN BOUCHER
directeur d’EA

conditions de recyclage absolument pas contrôlées dans ces pays », souvent à ciel ouvert.

L’étude met en outre en évidence un autre aspect, bien sombre : même en supposant que toutes les mesures à ce jour disponibles pour lutter contre la pollution au plastique soient déployées, ce ne sont pas moins de 710 millions de tonnes de plastique qui seraient rejetées dans l’environnement en l’espace de vingt ans, parmi lesquels 250 millions de tonnes contamineraient les rivières, mers et océans. Et si le déploiement de ces stratégies n’était retardé ne serait-ce que de cinq ans, alors 300 millions de tonnes supplémentaires s’accumuleraient au sein des écosystèmes.

Pourrait-on donc faire mieux ? Certaines sources de pollution sont, à ce stade, difficilement compressibles, répond Julien Boucher. Par exemple, alors que les microplastiques générés par l’usure des pneus contribuent « de manière prépondérante » à la pollution au plastique, « on n’a pas

identifié de solution possible pour gérer ce problème » avec les technologies actuelles, explique-t-il.

Il y a aussi un aspect comportemental qu’il faut prendre en compte : les usagers rejettent encore beaucoup de plastique dans l’environnement, que ce soit d’ailleurs volontaire ou accidentel. Cela pourrait être limité à l’avenir grâce à la conception de produits sans pièces détachables, estime Julien Boucher. Quoi qu’il en soit, il espère que la publication de ces données permettra d’accélérer les changements de politique, estimant que « si l’on n’arrive pas à faire bouger les choses avec cela, c’est vraiment mauvais signe ».

Jean-François Ghiglione se montre, pour sa part, optimiste, estimant que « les voyants n’ont jamais autant été au vert », que ce soit du côté des consommateurs, des industriels ou des gouvernements. Mais pour que cela fonctionne, « il faut vraiment que tous les acteurs s’y mettent ».

SYLVIE BURNOUF

Le trafic routier libère des microparticules dans l’air

L’usure des pneus et des freins génère chaque année 3 millions de tonnes de microplastiques qui contaminent les terres et les océans

Le trafic routier n’est pas seulement synonyme de nuisances sonores et de gaz à effet de serre : il génère aussi des microplastiques, source de pollution atmosphérique. Une étude de modélisation publiée mardi 14 juillet dans la revue *Nature Communications* révèle que l’usure des pneus et des freins des voitures, motos, bus et autres poids lourds produit chaque année dans le monde quelque 3 millions de tonnes de particules composées en majorité de plastique. Sous l’effet du vent, les plus fines d’entre elles, représentant près de 15 % de l’ensemble, ont la capacité de se propager jusqu’à des régions éloignées et de contaminer l’eau des mers et des océans.

« Le principal enseignement de nos travaux est que, en matière de pollution océanique, les microplastiques issus du trafic routier qui sont transportés par voie aérienne ont autant d’impact que ceux acheminés par les cours d’eau », résume Nikolaos Evange-

liou, chercheur au Norwegian Institute for Air Research en Norvège et premier auteur de l’étude.

Si l’analyse s’est focalisée sur la pollution plastique générée par le trafic, dont les niveaux d’émission sont « relativement bien connus », les résultats pourraient, selon lui, s’appliquer plus largement à tous les microplastiques – qu’il s’agisse de ceux issus des emballages, des sacs en plastique ou encore des textiles – en dépit du peu d’attention jusqu’alors accordée à ce mode de diffusion par voie aérienne.

Vent, pluie et neige
Pour Steve Allen, chercheur à l’université de Strathclyde à Glasgow (Ecosse), les chiffres rapportés dans cette « excellente étude de modélisation » sont « vertigineux ». Il avait, dans une étude parue en 2019, documenté avec des collègues toulousains le dépôt, dans une région isolée des Pyrénées, de microplastiques apportés par le vent, la pluie et la

Cette pollution, qui diminue le pouvoir réfléchissant des surfaces, peut contribuer à la fonte des glaces

neige. Mais des contraintes techniques avaient entravé l’identification des microparticules de pneus. « C’est clairement un aspect qui mérite d’être étudié, avec d’autres techniques », assure-t-il.

Pour quantifier l’étendue, à l’échelle mondiale, du transport atmosphérique et du dépôt des microparticules de pneus et de freins usés, l’équipe de chercheurs norvégiens et autrichiens a pris en compte divers paramètres, dont la quantité totale de matière que perd un pneu au cours de son utilisation (quatre

kilos en moyenne), le nombre de véhicules en circulation ou encore les distances parcourues. L’analyse, qui repose sur les données de 2014, révèle que le trafic routier mondial génère annuellement 2,9 millions de tonnes de particules de pneus et 175 000 tonnes de particules de freins. Ces émissions proviennent essentiellement des États-Unis, du nord de l’Europe et des importantes régions urbanisées de l’Asie orientale, du Moyen-Orient et de l’Amérique latine.

Les scientifiques ont identifié que, parmi ces particules, celles de taille inférieure à 10 micromètres (PM10) pouvaient circuler dans l’air pendant de longues périodes – jusqu’à trente-sept jours pour les plus fines – avant de retomber sur les sols et dans les océans.

L’ampleur de cet effet est loin d’être négligeable : les chercheurs chiffrent le dépôt annuel total de PM10 issues du trafic routier à 426 000 tonnes, dont le

tiers, soit quelque 140 000 tonnes, finit dans les océans. L’usure des pneus serait, à elle seule, responsable du dépôt océanique annuel de 100 000 tonnes de microparticules. A titre de comparaison, l’équipe rapporte que 64 000 tonnes de microplastiques issus de pneus usés sont déversées chaque année dans les océans par voie fluviale.

Métaux lourds
L’analyse révèle par ailleurs que près de 50 000 tonnes de microplastiques transportés par l’air se déposent chaque année sur la neige et sur la glace, notamment dans la région arctique. Selon les chercheurs, cette pollution, qui diminue le pouvoir réfléchissant des surfaces, peut contribuer à la fonte des glaces. Ils estiment en outre qu’en s’accumulant dans les bassins de glace fondue, ces particules pourraient engendrer des effets écologiques dont l’ampleur est encore méconnue.

Alors comment limiter cette pollution ? Pour Nikolaos Evangeliou, le développement de nouvelles technologies en matière de production de pneus pourrait apporter des éléments de réponse, mais la solution la plus efficace serait de proscrire l’utilisation de la voiture.

« Cela s’applique en réalité à tous les plastiques. Pour que la situation s’améliore, il faut les interdire, car ces composés continuent de s’accumuler dans l’environnement avec des cinétiques de décomposition extrêmement lentes. »

« Il est bien sûr possible de nettoyer les océans et le littoral des débris de plastique, mais les microplastiques, qui sont déjà partout, vont probablement persister », déplore-il, rappelant que ces particules ont la capacité de capter des composés organiques et des métaux lourds, ce qui accentue leur toxicité. En 2018, la production mondiale de plastique a atteint les 359 millions de tonnes. ■

SV. BU.

Grand Angle

www.grandanglesante.fr

Spécial Covid-19

QUAND LA CRISE ACCÉLÈRE L'INNOVATION

Lancée durant la phase de confinement, la Coalition Innovation Santé vise à promouvoir le développement de solutions numériques au profit d'un meilleur suivi du patient à son domicile.

Comment assurer la continuité des soins des patients chroniques, quand une partie des ressources se focalise sur la prise en charge des patients atteints de Covid-19 ? Comment contribuer au désengorgement des services hospitaliers ? Et comment l'innovation numérique peut-elle soulager l'activité des soignants tout en répondant aux besoins réels des patients ? Telles sont les questions qui, dès le 25 mars, ont abouti à la constitution de la Coalition Innovation Santé, un regroupement inédit de plusieurs catégories d'acteurs de santé.

« L'idée de ce projet est née de mes échanges avec des médecins, explique Franck Mouthon, président de France Biotech, à l'origine du projet. Ils s'interrogeaient sur la possibilité de disposer plus rapidement d'innovations technologiques, afin de mieux répondre à la prise en charge des malades chroniques, dans le contexte de tension majeure posée par l'épidémie de Covid-19. »

En quelques coups de fil et quelques jours, il constitue une équipe de choc, immédiatement opérationnelle.



© Darren Baker - stock.adobe.com / DR

PARTIR DES BESOINS RÉELS DES USAGERS

Aux côtés de France Biotech, MedTech in France, France Digitale et le laboratoire AstraZeneca s'associent pour mettre des experts à disposition. Rapidement, de nouveaux acteurs rejoignent la démarche : l'AP-HP, Bpifrance, EIT Health, ainsi que plus d'une cinquantaine d'institutions ou d'entreprises. Du côté des start-up technologiques, plus de 400 d'entre elles déposent un projet. C'est la société Digital Pharma Lab qui est chargée de l'évaluation méthodologique et du déploiement

des projets. A l'issue de deux appels d'offres, 47 solutions sont sélectionnées, dont 18 étaient financées ou sur le point de l'être début juillet. Et près de 2,5 millions d'euros seront investis par les partenaires de la coalition. « La force de cette méthode, c'est que nous partons des besoins exprimés sur notre site par des services hospitaliers, qu'ils soient publics ou privés, précise Franck Mouthon. L'objectif est d'éviter l'erreur trop souvent constatée par le passé : l'élaboration de services technologiquement performants, mais qui ne s'intègrent pas aux usages des professionnels et des patients. »

DES SOLUTIONS TRÈS VARIÉES

La liste des solutions accompagnées par la Coalition Innovation Santé témoigne du large potentiel de la santé numérique. Biosency, par exemple, est un fournisseur d'objets connectés qui permettent de monitorer les constantes des patients à domicile. Domicalis a mis au point Ambulis, un dispositif destiné à sécuriser les parcours médicaux et chirurgicaux, tandis que Calmedica propose un télésuivi des patients par le biais de SMS. myCharlotte développe une appli Web, « Bulle », offrant plus de 30 activités en audio et vidéo adaptées aux patients atteints de cancer et soignés à domicile. Cureety est une plateforme de télésurveillance pensée pour le patient au domicile, afin d'améliorer sa qualité de vie et d'optimiser son parcours de soins. Enfin, SimforHealth va permettre la formation à distance par simulation numérique d'environ 100 000 professionnels de santé pour les patients atteints du Covid-19 et de maladies chroniques. Chacune des initiatives est soutenue par une ou plusieurs entreprises. Pfizer, par exemple, l'un des trois principaux contributeurs, s'intéresse à 12 d'entre elles, et en finance déjà 5. « Plus de 20 000 patients sont d'ores et déjà concernés par ces projets, ajoute Franck Mouthon. Outre l'amélioration de la qualité de vie des patients, la Coalition Innovation Santé révèle la formidable capacité des acteurs à travailler ensemble avec agilité et efficacité, au-delà des cloisonnements traditionnels du système de santé. »

Une leçon pour l'après-Covid, quand il faudra nécessairement réformer l'écosystème de l'innovation dans le secteur de la santé. **Pierre Mongis** 🇫🇷

Engagement → PFIZER LUTTE À 360° CONTRE LE VIRUS

Le groupe biopharmaceutique mondial met à profit son expertise pour participer aux avant-postes à la lutte contre le Covid-19. Le point avec Henriette Rosenquist, présidente de la filiale française de Pfizer.

Face à la situation inédite provoquée par la pandémie, quels sont les axes de mobilisation du groupe Pfizer ?

Il s'agit en effet d'un événement sanitaire sans précédent, qui bouleverse l'ensemble des systèmes de santé et pose des défis majeurs dans tous les pays. En tant que leader mondial de l'industrie pharmaceutique, Pfizer s'est fortement mobilisé pour contribuer immédiatement à la lutte contre la pandémie. Dès le 13 mars, le président du Groupe, Albert Bourla, s'engageait sur cinq promesses pour accélérer le développement de solutions qui pourraient protéger la population mondiale contre cette pandémie.

En premier lieu, nous garantissons un partage transparent de l'ensemble des données disponibles, avec la constitution d'une plateforme en *open source*. C'est une approche inédite qui permet d'accélérer considérablement les modalités de mise au point des futures réponses thérapeutiques.

En second lieu, nous avons constitué une équipe de chercheurs consacrée au Covid-19, composée de nos meilleurs virologues, biologistes, chimistes, cliniciens et épidémiologistes. Ensuite, Pfizer s'appuie sur son expertise en matière de développement clinique et de réglementation pour soutenir les biotechs disposant des solutions les plus pro-

metteuses contre le Covid-19. Nous avons également adapté nos capacités de production afin d'être en mesure de fournir les volumes nécessaires lorsqu'une solution thérapeutique ou préventive serait approuvée. Enfin, le groupe appelle les agences fédérales américaines à former une équipe d'intervention d'urgence face aux futures menaces épidémiques.



© Grégory Brandel - Pfizer / DR

Où en est aujourd'hui la recherche de Pfizer contre le virus ?

Pfizer est totalement mobilisé pour découvrir un vaccin et nous testons, avec notre partenaire BioNTech, un vaccin à ARN messager. Les essais cliniques sur quatre candidats vac-

cins sont en cours depuis plusieurs mois aux Etats-Unis et en Allemagne et nous avons annoncé des résultats préliminaires positifs début juillet. Si l'étude d'innocuité et d'efficacité est concluante et que le vaccin est approuvé par les autorités réglementaires, nous prévoyons de produire jusqu'à 100 millions de doses d'ici à la fin de 2020 et, potentiellement,

« Les essais cliniques sur quatre candidats vaccins sont en cours depuis plusieurs mois [...] et nous avons annoncé des résultats préliminaires positifs début juillet. »

Henriette Rosenquist

plus de 1,2 milliard de doses en 2021. Nous recherchons activement des traitements antiviraux pour les patients atteints de Covid-19, qui pourraient les aider à combattre le virus plus efficacement. L'objectif est de trouver un traitement qui inhibe le virus, afin qu'il

cesse de se multiplier et que l'organisme soit mieux à même de le combattre. Dans ce cadre, nous examinons les traitements actuellement disponibles et nous évaluons les molécules qui ont été découvertes pour la première fois dans les laboratoires de Pfizer en réponse à l'épidémie de SRAS de 2003.

Comment la filiale France s'investit-elle dans la lutte contre le virus ?

D'abord, en soutenant la recherche. Nous apportons un soutien financier à l'Institut Pasteur et à la Fondation de France dans le cadre du programme « Tous unis contre le virus ». Le but est d'offrir davantage de moyens aux chercheurs pour mieux comprendre et détecter l'épidémie, concevoir des traitements, développer un vaccin et protéger les soignants très exposés au risque. Nos salariés sont par ailleurs pleinement engagés : certains, par exemple, participent à la réserve sanitaire pour seconder les soignants hospitaliers, d'autres sont en première ligne afin d'assurer la disponibilité de nos médicaments pour l'ensemble des patients, dans un contexte préoccupant de retard aux soins. Un challenge solidaire interne a aussi permis de verser un don pour soutenir les efforts sur le terrain de la Croix-Rouge. Une solidarité exprimée également au niveau de notre

Vaccin → LA PISTE INNOVANTE DE L'ARN MESSAGER



Sur la base d'un partenariat déjà existant depuis 2018 entre la société allemande de biotechnologie BioNTech et Pfizer, les deux entreprises développent un potentiel vaccin à ARN messager. Son mode d'action vise à permettre à l'organisme de développer une immunité contre le virus du SARS-COV-2. Le principe consiste à introduire dans les cellules de l'organisme la séquence d'ARN messager qui code et induit dans la cellule la synthèse d'une protéine spécifique du virus. Une fois cette protéine produite dans l'organisme, le système immunitaire pourrait alors reconnaître l'antigène et développer une immunité contre celui-ci. 🇫🇷

secteur en participant au financement d'un stock de masques constitué par le LEEM. Enfin, nous participons activement à la Coalition Innovation Santé, un projet né en France au plus fort de la pandémie et emblématique de l'apport du numérique pour la continuité des parcours de soins. Nous soutenons plusieurs projets qui, outre les performances qu'ils offrent par la fertilisation croisée des compétences et des savoir-faire, témoignent aussi d'un réel esprit de solidarité parmi les acteurs du monde de la santé.

Propos recueillis par Pierre Mongis 🇫🇷

Informations communiquées en collaboration avec le laboratoire Pfizer.
PP-GIP-FRA-2015

Six milliards d'euros pour l'emploi des jeunes

Le gouvernement a présenté son plan jeudi, alors que les jeunes salariés sont fortement touchés par la crise

L'entrée dans la vie active ne doit pas se heurter à une porte close. Alors que des centaines de milliers de jeunes sont sur le point de pénétrer dans un marché du travail ravagé par la récession, l'exécutif cherche, autant que possible, à leur éviter de passer par la case chômage, en mettant des moyens substantiels sur la table : 6,5 milliards d'euros en 2020 et en 2021. « *Du jamais-vu* », a assuré, jeudi 23 juillet, Jean Castex. Le chef du gouvernement a présenté un très large éventail d'actions lors d'un déplacement à Besançon, en compagnie de trois ministres, dont celle du travail, de l'emploi et de l'insertion, Elisabeth Borne. Le but est d'offrir une « *solution* » à chacune des personnes qui commencera sa vie professionnelle à partir de la fin de l'été.

Un tel effort se justifie par le fait que les jeunes sont ceux « *qui morflent le plus* » en période de crise, a lancé M. Castex, en peaufinant, au passage, son image d'homme politique au style direct. Les mesures qu'il a exposées s'inscrivent dans la continuité des interventions d'Emmanuel Macron. Durant son entretien télévisé du 14-juillet, le président de la République avait annoncé les grands axes d'un plan consacré à cette problématique, qu'il avait, partiellement, détaillé, huit jours plus tard, lors d'une visite à Chambord (Loir-et-Cher).

Le gouvernement actionne de multiples curseurs : soutiens financiers à l'embauche, extension des actions de formation... Pour les publics éloignés de l'emploi, plusieurs dispositifs existants vont être amplifiés ou relancés, parmi lesquels des formes de contrat aidé, que le pouvoir en place depuis mai 2017 avait mises en extinction, les jugeant insuffisamment efficaces.

L'une des principales orientations arrêtées vise à alléger le coût du travail. M. Macron en avait parlé le 14 juillet, en évoquant une « *exonération [de] charges* » pour les emplois rémunérés jusqu'à 1,6 smic. Mais le mécanisme finalement retenu est assez différent : il consiste en une prime pouvant aller jusqu'à 4 000 euros par an et destinée à compenser les cotisations sociales. Elle sera attribuée aux employeurs qui recrutent un individu de moins de 25 ans, en CDI ou en CDD d'au moins trois

Le premier ministre, Jean Castex, visite un centre de formation d'apprentis, à Besançon, le 23 juillet.

SÉBASTIEN BOZON/AFP

mois, de début août à fin janvier 2021. La cible a été élargie aux postes rémunérés jusqu'à 2 smic, afin de tenir compte d'une revendication des organisations patronales : celles-ci craignaient que le dispositif dévoilé le 14 juillet exclue les diplômés du supérieur – ceux-ci étant bien souvent payés au-dessus du seuil envisagé, initialement, par le chef de l'Etat.

Effet d'aubaine

Cette aide, qui pourrait concerner « *450 000 contrats* » de travail, a pour objectif « *d'accélérer les décisions d'embauche* », explique-t-on au ministère du travail. Le gouvernement sait qu'elle est susceptible d'être synonyme, dans certains cas, d'effet d'aubaine – des entreprises n'en ayant pas besoin pourraient enrôler de la main-d'œuvre. Mais la première préoccupation est de prévenir l'inactivité prolongée

en début de carrière, car elle peut déboucher sur des situations de « *décrochage* » durable, fait valoir l'entourage de Mme Borne.

En matière de formation, 1,5 milliard d'euros supplémentaire va être affecté au plan d'investissement dans les compétences (PIC), engagé dans la première moitié du quinquennat : cette manne servira à orienter vers des « *métiers et des secteurs d'avenir* » (industries du numérique, entreprises concourant à la transition écologique...).

Le patronat réagit favorablement à ces mesures, notamment à la prime au recrutement. « *Ça va dans le bon sens* », confie François Asselin, le président de la Confédération des petites et moyennes entreprises. « *En s'appliquant aux rémunérations qui vont jusqu'à deux smic, cette aide couvre la quasi-totalité des jeunes. C'est plutôt bien calibré.* » « *Il s'agit d'une bonne so-*

lution », renchérit Laurent Munerot, le président de l'Union des entreprises de proximité, en soulignant la simplicité du mécanisme, grâce à des versements effectués par un opérateur public. Seul bémol, exprimé par M. Asselin : la réussite de ce programme dépend intimement de la croissance économique. « *Il ne faut pas oublier que c'est l'activité qui fait qu'une entreprise va embaucher ou non*, dit-il. *L'élément déclencheur, c'est sentir que le carnet de commandes se remplit.* » « *Il faut un choc de confiance* », complète M. Munerot : à ce titre, le plan de relance, qui sera présenté, le 24 août en principe, en conseil des ministres, jouera un rôle déterminant.

Chez les syndicats, les avis sont contrastés. Les annonces de jeudi reprennent « *plusieurs des propositions que nous avons faites* », note, avec satisfaction, Inès Minin

Une prime sera attribuée aux employeurs qui recrutent un jeune de moins de 25 ans, en CDI ou en CDD d'au moins trois mois

(CFDT). Le fait de compiler une gamme étendue d'actions lui paraît être « *la meilleure des solutions* » car la diversité des profils est prise en compte. « *La prime à l'embauche nous va bien* », ajoute-t-elle, en relevant qu'il n'y a « *pas d'exonérations de cotisations pérennes* » – donc pas de ressources en moins pour la Sécurité sociale. Michel Beaugas (FO) est plus mi-

tigé. Un plan en faveur des jeunes est « *une bonne chose* », reconnaît-il, mais celui qui a été présenté jeudi ne met pas assez l'accent, selon lui, sur une offre de contrats de travail durables. En outre, bon nombre des dispositifs proposés ne génèrent « *aucun droit à la retraite ou à l'assurance-chômage* », regrette-t-il. Et des interrogations existent quant aux moyens dévolus pour « *accompagner* » les bénéficiaires. Denis Gravouil (CGT) déplore, pour sa part, que les aides à l'embauche s'apparentent à des « *cadeaux* », puisqu'elles ne sont assorties d'aucune contrepartie réclamée aux employeurs. A ses yeux, les initiatives prises sur la question des discriminations, en particulier à l'égard des jeunes habitant les quartiers populaires, sont insuffisantes. ■

RAPHAËLLE BESSE DESMOULIÈRES ET BERTRAND BISSUEL

A droite, l'éternel fantasme du retour de Nicolas Sarkozy

L'ancien chef de l'Etat, qui doit être jugé en octobre pour corruption, publie un livre sur les deux premières années de son quinquennat

I l'est des figures devenues tutélaires et dont la moindre prise de parole est scrutée, analysée, passée au fin tamis du signifiant politique. Nicolas Sarkozy est de ceux, qui, à chaque fois qu'il s'adresse au grand public, suscite des remous dans la classe politique française.

La parution surprise, vendredi 24 juillet, du livre *Le Temps des tempêtes*, aux éditions de L'Observatoire (528 pages, 23 euros), un an après son précédent ouvrage, *Passions* (éditions de L'Observatoire), n'a pas échappé aux règles du genre.

Ecrit pendant le confinement dans sa résidence du cap Nègre (Var) où s'était réfugié l'ancien chef de l'Etat, ce volume de 500 pages narre les deux premières années du quinquennat du dernier président issu des rangs de la droite républicaine. Sans chapitres, les pages pullulent de détails sur les grands et les petits événements de nature tout aussi

personnelle que nationale, voire internationale, qui ont émaillé ces vingt-quatre premiers mois. Du divorce avec sa femme Cécilia à la gestion de la crise en Géorgie, en passant par un phlegmon à la gorge opéré une nuit avant une visite d'Etat au Maroc.

Un livre en forme de justification ou d'explication d'un quinquennat riche en événements qui fait dire à certains que l'ancien président, qui siège désormais au conseil d'administration du groupe Accor et qui doit être jugé en octobre pour corruption dans l'affaire dite « des écoutes », n'en a pas tout à fait fini avec la vie politique. Après tout, « *on n'apprend pas à un tigre à devenir végétarien* », selon une phrase prôtée à Patrick Buisson, son ex-conseiller.

Pour certains de ses proches, Nicolas Sarkozy aurait « *une folle envie de revenir* ». Mais attention, pas à n'importe quelles conditions. Invitée de la chaîne Cnews,

jeudi 23 juillet, l'eurodéputée Nadine Morano lâche sans détour : « *S'il avait une possibilité de revenir dans le jeu parce que la situation est tellement dramatique qu'il serait le seul recours, je peux vous dire qu'il reviendrait vite fait.* »

Ainsi, celui qui a perdu en 2012 contre François Hollande, puis a été éliminé dès le premier tour de la primaire de la droite en 2016, penserait, selon quelques fidèles, de nouveau à l'élection présidentielle si le contexte s'y prêtait. Si « *le pays était dans une situation extraordinaire* ».

« Je ne suis pas en campagne »

A cet égard, certains passages des premières pages de son livre relatant sa fascination pour les tempêtes peuvent en faire réfléchir plus d'un. « *Je dois bien reconnaître que j'aime les tempêtes, et pas simplement dans le sens climatique* », écrit l'ancien président de la République. Plus loin, il admet : « *Dès mon plus jeune âge, je*

métais mis en tête que, si la situation devenait inextricable, dangereuse, extrême, ma place ne serait plus contestée. »

Mais attention, prévient Pierre Charon, sénateur (Les Républicains) de Paris, « *personne ne peut sortir de son bureau en ayant une phrase à répéter* ». Comprendre : si des proches ou des fidèles s'expriment, personne ne sait vraiment ce qu'il y a dans la tête de Nicolas Sarkozy. Lui-même affirme au *Figaro*, jeudi 23 juillet : « *Ce livre n'a aucune dimension politique dans un projet de construction ou de continuation d'une carrière.* » Et d'ajouter « *Je ne suis pas en campagne. Ça ne me manque pas ! Personne ne me croit, mais c'est la vérité !* »

Dans son entourage proche, on affirme que la parution, au milieu de l'été, est une preuve que l'ancien président « *souhaite parler aux Français et n'est pas dans un tempo purement politique* ». « *C'est parce qu'il est parti qu'il se*

sent libre d'écrire », tient-on à préciser. Reste qu'une candidature potentielle de Nicolas Sarkozy ne serait pas vue d'un mauvais œil par tous chez LR, où aucun leader n'émerge pour l'instant. François Baroin, poussé par de nombreux cadres et la direction à revêtir les couleurs du parti en 2022, n'a toujours pas clarifié ses intentions. Certains de ses visiteurs affirment d'ailleurs que Nicolas Sarkozy serait de plus en plus critique devant les hésitations de son ancien ministre.

« *On n'a pas de candidats à droite, il faut passer une annonce dans Le Chasseur français pour avoir quelqu'un* », regrette Pierre Charon. « *C'est sûr que, pour les adhérents, et plus globalement pour les électeurs de droite, Sarkozy, s'il venait à revenir dans le jeu, serait un meilleur choix* », tranche un autre fidèle.

Les partisans du président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, ne sont pas de cet avis,

qui affirment que leur champion ira coûte que coûte. L'ex-chef de l'Etat complimente d'ailleurs son ancien ministre du travail dans son ouvrage : « *Xavier Bertrand exerçait ses fonctions avec une grande conscience professionnelle. Il était soucieux de bien faire et ne ménageait ni son temps ni sa peine.* »

Damien Abad, député de l'Ain et président du groupe LR à l'Assemblée nationale, se réjouit que Nicolas Sarkozy « *prenne la plume pour s'adresser de façon authentique aux Français* ». « *Ça donne du souffle et de l'oxygène à la droite que d'avoir un ancien président de sa famille politique sur le devant de la scène* », estime-t-il. Mais point trop n'en faut, confie un autre élu sous le sceau de l'anonymat, car « *les Français adorent lire ses Mémoires, c'est une figure, mais ils ne veulent pas replonger dans tout ce que cette figure implique* ». L'exégèse a des limites. ■

SARAH BELOUEZZANE

Covid-19 : plongée chez les « pestiférés » de l’Oise

La commission d’enquête du Sénat a étudié jeudi la gestion de la crise dans le premier département touché par l’épidémie

Il parle de la commune dont il est élu depuis 1983, de ses blessures et de ses fantômes, et il pleure. Devant les sénateurs de la commission d’enquête parlementaire, jeudi 23 juillet, le maire de Crépy-en-Valois, Bruno Fortier, a raconté son histoire et celle de sa ville, première de France à avoir été touchée par l’épidémie de Covid-19. Devenue « l’épicentre de la crise pandémique et médiatique », cette petite commune de l’Oise, située à 60 kilomètres de Paris, a renoué avec la tragédie, près de quarante ans après le « terrible accident de Beaune », plus grave catastrophe routière de France, dans laquelle 44 enfants, serrés dans deux autobus bondés, ont perdu la vie dans l’incendie de ces derniers, un sombre jour de juillet.

L’épidémie de Covid est arrivée dans ce « contexte particulier », marqué par « tout ce qui nous est arrivé », a rappelé le maire. Une nouvelle fois meurtrie et blessée, Crépy-en-Valois a en effet été l’un des tout premiers clusters recensés. Et l’un des siens, enseignant au collège Jean-de-La-Fontaine, mort dans la nuit du 26 au 27 février à l’hôpital de la Pitié-Salpêtrière, fut la première victime française du Covid-19. Confinée quinze jours avant le reste du pays, la commune a vu doubler son nombre de morts par rapport à la même période en 2019. « L’image de Crépy était terrible, nous étions des pestiférés. Dès l’annonce de la mort de ce pauvre monsieur Varoteaux, les employés téléphonaient à leurs employés pour dire : “Ne venez pas, vous êtes de Crépy-en-Valois !” », raconte Bruno Fortier, lui-même testé positif à cette « cochonnerie » le 1^{er} mars.

Premier foyer épidémique, le département de l’Oise a recensé 591 morts au total. « Notre territoire a été pris très très tôt dans la tourmente, et placé sous les feux des projecteurs, sans être préparé », a résumé, à son tour, la présidente du conseil départemental, Nadège Lefebvre. Surpris par la violence de la vague, les acteurs de terrain ont dû « prendre leur sort en main », comme l’a rappelé le préfet, Louis Le Franc, confronté très tôt à une série de problèmes inédits, dont la pénurie de masques ou l’encombrement des services funéraires.

Certains week-ends, le personnel des pompes funèbres, au départ très mal protégé, a « géré » entre 35 et 40 morts en même temps, menaçant de laisser les cercueils sur les routes. « J’ai été dans une situation où, en l’absence de décisions nationales, j’ai dû prendre des décisions locales », a raconté le préfet, qui a énuméré les mesures « coercitives » décidées pour protéger la population, comme la fermeture des marchés ou l’interdiction des rassemblements, bien avant le reste du pays.

Décrochage de 2800 enfants

Livrés à eux-mêmes et contraints d’innover, eux aussi, les élus de l’Oise ont également joué un rôle clé dans la gestion de l’épidémie. La présidente du département a souligné la faiblesse de « l’organisation régionalisée » de certains services de l’Etat, ce qui a fait perdre, selon elle, un temps précieux plutôt que de se concentrer sur l’Oise qui avait des besoins criants et spécifiques. Nadège Lefebvre a regretté aussi la double tutelle exercée par le département et l’agence régionale de santé (ARS) sur les Ehpad. De même que l’ab-

Devant le collège Jean-de-La-Fontaine, à Crépy-en-Valois, le 28 février.

MARTIN BUREAU/AFP

« En l’absence de décisions nationales, j’ai dû prendre des décisions locales »

LOUIS LE FRANC
préfet de l’Oise

sence de réponse de Paris sur des problématiques précises, comme le décrochage de 2800 enfants confinés, ayant perdu tout contact avec le système éducatif : « Devant la gravité de la situation, j’ai interpellé le secrétaire d’Etat chargé de la protection de l’enfance, j’attends encore la réponse... »

De son côté, le maire de Crépy-en-Valois a raconté avoir remué ciel et terre pour trouver des masques pour ses administrés, après avoir découvert, fin février, que les stocks datant de la grippe H1N1 avaient été réduits à néant. « Je devais défendre ma paroisse », a-t-il souligné, en racontant être parti lui-même avec sa voiture à Clermont, où le sous-préfet lui



avait dit avoir trouvé 200 blouses, pour les ramener à l’hôpital de Crépy. « Même si les masques étaient périmés, on se débrouillait avec ce qu’on avait », a-t-il ajouté. Du côté de l’hôpital Saint-Lazare, aucune pénurie n’a au final été déplorée, même si l’établissement s’est trouvé en « flux tendu », a précisé sa directrice, Marie-Cécile Darmois.

Plusieurs zones d’ombre ont été soulevées par les sénateurs, notamment le rôle joué dans l’introduction de l’épidémie par la base aérienne de Creil, d’où sont issus seize militaires ayant participé au rapatriement des premiers Français de Wuhan. « Il faudra revenir sur la base aérienne de Creil », a ainsi lancé le sénateur LR de l’Oise, Olivier Paccaud, qui a fait part de son « scepticisme » devant la version officielle. « Les 193 rapatriés de Wuhan ont été mis en quarantaine [mais] les militaires [basés à Creil] qui les ont ramenés n’ont pas été mis en quarantaine », a-t-il indiqué, rappelant que le « deuxième malade » recensé en France était un membre du personnel civil de la base. De son côté, le préfet a assuré que base de Creil avait été considérée « trop vite » comme un foyer de propa-

gation de l’épidémie en France, avant que l’Institut Pasteur écarte finalement cette piste. « Il n’a pas été démontré que la base était le centre à partir duquel a circulé le virus », a insisté Louis Le Franc.

« Trou noir sur le mois de février »

Autre zone d’ombre : le calendrier. Alors que l’ARS a fait état de premières alertes reçues dès le 23 janvier, soit deux mois avant le confinement national, peu de réponses concrètes semblent avoir été apportées ensuite pour préparer le département à la vague épidémique. « Il y a un trou noir sur le mois de février, a résumé le rapporteur, le sénateur (apparenté socialiste) Bernard Jomier. J’aimerais comprendre ce qu’il s’est passé. » « La crise n’a pas commencé le 26 février », avec le premier mort de Crépy-en-Valois, a en effet reconnu le directeur de l’ARS des Hauts-de-France, Etienne Champion, qui s’est employé à défendre l’agence, très critiquée pendant l’épidémie.

Il a expliqué que dès la fin janvier, une « visio quotidienne » avait été mise en place avec les instances nationales, afin d’installer une « chaîne de réactivité

très forte ». « Avant cette nuit dramatique du 25 au 26 février, nous avons passé le mois de février à faire du “contact tracing” sur 42 cas investigués. » Mais, paradoxalement, « nous n’avons pas conscience que le virus circule dans l’Oise, a-t-il reconnu. Nous pensions être dans la même situation que les Contamines-Montjoie, [avec] des cas de contaminés qui revenaient de Chine, ou qui avaient été en contact avec une personne qui en revenait ». Mais « c’était finalement une situation totalement différente », a-t-il conclu.

Un constat corroboré par le professeur Arnaud Fontanet, membre du conseil scientifique et de l’Institut Pasteur, qui a mené une étude sur l’évolution du virus dans le département. Lui aussi a observé qu’en dépit des premiers signes d’alerte en janvier, « il n’y avait pas de circulation connue du virus avant le 26 février ».

En conclusion, le maire a souhaité tourner la page au plus vite de cette « galère », cet « engrenage terrible » : « Ça a été un moment difficile mais Crépy reste un endroit splendide, reposant. Nous voudrions maintenant un peu de calme... » ■

SOLENN DE ROYER

Christophe Girard démissionne de son poste d’adjoint à la culture de la Mairie de Paris

Des élus EELV et des féministes réclamaient son départ, en le mettant en cause dans l’affaire Matzneff

Il incarnait la culture à la Mairie de Paris quasiment sans discontinuer depuis 2001. Christophe Girard, adjoint à la culture d’Anne Hidalgo dans la capitale, a démissionné de ses fonctions, jeudi 23 juillet, après avoir été mis en cause par les élus écologistes, alliés de la maire socialiste, dans l’affaire Matzneff.

M. Girard avait été interrogé par la police judiciaire en mars, en tant qu’ancien secrétaire général de la maison Yves Saint Laurent dans les années 1980, une structure qui a apporté à l’époque un soutien financier à l’homme de lettres Gabriel Matzneff, visé par une enquête pour « viols sur mineurs » ouverte par le parquet de Paris après la publication en janvier du roman autobiographique de Vanessa Springora, *Le Consentement* (Grasset, 216 pages, 18 euros), dans lequel elle décrit la relation sous emprise qu’elle a vécue lorsqu’elle était mineure avec l’écrivain.

Depuis plusieurs semaines, de nombreux élus d’Europe Ecologie-Les Verts (EELV) et des associations féministes réclamaient le dé-

part de M. Girard. Dimanche 19 juillet, ils avaient écrit à Anne Hidalgo pour lui demander de suspendre son adjoint à la culture et d’ouvrir une enquête interne à la Ville de Paris, estimant que M. Girard devait s’expliquer sur ses liens avec M. Matzneff. « La honte », « Girard démission », « Mairie de Paris : bienvenue à Pedoland » : armés de pancartes et de slogans, plusieurs dizaines de manifestants s’étaient rassemblés, jeudi matin, devant l’Hôtel de ville à l’occasion du Conseil de Paris.

« Dans quelle démocratie vivons-nous, où le droit est piétiné par la rumeur ? », a réagi Anne Hidalgo dans un Tweet

M^{me} Hidalgo, qui a toujours apporté son soutien à M. Girard, s’est dite « écueurée », après l’annonce de sa démission. « Dans quelle démocratie vivons-nous où le droit est piétiné par la rumeur, les amalgames et les soupçons ? Tout mon soutien à mon ami Christophe Girard », a-t-elle réagi dans un Tweet.

« Situation intenable »

La nouvelle mandature d’Anne Hidalgo commence donc dans un climat tendu avec ses alliés écologistes, qui pourrait laisser des traces pour la suite. « Au regard de la situation, qui devenait politiquement intenable, Christophe Girard a pris la meilleure décision pour protéger la ville et l’exécutif », ont commenté les élus écologistes.

M. Girard, qui a porté plainte pour diffamation, a indiqué, jeudi soir, dans un communiqué : « J’ai 64 ans, une vie de famille épanouie et de nombreux engagements culturels, politiques et associatifs, et n’ai nullement envie de pourrir ma vie plus longtemps et de m’emmerder à me justifier en permanence pour quelque chose qui n’existe

pas. » « Dans le climat délétère général (...) où l’on piétine notre droit et le code pénal, et même si la manifestation de ce jour contre moi n’a rassemblé qu’une vingtaine de personnes, la première de mes priorités est qu’Anne Hidalgo, brillamment réélue maire de Paris, puisse exercer son mandat sereinement », a-t-il expliqué.

Devenu une première fois adjoint à la culture sous la mandature de Bertrand Delanoë, et initiateur, entre autres, de la Nuit blanche, M. Girard reste conseiller de Paris du 18^e arrondissement, où il a été élu le 28 juin. Sa démission d’adjoint à la culture pose en revanche la question de son maintien à la présidence du conseil d’administration de Paris Musées, l’établissement public qui gère quatorze musées. Cet organisme clé dans la culture parisienne alors que le secteur subit de plein fouet les conséquences économiques de la crise sanitaire liée au coronavirus, a déjà subi le décès accidentel de sa directrice, Delphine Levy, victime d’un AVC le 13 juillet. ■

SERVICE POLITIQUE

PARIS
Les transports en commun gratuits pour les jeunes de 4 à 18 ans

Le Conseil de Paris a voté à l’unanimité, jeudi, la gratuité des transports en commun pour tous les jeunes âgés de 4 à 18 ans, dès la rentrée. Cette mesure, dont le coût est es-

timé à 10 millions d’euros, concernerait 135 000 jeunes. Après ce vote, David Belliard, adjoint (EELV) à la maire de Paris en charge des transports, a mis en avant « la transformation [du] modèle de mobilité, afin de faire de Paris une ville plus sobre, plus résiliente et plus solidaire ».



DE CAUSE À EFFETS.

Le magazine de l’environnement

franceculture.fr / @Franceculture

Chaque samedi 8H05-9H00 Aurélie Luneau

En partenariat avec Le Monde



L’esprit d’ouverture.

La diaspora africaine déchirée de ne pas partir au « pays »

En raison de l'épidémie de Covid-19, un grand nombre de personnes ont dû renoncer à rejoindre leur famille

TÉMOIGNAGES

Il s'était promis de retourner, à la fin du mois de juillet, à Kayes, afin de se recueillir pour la première fois sur la tombe de son père. « Il est mort quelques mois après mon arrivée à Paris. Je ne suis pas retourné au Mali depuis que j'étudie en France. Ça va faire trois ans en septembre », confie Bréhima Sidibé. Ce jeune homme de 24 ans, étudiant en master sciences du langage à l'université Cergy-Paris, aurait dû acheter ses billets d'avion en mars, « mais ça coïncidait avec le début de la pandémie de coronavirus et du confinement », dit-il de sa douce voix. Du coup, j'ai renoncé à mes projets pour cet été. Pas de vacances. Je travaille en intérim. Le Covid-19 a eu raison de moi. Aurait-il pu y aller malgré tout ? Pas si sûr...

Car le Mali a fermé ses frontières depuis le 18 mars et suspendu les lignes aériennes commerciales en provenance des pays touchés par l'épidémie. Seuls des vols pour le rapatriement des Maliens bloqués à l'extérieur (Europe, Canada, Inde) sont programmés – depuis Paris uniquement – jusqu'à la fin du mois de juillet au prix de 773 euros.

Quoi qu'il en soit, l'actuelle crise sanitaire mondiale a obligé une partie de la diaspora africaine installée en France à renoncer, la mort dans l'âme, à passer ses habituelles vacances d'été « au pays ». Même si certains territoires tels que le Sénégal ou le Maroc commencent à ouvrir leurs frontières – généralement aux seuls ressortissants ou aux étrangers titulaires d'un titre de séjour –, cette diaspora raconte sa profonde « déchirure » de ne pas fouler à nouveau la terre natale tout en exprimant, également, quelques « peurs ».

« Danemark en camping-car »

Denise Eyike, une Camerounaise de 57 ans, qui vit non loin de Paris, ne se rendra pas à Yaoundé pour embrasser ses parents, ses deux filles et ses quatre petits-enfants. « Je me souviens d'avoir dit à ma mère l'année dernière "rendez-vous en juillet prochain" », se remémore cette dame qui a pourtant l'habitude de passer chaque été un mois



Une passagère venue de France, à l'aéroport de Tunis-Carthage, le 27 juin. FETHI BELAÏD/AFP

dans ce coin du monde. Il n'y aura donc pas d'étreintes avec sa famille pour cette assistante maternelle qui vient de passer ses vacances avec son compagnon à Dax, dans les Landes.

Et, même si elle le pouvait... « Ce virus nous a empêchés de nous organiser pour cet été. Moi, je n'ai pas d'argent pour acheter un billet à 2000 euros à la dernière minute. Je ne peux pas, lance-t-elle. Et, une fois

là-bas, je ne suis pas sûre qu'on respecte les gestes barrières. » Le Cameroun a officiellement recensé plus de 16500 personnes contaminées et plus de 380 décès. « J'irai l'année prochaine, s'il n'y a pas un autre malheur », promet-elle.

C'est exactement ce que se dit Saïd qui ne reverra pas, cet été encore, les montagnes algériennes de Kabylie. Ce grand quinquagénaire Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) avait visité l'Italie en 2019 en famille et pensait retrouver sa maison de Tizi Ouzou en août. « Tout était prévu, mais c'est la pagaille en Algérie. A la place, on ira peut-être au Danemark en camping-car », confie-t-il « dégoûté ». En effet, les frontières terrestres, maritimes et aériennes de l'Algérie sont fermées. Elles vont le rester jusqu'à la fin de la pandémie de Covid-19 ou, dit autrement, « jusqu'à ce que Dieu nous libère de ce fléau », a annoncé le chef de

l'Etat algérien, Abdelmadjid Tebboune, le 28 juin.

En France, ces annonces ont été très mal vécues par une partie de la diaspora algérienne, alors même que l'Union européenne (UE) a annoncé, le 30 juin, la réouverture de ses frontières aériennes avec le pays. Mais l'Algérie fait face, depuis le début du mois de juillet, à une flambée de contamination : le nombre officiel dépasse les 500 cas par jour, contre 250 fin juin. Un chiffre sous-estimé, selon les médecins, qui multiplient les appels de détresse sur les réseaux sociaux, s'alarmant d'une situation catastrophique dans plusieurs hôpitaux. Depuis l'enregistrement du premier cas, le 25 février, le pays a officiellement recensé près de 25000 personnes contaminées (16000 début juillet) et plus de 1100 décès.

Face au coronavirus, certains se sont résolus à ne pas se rendre au

« bled », même si « une large majorité des Algériens tient à partir cet été », comme l'atteste Abdel (le prénom a été changé), responsable d'une agence de voyages installée depuis des décennies à la Goutte-d'Or, dans le 18^e arrondissement de Paris. « Pourquoi fermeront-ils les frontières alors qu'il y a si peu de morts ? Peut-on vraiment croire l'Etat ? Cette crise sanitaire fait se poser des tas de questions », regrette Saïd.

Justement, ces questions, Souleymane Gueye, vice-président de la Fédération des étudiants et stagiaires sénégalais de France, n'arrêtent pas de le tourmenter. Que se passerait-il si, une fois là-bas, on tombait malade ? Et que faire si les autorités décident de reconfiner ? Comment quitter le pays dans ce cas ? « Je ne suis pas parti à Dakar par crainte d'être bloqué sur le continent, reconnaît-il. Je n'ai pas pris ce risque.

« Je n'ai pas d'argent pour acheter un billet à 2000 euros à la dernière minute »

DENISE EYIKE
Camerounaise

Tout peut vite évoluer. » Pour ce jeune ingénieur en télécommunication de 28 ans, qui a récemment décroché un CDI, « j'ai des engagements professionnels, que se passerait-il si le Sénégal ou la France fermait leurs frontières ? », se demande-t-il.

Patienter de longs mois

Pourtant, il n'avait pas pris de vacances depuis une année, histoire d'accumuler des jours de congé afin de partir le plus longtemps possible. Il faudra donc patienter encore de longs mois avant d'espérer revoir les proches. Un crève-cœur pour cette partie de la diaspora africaine, notamment de confession musulmane, qui espérait célébrer en famille la grande fête de l'Aïd-el-Kébir, prévue le 31 juillet. « Ça faisait longtemps que cette fête n'était pas tombée pendant les vacances d'été », souligne Souleymane Gueye. Beaucoup de personnes s'étaient organisées pour rentrer. C'est un grand chagrin. Beaucoup avaient réservé leurs billets en janvier ou en février. Le plus souvent, ils les ont annulés. »

Certains, comme des Tunisiens, ont décidé de partir malgré tout parce qu'aucune mesure spécifique n'est appliquée à la France et que les frontières sont ouvertes depuis le 27 juin. La crise sanitaire au Sénégal (plus de 9000 cas, 177 morts) n'a pas non plus rebuté Anna Gueye, une Sénégalaise de 19 ans, étudiante en prépa physique à Paris. Elle s'est envolée pour Dakar le 18 juillet. « J'avais pris mes billets en février, mon vol a juste été décalé. J'avais envie de revoir ma famille », dit-elle. Elle pourra revenir en France en août, car elle possède un visa étudiant. « Mon vol retour est confirmé », assure-t-elle. Mais si la France ou le Sénégal reconfinent, alors là, je ne saurai pas quoi faire... » ■

MUSTAPHA KESSOUS

Une commission estime « établis » des faits de viol par Adama Traoré

La commission d'indemnisation des victimes d'infractions a versé la somme de 29000 euros à un jeune homme qui était en prison avec lui

Un ex-codétenu d'Adama Traoré au sein de la prison d'Osny (Val-d'Oise) a obtenu, le 12 mars, une indemnité de la part de la commission d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI) du tribunal de Pontoise, comme l'a révélé, mercredi 22 juillet, l'hebdomadaire *Le Point*. Présente près de chaque tribunal de grande instance, la CIVI est une institution autonome chargée de déterminer l'octroi d'une indemnisation financière aux victimes d'infractions pénales, même en l'absence d'une décision de justice sur le fond.

Elle a été sollicitée, en décembre 2018, par cet ex-codétenu, pré-nommé Steven. Ce dernier, qui partageait la cellule d'Adama Traoré, incarcéré entre fin 2015 et début 2016, l'accuse de l'avoir contraint à lui prodiguer des fellations. Selon le récit du *Point*, le codétenu a d'abord raconté les faits à sa mère lors d'une rencontre au parloir, début 2016 : « Dès que je l'ai vu, il s'est mis à pleurer. Je lui ai demandé ce qui se passait, il m'a répondu par deux fois : "Il m'a violé." »

« La CIVI n'a ni le pouvoir ni la compétence de dire qu'une infraction pénale est avérée »

YASSINE BOUZROU
avocat de la famille Traoré

Je lui ai demandé : « Qui ? » Il m'a dit : « Mon ancien codétenu, Adama Traoré. » », aurait expliqué la mère de Steven, qui décide, selon son récit, d'aller au commissariat de Cergy-Pontoise pour évoquer les faits. Mais, quatre mois plus tard, sans qu'aucun acte d'enquête ait encore eu lieu, Adama Traoré meurt, le 19 juillet 2016, à la suite d'une course-poursuite avec des gendarmes. Le décès du jeune homme de 24 ans éteint automatiquement l'action de la justice.

Steven n'en a pourtant pas fini avec cette affaire. L'année suivante, le 25 février 2017, désormais

libre, il est pris à partie par l'un des frères d'Adama Traoré, Yacouba. Avec un complice, ils l'emmènent en voiture de L'Isle-Adam au quartier de Boyenval, à Beaumont-sur-Oise, toujours dans le Val-d'Oise. Trainé dans un hall, Steven est passé à tabac par plusieurs personnes. Frappé avec une planche, il obtient sept jours d'incapacité totale de travail (ITT).

Policier attaqué pour diffamation

Lors du procès en comparution immédiate, qui aboutira à la condamnation de Yacouba Traoré, le 15 mars 2017, à dix-huit mois de prison ferme, Steven explique que ce dernier lui a reproché d'avoir « parlé sur [s]on frère ». Quelques semaines plus tard, en juillet, un policier est attaqué pour diffamation et injure publique par le comité « Justice pour Adama » : il a qualifié ce dernier de « violeur » devant des manifestants qui se rendaient à un rassemblement de soutien. Il doit comparaître en septembre. Le comité a déposé une autre plainte, en juin, contre les journalistes Ni-

colas Poincaré et Jean-Jacques Bourdin, pour avoir évoqué, eux aussi, ces allégations de viol.

Si la justice pénale a stoppé son action, la procédure d'indemnisation peut, elle, se poursuivre. La CIVI de Pontoise est saisie le 28 décembre 2018 par Steven, qui réclame une indemnisation à la fois pour les agressions sexuelles dont il accuse Adama Traoré et pour le passage à tabac subi en 2017. La CIVI examine les éléments de l'enquête, dont une lettre qu'aurait remise Steven aux surveillants, selon *Le Point*. Le 12 mars, la commission rend une décision favorable, estimant, sur la foi de ces documents, que « la matérialité des infractions d'agressions sexuelles dénoncées doit être considérée comme établie ». Elle octroie à Steven une indemnité de 28793 euros, couvrant à la fois les allégations d'agressions sexuelles et son passage à tabac.

La déclaration de la CIVI fait bondir M^e Yassine Bouzrou, l'avocat de la famille Traoré. Interrogé par *Le Monde*, il dénonce des « informations mensongères » : « La CIVI n'a

ni le pouvoir ni la compétence de dire qu'une infraction pénale est avérée », assure-t-il, s'étonnant du fait que « le procureur de Pontoise ait pu laisser Adama Traoré sortir de prison si des faits aussi graves avaient été dénoncés à la maison d'arrêt ». Pour le pénaliste, « si un témoignage devant un surveillant de prison remplace un dossier d'instruction contradictoire, autant supprimer juges d'instruction et tribunaux, on gagnera du temps ».

De fait, les magistrats de la CIVI ne jugent pas le fond du dossier, précise au *Monde* le Fonds de ga-

Steven réclame une indemnisation à la fois pour les agressions sexuelles et pour le passage à tabac subi en 2017

rantie des victimes, qui verse les indemnités après les décisions rendues par les CIVI : « En l'absence de condamnation pénale, la CIVI peut juger que la matérialité de l'infraction est établie et ouvrir ainsi à la victime un droit à indemnisation (...). Il s'agit d'une procédure à laquelle l'auteur présumé des faits n'est pas partie. Seul le juge pénal est compétent pour le déclarer, le cas échéant, coupable. »

Pour M^e Bouzrou, qui s'est vu refuser l'accès à la décision de la CIVI, cette annonce dans la presse est « un coup de com, orchestré par le tribunal de Pontoise ». Et l'avocat de s'interroger : « S'agit-il d'une vengeance » à la suite du dessaisissement du tribunal de Pontoise en 2016, après des déclarations du procureur attribuant le décès d'Adama Traoré à une « infection », ce qui avait été démenti par des expertises ultérieures ? M^e Bouzrou envisage une action en justice contre les magistrats de la CIVI pour « atteinte à l'honneur et à la considération » du défunt. ■

SAMUEL LAURENT

Affaire Chouviat : les incohérences des policiers

L'enquête IGPN remet en cause la version initiale des policiers après leur interpellation musclée du livreur

Après six mois d'investigations, les auditions d'experts, de témoins et des policiers mis en cause, ainsi que la consultation de multiples vidéos tournées au moment des faits, l'enquête menée par l'inspection générale de la police nationale (IGPN) – révélée par *Libération* et *Mediapart* et que *Le Monde* s'est aussi procurée –, permet d'avoir une vision claire du déroulé de l'interpellation musclée, début janvier, de Cédric Chouviat, ce livreur de 42 ans, qui mourra deux jours plus tard. L'autopsie pratiquée sur son corps a révélé «*des manifestations asphyxiques nettes associées à une fracture hémorragique des deux cornes du cartilage thyroïde*».

L'enquête met aussi au jour des incohérences dans la version des faits livrée par les policiers. L'avocat de deux des policiers, Laurent-Franck Liénard, relativise d'emblée : «*Avec le temps, des choses reviennent et disparaissent, c'est normal. Une audition peut être différente à chaud, cela ne veut pas dire qu'il y a une systématisation du mensonge dans la police.*»

Auditionnés en garde à vue le 17 juin, trois policiers ont été mis en examen pour «*homicide involontaire*» dans le cadre d'une information judiciaire ouverte début janvier. La quatrième a été placée sous le statut intermédiaire de témoin assisté.

Ce 3 janvier, peu avant 9h54, Ludovic F., 23 ans, Arnaud B., 28 ans, Laura J., 28 ans également, et Michaël P., 33 ans, membres de l'équipage de police secours du

commissariat du 7^e arrondissement de Paris, patrouillent en voiture quai Branly et repèrent un homme en scooter. Les vidéos exploitées par l'IGPN le montrent en train de manipuler son téléphone portable alors qu'il conduit. Les policiers décident de le contrôler. A ce stade, la version des forces de l'ordre diverge avec certains éléments de l'enquête de l'IGPN.

Plusieurs policiers rapportent en effet que l'un des deux passagers avant du véhicule aurait baissé sa vitre pour entrer en contact avec lui. Ce dernier aurait alors fait un geste avec son bras pour signifier son indifférence. «*Il a levé sa main gauche au niveau de son épaule gauche, nous laissant comprendre qu'il s'en foutait*», déclare lors de son audition Michaël P.

Se basant sur des vidéos, les enquêteurs de l'IGPN décrivent une autre réalité : «*On y voit M. Chouviat tenir en main son téléphone puis le lâcher, mais à aucun moment on ne le voit faire ce geste, ni aucun autre d'ailleurs.*» Il est aussi précisé que «*ces images ne montrent pas l'abaissement des vitres*».

Au croisement du quai Branly et de l'avenue de Suffren, les poli-

ciers interceptent Cédric Chouviat. Il s'arrête, descend de son scooter. Le contrôle débute et durera au total onze minutes et sept secondes. Des échanges vifs et peu amènes fusent d'emblée. A 9h56, le livreur – qui prend l'initiative de filmer la scène avec son téléphone portable – déclare aux policiers : «*Comme ça, vous kiffez mettre des amendes aux gens.*» Puis, il leur lâche, à différentes reprises : «*pauvres types*», «*guignols*»... L'un des policiers, Ludovic F., réplique sur un ton ironique. La tension monte un peu plus. «*M. Chouviat a commencé à traiter les policiers de "clowns" en réponse à des attitudes moqueuses de leur part*», écrit l'IGPN.

Michaël P. enjoint alors à l'intéressé, qui garde son casque de moto tout au long de la scène, de nettoyer sa plaque d'immatriculation qu'il juge «*illisible*». Cédric Chouviat demande qu'une formule de politesse soit jointe à cette requête. «*Et alors ? Vous croyez que je vais me mettre à quatre pattes ? Je vais vous sucer la bite, aussi ?*», lui rétorque le policier, qui dit «*regretter ses propos*» devant l'IGPN.

Laura J., qui est ce jour-là la conductrice du véhicule, filme, elle aussi, la scène avec son téléphone personnel. Pourtant, son collègue Ludovic F. dispose d'une caméra-piéton, dont il dit savoir comment elle fonctionne. Durant le contrôle, il feint de filmer les événements avec cette caméra. Celle-ci ne sera en réalité jamais activée. «*J'ai fait mine de le filmer d'une manière dissuasive, pour ne pas que ça monte trop loin*», dit le

gardien de la paix. Il mise sur la possibilité que «*les personnes changent de comportement lorsqu'elles se savent filmées*».

A plusieurs reprises, les policiers tentent de joindre un officier de police judiciaire pour savoir si l'outrage est caractérisé et si l'homme peut être interpellé pour ce motif. Ils n'obtiennent pas confirmation et se décident finalement à regagner leur véhicule. Il est alors 10h06, le contrôle semble toucher à sa fin. Mais Michaël P. croit entendre une nouvelle invective. D'après lui, Cédric Chouviat aurait lâché : «*Fils de pute.*» Les vidéos et l'audition de ses collègues ne confirment pas cet élément.

Interpellation sans concertation
Le chef de brigade prend alors l'initiative de ressortir de la voiture. Il demande plusieurs fois au livreur : «*Vous avez dit quoi ?*» Pendant une minute quarante-six secondes, le ton monte de nouveau. Les autres policiers ressortent du véhicule. Alors que Michaël P. insiste sur l'«*irrespect*» dont faisait preuve le livreur, l'IGPN souligne son attitude corporelle : «*C'est vous qui vous rapprochez ostensiblement de M. Chouviat alors que jusque-là vous lui aviez intimé l'ordre de rester à distance.*»

A 10h08, Michaël P., sans véritable concertation avec ses collègues, entreprend d'interpeller Cédric Chouviat. Le policier dit effectuer la technique controversée du «*maintien de tête*» – l'IGPN parle d'un «*étranglement arrière*» – qui permet, en principe, de maîtriser un individu récalcitrant en l'emmenant à terre par une pression au cou. A ce moment, les deux hommes tombent au sol. Cédric Chouviat se retrouve sur le ventre, face contre terre. Il porte toujours son casque de moto. L'IGPN explique alors qu'une vidéo montre Michaël P. en appui sur le haut du corps de Cédric Chouviat. D'autres images laissent penser que son bras gauche est sous la tête de l'interpellé et qu'un mouvement de traction en arrière est opéré au niveau du cou. «*Cette traction amène au même*

« Avec le temps, des choses reviennent et disparaissent, c'est normal », relativise l'avocat de deux policiers

moment le côté gauche du buste de M. Chouviat à se décoller du sol et, très rapidement ensuite, ses pieds se mettent à battre violemment de haut en bas, dans un mouvement évoquant plus la détresse qu'une tentative de dégagement», note un enquêteur. Lors de l'audition, l'avocat du policier, Thibault de Montbrial, tempère : «*La vidéo sur laquelle on voit une manche d'uniforme près du cou de M. Chouviat ne permet pas de déterminer si le bras exerce ou non une pression sur son cou.*»

Sur place, Laura J. demande des renforts policiers, tandis que les autres gardiens de la paix tentent de menotter l'individu qui, d'après eux, «*se débat*». Au sol, Cédric Chouviat va formuler plusieurs alertes : «*lâche mon casque*», «*j'étouffe*», répété neuf fois et, enfin, «*je m'arrête*». L'IGPN souligne la «*voix aiguë paraissant traduire une détresse*». Mais les policiers disent ne rien avoir entendu, en raison du bruit de la circulation.

Finalement menotté, l'homme est placé sur le côté, puis assis. A 10h10, quinze secondes après la fin de l'interpellation, Laura J. constate que son teint est anormal. Il fait un malaise cardiaque. Son casque de moto lui est retiré cinquante-cinq secondes plus tard. Les menottes, elles, lui sont enlevées deux minutes après la fin de l'interpellation. Le début du massage cardiaque ne débute que trois minutes plus tard. «*Les images montrent (...) un temps d'inaction ou d'action inefficace relativement long*», tranche l'IGPN.

«*Les policiers, juste après avoir découvert le malaise, sont complètement en état de choc, commente Laurent-Franck Liénard, l'avocat*

de deux des policiers. *Assez vite, ils enlèvent le casque. Certes, ils commencent le massage assez tard. Mais il faut souligner qu'on aurait tous été perdus dans une situation comme ça. Ce ne sont pas des médecins du SAMU.*»

Version édulcorée
La suite des événements interroge aussi les enquêteurs. Sur place, des effectifs de la BAC viennent en renfort, peu avant l'arrivée des sapeurs-pompiers et du SAMU, qui vont transporter Cédric Chouviat à l'hôpital, où il décédera deux jours plus tard. Nicolas P., membre de cette équipe, s'entretient avec Michaël P., Arnaud B. et Laura J., qui est aussi sa conjointe. Alors qu'il n'était pas présent lors de l'intervention, c'est pourtant lui qui va en effectuer le compte rendu, ses collègues étant «*choqués*» par les événements.

Mais Nicolas P. donne une version édulcorée des faits. Par exemple, il ne mentionne pas la technique d'intervention. «*A peine une minute après mon arrivée sur place j'ai dû faire ce compte rendu radio, alors que je venais d'avoir des informations à chaud par des collègues en état de choc, il ne pouvait y avoir que déperdition d'information*», dit-il. Pourtant, peu avant l'appel radio, l'IGPN note que des images montrent Nicolas P. en train d'échanger avec Michaël P, qui lui mimait la technique du «*maintien de tête*».

Contactés, M^{es} Vincent Bren-garth et William Bourdon, les avocats de la famille, estiment, face à ces éléments, qu'il est «*incompréhensible que ces policiers n'aient pas déjà été suspendus. Au-delà du cas particulier, cela a notamment pour effet de nourrir la rupture du lien de confiance entre la police et la population ainsi que le sentiment d'impunité*». Vendredi, dans un courrier adressé à Emmanuel Macron, que *Le Monde* a pu lire, ces derniers, ainsi que M^e Arié Alimi, lui demandent d'intervenir pour que les policiers soient suspendus de leurs fonctions. ■

JULIETTE BÉNÉZIT

Les mesures de sûreté pour les ex-détenus terroristes adoptées par le Sénat

Les condamnés à au moins cinq ans de prison feront l'objet d'une évaluation avant leur sortie

Les mesures de sûreté appliquées aux terroristes ayant définitivement purgé leur peine de prison entreront en vigueur sans attendre la fin du mois. Députés et sénateurs se sont mis d'accord, mercredi 22 juillet, lors d'une commission mixte paritaire sur la version définitive de cette proposition de loi, adoptée dès jeudi par le Sénat avant son approbation dans les mêmes termes lundi 27 juillet par l'Assemblée nationale. Elle devrait être promulguée quelques jours plus tard.

Yaël Braun-Pivet, présidente La République en marche de la commission des lois de l'Assemblée, et auteure avec Raphaël Gauvain de la proposition de loi, se félicite de cette «*réponse consensuelle et opérationnelle à l'enjeu majeur que représente pour la sécurité des Français la libération de plus de 150 détenus condamnés pour terrorisme d'ici à 2022, dont certains sont encore particulièrement dangereux*». Pour la députée des Yvelines, qui se réfère à une récente étude du Centre d'analyse du terrorisme, «*les personnes condamnées pour des faits de terrorisme n'échappent pas au risque de récidive généralement estimé, toute infraction confondue, à 40 % dans les cinq ans suivant la sortie de prison*».

Cette proposition de loi a rencontré l'opposition de nombreux juristes en raison des atteintes à la liberté que la justice pourra ordonner non pas en raison d'actes commis, mais d'une évaluation

de la dangerosité future d'un individu, forcément subjective.

Philippe Bas, président Les Républicains de la commission des lois du Sénat, auteur d'une proposition de loi similaire et défenseur du texte issu du débat parlementaire, a reconnu en séance que «*la démarche est délicate car il s'agit à la fois d'être particulièrement attentif à des anciens condamnés qui ont purgé leur peine et qui sont donc en règle avec la justice mais peuvent présenter une forte dangerosité, et de veiller au respect de la liberté à laquelle tout citoyen a droit à partir du moment où il est en règle avec la justice*». Eric Dupond-Moretti, ministre de la justice, a, lui, répété que ce texte se situait sur un «*chemin de crête*», mais juge au final, comme M^{me} Braun-Pivet et M. Bas, les modalités retenues «*équilibrées*».

Mesures décidées pour un an
Désormais, toute personne condamnée pour une infraction terroriste, délictuelle ou criminelle, à une peine d'au moins cinq ans de prison ferme fera l'objet d'une évaluation à l'approche de sa sortie de prison. Si elle présente «*une particulière dangerosité caractérisée par une probabilité très élevée de récidive et par une adhésion persistante à une idéologie ou à des thèses incitant à la commission d'actes de terrorisme*», le procureur national antiterroriste pourra alors requérir des mesures de sûreté.

Cela peut aller de la simple obligation d'un suivi par le service pénitentiaire d'insertion et de probation et par le juge d'application des peines antiterroristes à l'obligation d'un pointage trois fois par semaine au commissariat, jusqu'au port d'un bracelet électronique, en passant par l'interdiction de paraître dans certaines communes ou catégories de lieux et de rencontrer certaines personnes, de déclarer son emploi et son domicile sans pouvoir en changer sans l'autorisation préalable du juge, etc. Le non-respect de l'une ou l'autre de ces mesures peut ramener directement à la case prison. M^{me} Braun-Pivet assure au *Monde* «*qu'il ne s'agit pas d'une camisole juridique dont l'objectif serait d'attendre qu'elle soit violée pour les réincarcérer*».

Ces mesures, décidées pour un an par la juridiction parisienne de la rétention de sûreté à l'issue d'un débat contradictoire avec l'intéressé et son avocat, pourront être renouvelées jusqu'à dix ans après leur sortie de prison pour les auteurs d'une infraction criminelle, comme le fait d'avoir rejoint la Syrie après l'été 2014. Durée limitée à cinq ans pour les auteurs d'un délit.

L'entrée en vigueur de cette loi devrait soulager les services de renseignement puisque c'est à la justice qu'est transférée une partie de la charge de la surveillance des sortants de prison. La question du coût de cette surveillance n'est d'ailleurs pas étrangère à la pres-

sion du ministère de l'intérieur pour ce texte tandis que Jean-François Ricard, le procureur national antiterroriste, voit dans les sortants de prison la principale menace terroriste. M^{me} Braun-Pivet refuse néanmoins d'y voir une alternative au renseignement. «*C'est un outil complémentaire aux services de renseignement qui surveillent une personne de façon ponctuelle pendant quelques semaines ou mois*», dit-elle.

L'un des paradoxes de ce texte est que ses soutiens, dans la majorité comme dans l'opposition de droite, ont souligné qu'il venait corriger l'effet pervers de la loi de 2016. Celle-ci a supprimé pour les condamnés dans des dossiers terroristes les possibilités d'aménagement en fin de peine ou de remise de peine supplémentaire. Ces dispositifs existent pour tous les détenus en fonction de leur comportement en détention et de leur projet de réinsertion. Résultat, ces condamnés sensibles quittent aujourd'hui la prison en «*sortie sèche*», sans accompagnement. Mais personne ne songe à revenir sur le texte de 2016.

«*La balle est dans le camp des magistrats chargés d'appliquer la loi*», souligne M^{me} Braun-Pivet. Ils devront notamment résister à la tentation d'ouvrir le parapluie, qui, dans un contexte de menace terroriste, les amènerait à appliquer un principe de précaution et à ordonner ces mesures de sûreté de façon généralisée. ■

JEAN-BAPTISTE JACQUIN

JUSTICE

Accident mortel de l'A7: Renault mis en cause par l'avocat d'une famille

L'avocat d'une des familles impliquées dans l'accident mortel de l'A7, dans la Drôme, le 20 juillet, a mis en cause Renault après que les premières expertises ont noté une rupture du turbo du Renault Scénic, qui aurait provoqué l'incendie du moteur et la sortie de route. «*Renault va devoir répondre de ses responsabilités dans cet accident dramatique, il s'agit d'un problème technique du constructeur*», a estimé M^e Nicolas Cellupica. L'accident a coûté la vie à cinq enfants et fait quatre blessés. – (AFP)

Affaire Narumi Kurosaki: le suspect chilien extradé vers la France

Suspecté par la justice du meurtre à Besançon, en 2016, de son ex-petite amie japonaise, Narumi Kurosaki, un ressortissant chilien de 29 ans, Nicolas Zepeda, a été extradé vers la France, vendredi 24 juillet. Il devait être remis dans la matinée aux autorités françaises. En octobre 2019, le procureur de la République de Besançon avait annoncé que l'enquête était «*close*» et avait demandé l'extradition de M. Zepeda. Alors que le corps de la jeune femme n'a jamais été retrouvé, M. Zepeda clame son innocence. – (AFP)

Festival

Théâtre, patrimoine, gastronomie locale

d'Été



Visite contée
Gouter-spectacle
Aptère-spectacle
Diner-spectacle
Domaine de la Vergne
16490 Alloue
mmcasares.fr
Réservation indispensable
05 45 51 51 22



**La Maison
Maria Casarès**

27 juillet
au
20 août
2020

© M. Casarès

Avec la crise, Bpifrance revoit son rôle

La banque publique, habituée à financer les entrepreneurs, se retrouve parfois à voler au secours des emplois

En ce début d'été, les Français retrouvent leur sac à dos et rêvent d'horizons dégagés. L'économie touristique se remet à espérer. Et Voyageurs du monde, la star française du voyage sur mesure et des treks montagnards, vient d'assurer ses arrières.

Vendredi 17 juillet, elle a annoncé une augmentation de capital et l'arrivée d'un nouvel actionnaire prestigieux, Bpifrance. La banque publique entre au conseil d'administration et se félicite d'ajouter à son tableau de chasse de quelque 4 000 sociétés l'une des plus belles entreprises d'un secteur mis à terre par le virus.

« A la mi-mars, nous avons engrangé près de la moitié de l'année en réservations, 10 % de mieux qu'en 2019, raconte Jean-François Rial, le PDG. Puis, de mars à juin, plus rien. Zéro de chiffre d'affaires. » Alors qu'il n'avait jamais eu affaire à la banque publique, il a bouclé, en un temps record, un prêt garanti par le gouvernement de 30 millions d'euros et, en trois mois, une augmentation de capital de 16 millions d'euros souscrits à moitié par Bpifrance. « C'était pour moi l'investisseur de long terme idéal », reconnaît le patron de Voyageurs du monde.

Voilà une histoire comme on les aime du côté de la banque, filiale à parité de l'Etat et de la Caisse des dépôts et consignations. Elle confirme son statut d'investisseur avisé, celui qui sait prendre des risques calculés au cœur de la tourmente et assoit sa mission de service public en volant au secours d'un secteur sinistré et prioritaire.

Du côté de Cognac, en Charente, on ne voit pas les choses de la même façon, et notamment cette alchimie forcement vertueuse entre le talent du financier et le sens du devoir du serviteur public. Dominique Spinali, le délégué central CGT de Verallia, ne décolère pas depuis que son entreprise a annoncé, le 12 juin, la fermeture d'un four et le départ de 130 personnes.

« Un outil offensif »

Pour lui, c'est près de 200 emplois qui sont menacés par cette décision de ne pas reconstruire ce four qui était en fin de vie. Or, Bpifrance est actionnaire de la société à 7 %. « Nous nous sommes battus pour qu'elle entre au capital en 2015 quand Saint-Gobain nous a vendus au fonds américain Apollo, affirme le syndicaliste. Elle s'était engagée à être attentive à l'emploi et à l'outil de travail et, maintenant, elle vote la fermeture d'une unité tout en touchant des dividendes ! » La direction de l'en-



Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance, lors d'une conférence de presse à Paris, le 30 janvier 2019. ERIC PIERMONT/AFP

treprise argue de son investissement industriel, du ralentissement de la consommation des vins « tranquilles » (non pétillants), spécialité de cette unité, et de la hausse des importations pour justifier de sa décision, mais rien n'y fait, pour Dominique Spinali, Bpifrance n'a pas fait son boulot. Et ces suppressions d'emplois font mal en pleine crise économique.

« Ce n'est pas parce que Bpifrance est au capital d'une entreprise que celle-ci doit se transformer en arsenal. Nous ne nous opposons pas à des décisions d'investissement quand il y a des ajustements à faire », rétorque Nicolas Dufourcq. Nommé à la tête de l'organisme dès sa création, cet HEC-ENA, ancien directeur financier de Capgemini, sait tout de la difficulté à marcher sur le fil fragile qui relie la finance à la politique. Mais il sait aussi que la mission de Bpifrance n'a jamais été de sauver l'emploi et les entreprises en difficulté partout sur le territoire, mais de dynamiser le tissu économique et industriel de la France. Pierre Moscovici, ministre des finances de François Hollande,

l'avait clairement affirmé en portant la BPI sur les fonts baptismaux en 2012 : « Ce n'est pas un outil défensif mais offensif. »

Mais le lien entre les deux est parfois ténu et le politique sacrifie souvent ses plans d'avenir aux contingences du présent. « Cette contradiction est présente depuis la création de la banque, se souvient l'économiste Philippe Martin, président délégué du Conseil d'analyse économique. A l'époque, la plupart des économistes étaient négatifs, pensant que l'établissement allait vite être capturé par les intérêts politiques locaux au nom de la sauvegarde de l'emploi. Finalement, cela n'a pas été le cas. »

Jusqu'à ce début d'année 2020, les choses étaient donc claires : Bpifrance est la banque des entrepreneurs, pas un bouclier social. Cela lui vient de ses aïeux qui s'appelaient Oséo, Anvar, BDPME, et qui tous s'enorgueillissaient de leur ancrage régional et de la proximité avec le tissu économique et industriel des TPE (très petites entreprises) et PME.

L'ambiguïté est venue de l'apport dans BPI des participations

de la Caisse des dépôts et du Fonds stratégique d'investissement créé par Nicolas Sarkozy pour protéger les grands groupes français. Le prêteur des boulangers, des décolleteurs ou des start-up informatiques s'est retrouvé, entre autres, propriétaire d'actions Orange, Eutelsat, Valeo, Technip, PSA, Nexans, Constellation. Un portefeuille évolutif et qui donne un poids financier fort pour saisir des opportunités ou prendre des risques sur des entreprises en devenir. Mais pas pour acheter des canards boiteux ou sauver des emplois coûte que coûte.

Dirigeants en détresse

Le problème est que la paralysie soudaine de l'économie un beau jour de mars 2020 est venue brouiller les cartes. « Tout à coup, on a éteint la lumière, et nos entrepreneurs se sont retrouvés dans le noir, raconte Anne Guérin, la patronne du financement et du réseau. Il a fallu s'adapter instantanément. » L'établissement a installé un numéro vert, immédiatement saturé. Plus d'un millier de collaborateurs, dont beaucoup de

La banque qui se vivait en porte-drapeau de la start-up nation s'est transformée en nounou réconfortante

volontaires, ont rappelé un à un près de 100 000 dirigeants en détresse, et dans le même temps des crédits ont été débloqués sans garantie, des remboursements reportés. La banque qui se vivait en porte-drapeau de la start-up nation s'est d'un coup transformée en nounou réconfortante.

Dès lors, l'investisseur avisé peut-il encore défendre son approche offensive, peu sensible à la question sociale, au moment où l'Etat est mobilisé pour endiguer le flot des chômeurs qui déferlera bientôt disparu les prêts gratuits et autres dispositifs de chômage partiel ? « Notre mission n'a pas changé, affirme Nicolas Dufourcq, construire des sociétés résilientes

et qui seront plus fortes après la crise. » C'est le cas de la société Novares, équipementier automobile très dynamique, doté de quarante usines dans le monde, qui a été poussée au dépôt de bilan par la crise. Bpifrance a joué le chef d'orchestre, convainquant à la fois les banques, l'Etat et l'actionnaire, le fonds Equistone. « L'Etat a été efficace et, au final, notre trésorerie sortira renforcée de cette période », reconnaît Pierre Boulet, le PDG de Novares. Et Bpifrance a largement contribué à sauver une pépite de l'industrie automobile française.

Dans le même temps, Bpifrance a refusé un prêt aux chaussures André, à la grande fureur de son nouveau propriétaire, le groupe Spartoo. Comme le résume l'économiste Philippe Martin, il est naturel que Bpifrance intervienne pour sauver des usines et des emplois, mais seulement si leur fermeture est la conséquence directe de la paralysie due à la crise sanitaire, afin d'éviter qu'un accident temporaire se transforme en cicatrice permanente. Une ligne de conduite qui demande un certain doigté. ■

PHILIPPE ESCANDE

Le soutien controversé de l'Etat au secteur parapétrolier

Bpifrance détient toujours des participations dans deux groupes chahutés, TechnipFMC et Vallourec

Peut-on se revendiquer la « banque du climat » et être présente au capital des principaux acteurs du parapétrolier en France ? Invisible du grand public et des consommateurs, ce secteur réalise 90 % de son chiffre d'affaires à l'exportation : on y compte le spécialiste mondial des tubes sans soudure Vallourec, un géant des plates-formes, TechnipFMC, et un acteur de référence dans l'exploration pétrolière, CGG.

Historiquement structurée et organisée dans l'ombre de Total, cette filière a toujours été soutenue activement par l'Etat, qui veille à défendre ses positions à l'international et est plusieurs fois intervenu pour recapitaliser certains groupes. Bpifrance est présente au capital et siège aux con-

seils d'administration de TechnipFMC et de Vallourec – elle n'est plus actionnaire de CGG depuis 2018. Ces participations historiques, héritées du Fonds stratégique d'investissement (FSI) ont parfois suscité de vives critiques dans une filière très chahutée.

Après la crise pétrolière de 2014-2015 et la forte baisse des investissements, le secteur est durement touché : le groupe tricolore Technip fusionne avec l'équipementier FMC, au grand dam des syndicats français, qui y voient une prise de contrôle de l'américain.

Vallourec et CGG sont recapitalisés au prix d'une lourde restructuration, avec, à chaque fois, d'importantes suppressions d'emplois. Vallourec, qui a dû surseoir en raison de la crise à une augmentation

de capital de 800 millions d'euros, aurait, selon le Figaro du 24 juillet, appelé l'Etat à l'aide.

« On essaie toujours de faire en sorte que l'empreinte française soit là, tout en étant un investisseur avisé. On accompagne les transformations », explique José Gonzalo, directeur des investissements directs chez Bpifrance, qui rappelle que le secteur de l'énergie ne représente que 5 % des mises de fonds de la banque.

« Une vision financière »

Il souligne par ailleurs qu'elle soutient deux acteurs français des énergies renouvelables, Neoen et Albioma. « Vallourec, c'est le seul sujet compliqué pour Bpifrance », reconnaît le patron de la banque, Nicolas Dufourcq, quand il énu-

mère la liste des participations prises dans les grands groupes. Le spécialiste mondial des tubes sans soudure, toujours en difficulté, devra être de nouveau recapitalisé dans les prochaines semaines.

« Historiquement, cette présence de l'Etat au capital était vue comme une protection contre des attaques étrangères », rappelle Olivier Appert, ancien président de l'Institut français du pétrole, qui a côtoyé la banque publique d'investissement dans plusieurs conseils d'administration : « Le FSI avait une vision stratégique industrielle, Bpifrance travaille très bien, mais a d'abord une vision financière. » « Il y a une ambiguïté dans la présence de la [banque publique d'investissement], qui cherche à la fois à porter la vision de l'Etat et, dans le

même temps, à agir en tant qu'investisseur avisé », souligne également un patron du secteur.

Or le secteur parapétrolier fait face à une nouvelle crise majeure, avec la chute brutale des prix du pétrole liée à la crise sanitaire. Toutes les compagnies pétrolières annoncent des coupes importantes dans leurs projets, et l'horizon s'annonce difficile pour les entreprises de la filière.

D'autant qu'elles sont confrontées, en parallèle, à un autre défi majeur : celui du climat. La banque est ainsi soumise à des critiques, tant de la part des syndicats, qui attendent de sa présence un soutien pour maintenir l'activité en France, que de la part des ONG, qui dénoncent un appui sans mesure à des groupes polluants. Les Amis

de la Terre réclament ainsi que le soutien public à ces entreprises soit conditionné à « une stratégie de diversification pour sortir des énergies fossiles et assurer une transition juste aux salariés », souligne Cécile Marchand, chargée de campagne climat de l'association.

Une critique balayée par la banque. « Si on veut agir et avoir une vraie influence, il faut accompagner les entreprises qui ne sont pas parfaites à un instant donné et soutenir leurs ambitions », dit Sébastien Moynot, chargé des grands groupes chez Bpifrance. Une stratégie qui doit s'inscrire sur le long terme : chez TechnipFMC ou Vallourec, la quasi-totalité de l'activité est tournée vers les énergies fossiles. ■

NABIL WAKIM

Courtepaille en cessation de paiements

Quatre prétendants ont manifesté leur intérêt pour la chaîne de restaurants aux 2700 salariés

Fermé aujourd’hui». Sur la carte de France des restaurants Courtepaille, la même litanie s’égène le long de la route des vacances. Avec seulement 55 restaurants ouverts sur 187 détenus (hors franchise), la chaîne préférée du couple présidentiel Brigitte et Emmanuel Macron peine à se relever de la crise due au Covid-19. De source syndicale, elle s’est même déclarée mardi 21 juillet en cessation de paiements auprès du tribunal d’Evry, afin de déclencher l’ouverture d’une procédure de redressement judiciaire. Une audience en ce sens est prévue le 27 juillet. Cette démarche « technique », selon un bon connaisseur du dossier, vise à faciliter une restructuration de Courtepaille, avant sa reprise.

Fortes turbulences

Car, malgré ses difficultés, l’enseigne née en 1961, en Bourgogne, au bord de la nationale 6, suscite l’appétit. Selon plusieurs sources, quatre prétendants ont fait connaître leur intérêt dans le cadre de l’appel d’offres organisé par la banque Lazard pour le compte d’ICG, le fonds britannique propriétaire de Courtepaille.

Le boulimique groupe Bertrand, numéro un français de la restauration (Hippopotamus, Bert’s, Brasserie Lipp, La Coupole...) serait le mieux placé, devant Butler Industries, la holding du spécialiste des entreprises en difficulté, Walter Butler (propriétaire du Paradis latin et ancien actionnaire

« Nous sommes au début d’une hécatombe (...). Je pense que deux chaînes sur trois ne s’en sortiront pas »

BERNARD BOUTBOUL
directeur du cabinet
Gira Conseil

des brasseries Flo), le fonds d’investissement Naxicap, actionnaire de l’enseigne familiale La Boucherie, et enfin Buffalo Grill, grand concurrent de Courtepaille.

Le tribunal choisira le repreneur en fonction du nombre de sites repris, du montant prévu des investissements et des engagements formulés en termes d’emploi. Le groupe compte quelque 2700 salariés.

Courtepaille a déjà traversé de fortes turbulences ces dernières années. D’abord créancier, ICG avait pris le contrôle de l’enseigne en 2015, au terme d’une crise de gouvernance, en convertissant la dette qu’il détenait en capital. Il avait ainsi évincé un autre fonds, Fondations Capital, qui avait acquis 53 % de Courtepaille en 2011 pour 245 millions d’euros, dans le cadre d’une opération avec effet de levier ou LBO (leveraged buy out).

Sur fond de résultats 2019 déjà décevants, selon une source, le

roi des grillades avait sollicité un prêt garanti par l’Etat (PGE) mais ne l’a pas obtenu, à ce stade. La politique de Bercy consiste à mettre la pression sur les entreprises dont les difficultés avaient démarré bien avant l’épidémie de Covid-19 pour qu’elles prennent des mesures structurelles, recapitalisation voire cession, avant de recevoir l’argent du contribuable. La chaîne d’ameublement Conforama n’a ainsi décroché un PGE qu’après avoir conclu un adossement à son concurrent But.

Le rachat de Courtepaille et de ses près de 300 restaurants constitue une étape majeure de la consolidation d’un secteur très secoué par la crise sanitaire. La fermeture brutale des établissements le 14 mars, pour cause de confinement, a accru la pression sur les groupes les plus fragiles financièrement. Soit qu’ils aient déjà subi le contrecoup des manifestations des « gilets jaunes » ou celui des grèves suscitées par la réforme des retraites. Soit qu’ils soient plombés par une forte dette.

« Nous sommes au début d’une hécatombe des chaînes de restauration. Avant le Covid-19, elles n’allaient déjà pas très bien. Je disais qu’une chaîne sur deux s’en sortirait. Je me suis trompé. Je pense que 2 sur 3 ne s’en sortiront pas », estime Bernard Boutboul, directeur du cabinet Gira Conseil.

Selon lui, deux raisons expliquent cette fragilisation du secteur : « D’une part, ces chaînes ne se sont pas repensées par rapport

à l’évolution de la consommation. Alors que les restaurants in-dépendants ont plus vite compris qu’il fallait offrir un véritable service, une carte plus courte pour mettre en avant le fait-maison ou introduire du végétal. D’autre part, depuis 2005, les fonds d’investissement sont entrés au capital des chaînes et les ont cassées. Ce sont des financiers obsédés par le résultat. »

Un appétit qui semble insatiable
Autre chaîne emblématique ayant fait l’objet d’un LBO, Buffalo Grill traverse aussi une passe délicate. Pour renforcer sa trésorerie, la chaîne adepte du western négocie, de son côté, l’octroi d’un prêt garanti par l’Etat. Cela ne l’a pas empêchée de se porter candidate pour la reprise de Courtepaille.

En 2017, lorsque le fonds britannique TDR Capital avait acquis les 360 restaurants coiffés des im-

Le prétendant Buffalo Grill aura fort à faire face au groupe Bertrand qui, pour sa part, a décroché un PGE de 35 millions d’euros

menses cornes blanches (dont 100 en franchise), pour près de 400 millions d’euros, Buffalo Grill avait annoncé son intention d’acquérir une marque de restauration complémentaire sur le marché français. Mais l’enseigne, conseillée par Rothschild, doit désormais mener aussi sa propre restructuration financière. Selon L’Agefi, TDR Capital a ainsi racheté avec le fonds de dette AlbaCore Capital une partie importante de la dette de Buffalo Grill pour s’imposer face aux créanciers.

Le prétendant venu du Far West aura fort à faire face au groupe Bertrand qui, pour sa part, a déjà décroché un PGE de 35 millions d’euros auprès de ses banques au niveau de sa filiale Groupe Flo. Créé en 1997 et dirigé par Olivier Bertrand, le groupe fait preuve d’un appétit qui semble insatiable. Présent dans la restauration rapide avec Burger King et Quick, dans les chaînes de restauration avec les enseignes Hippopotamus, Au Bureau ou Bert’s, il est également propriétaire des salons de thé Angelina et collectionne les brasseries et adresses parisiennes.

Son expansion a été menée au pas de course à coups de rachats de sociétés en difficulté. Dernière opération en date : la reprise de la chaîne Léon de Bruxelles. Mais cette stratégie très offensive ne va pas sans poser question sur le niveau d’endettement du groupe. ■

ISABELLE CHAPERON
ET LAURENCE GIRARD

INDUSTRIE Liberty Steel désigné pour reprendre France Rail Industry

La reprise par le britannique Liberty du principal fournisseur de rails de la SNCF, France Rail Industry, décidée jeudi 23 juillet par la justice commerciale, inclut l’aciérie Ascoval à Saint-Saulve (Nord) et permet de reconstituer « une filière franco-française » de rails. Le groupe doit obtenir l’accord de Bercy. – (AFP)

TRANSPORTS Trotinettes à Paris : Dott, Lime et Tier retenus

La Mairie de Paris a choisi, jeudi 23 juillet, les trois opérateurs Dott, Lime et Tier pour mettre à disposition des Parisiens 15 000 trotinettes dès la rentrée. Ces opérateurs s’engagent à respecter les mesures notamment sociales et environnementales imposées par la mairie. – (AFP)

INVESTISSEMENT La France protège ses entreprises stratégiques

Un décret renforçant le contrôle des investissements étrangers, afin de protéger les entreprises françaises ayant des « activités sensibles », est paru jeudi 23 juillet au Journal officiel. Le texte abaisse de 25 % à 10 % le seuil du contrôle des investisseurs non européens prenant des parts dans les entreprises françaises « exerçant des activités sensibles et dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé », autrement dit qui sont cotées en Bourse. Ce nouveau seuil sera en vigueur jusqu’au 31 décembre. – (AFP)

Aux Etats-Unis, la reprise de l’emploi se fait hésitante

Les chiffres des inscriptions au chômage sont repartis à la hausse. La résurgence de la crise sanitaire contraint à de nouvelles restrictions

WASHINGTON — correspondante

Annoncée plusieurs fois par le président américain Donald Trump, la reprise économique espérée semble marquer le pas face à la nouvelle flambée de la pandémie liée au Covid-19 aux Etats-Unis. Jeudi 23 juillet, pour la première fois depuis début avril, les chiffres hebdomadaires du chômage sont repartis à la hausse, avec 1,4 million de demandeurs d’emploi supplémentaires inscrits entre le 12 et le 18 juillet. La semaine précédente, 1,3 million de personnes étaient déjà venues grossir les rangs des chômeurs, dont le nombre s’établit désormais à 16,2 millions. Au total, si l’on prend en compte les personnes non salariées mais également indemnisées, 30 millions de personnes ont demandé des aides, soit un cinquième des travailleurs américains.

Le nombre de contaminations et de morts qui, depuis trois semaines, atteint des niveaux record dans plusieurs Etats du sud et de l’ouest du pays, contraint certaines régions à de nouvelles restrictions et fermetures de commerces. Cette résurgence de la crise sanitaire – 4 millions de personnes infectées et 143 800 morts, selon l’université Johns Hopkins – freine à nouveau les embauches, alors que les mois de mai et juin, marqués par une réouverture rapide de l’économie dans plusieurs Etats, avaient vu la création de 7,5 millions emplois.

Le ralentissement survient alors que les aides débloquées lors du premier plan de soutien de 2 000 milliards de dollars adopté en mars touchent à leur fin le 31 juillet. Elles ont permis aux de-

Le nombre de chômeurs s’établit désormais à 16,2 millions

mandeurs d’emploi de recevoir 600 dollars par semaine, assurant à certains travailleurs un revenu supérieur à leur salaire initial. Faute d’un nouveau plan de soutien, ces millions de travailleurs rejoindront le régime général de l’assurance-chômage, moins généreux (350 dollars par semaine en moyenne) et dont les conditions varient d’un Etat à l’autre.

Prolonger les aides

Pour éviter une crise sociale d’ampleur, il ne reste que quelques jours au Congrès américain pour s’accorder sur un deuxième plan de soutien massif à l’économie. Mais les propositions, âprement discutées depuis plusieurs semaines, n’avaient toujours pas permis de dégager, jeudi, un consensus entre républicains et démocrates.

Ces derniers souhaitent renouveler l’aide aux chômeurs telle qu’elle existe jusqu’à la fin de l’année, tandis que les républicains veulent la diminuer, plus ou moins drastiquement. Prolonger les aides est « une priorité », a assuré jeudi le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, sur la chaîne CNBC. Le gouvernement envisage une indemnité équivalant à « environ 70 % » du salaire touché avant le chômage : « Nous n’allons pas payer plus pour rester à la maison que pour travailler », a-t-il déclaré. Une déclaration en porte-à-faux

avec la proposition des républicains au Congrès, dont le plan prévoit une aide correspondant à 100 % des revenus antérieurs à la pandémie. Au-delà des traditionnelles divergences partisanes, les discussions ont aussi été ralenties par l’exigence de M. Trump de lier le nouveau plan à une réduction des charges sociales pour les employeurs, une mesure rejetée à la fois par les démocrates et les républicains. Le président y a finalement renoncé jeudi.

Le plan de 1 000 milliards de dollars actuellement discuté prévoit aussi des prêts supplémentaires pour les petites et moyennes entreprises, des financements pour améliorer le dépistage du virus et la recherche sur le vaccin, des fonds pour permettre aux écoles de rouvrir. Ce point suscite la discordance entre le gouvernement fédéral et de nombreux Etats, qui, au vu de la situation sanitaire, se montrent réticents à la réouverture des établissements scolaires au mois d’août.


Dans ce contexte, une autre menace plane sur nombre de ménages. Le moratoire sur les loyers décrété au niveau fédéral fin mars pour les personnes vivant dans des logements subventionnés prend fin le 24 juillet. Cette mesure concerne 12,3 millions de foyers, soit un tiers des locataires au niveau national. Là encore, faute d’une décision rapide de la part du gouvernement fédéral, des expulsions pourraient intervenir. Dans le parc privé, la diminution des indemnités chômage ou un simple délai des versements prévus par le futur plan pourrait aussi mettre les locataires, et les loueurs, en difficulté. ■

STÉPHANIE LE BARS

Une collection **Le Monde**

LE MONDE DE
MAIGRET
Georges Simenon

OFFRE DE LANCEMENT
LE LIVRE N°1
2,99 €
seulement



Sous la plume de Georges Simenon, plongez dans l’univers du commissaire Jules Maigret.

Chaque volume est accompagné d’un dossier complet qui éclaire les thèmes, les personnages et le climat du roman.

Collection préfacée par John Simenon

www.lemondemaigret.fr

Dès le 23 juillet chez votre marchand de journaux

SYDNEY - correspondance

L'année 2020 s'annonçait belle pour l'Australie. Le « Lucky Country » devait enregistrer sa 29^e année de croissance consécutive et, pour la première fois depuis douze ans, un très médiatisé excédent budgétaire. Mais après une saison des incendies dévastatrice pendant l'été austral 2019-2020 puis l'épidémie de Covid-19, qui a regagné en intensité depuis la fin juin, le gouvernement a annoncé, jeudi 23 juillet, que le déficit budgétaire avait explosé et qu'il devrait atteindre 184,5 milliards de dollars australiens (114 milliards d'euros) en 2020-21, un record depuis la seconde guerre mondiale. Et si les chiffres du deuxième trimestre 2020 ne sont pas encore publiés, les autorités considèrent déjà que le pays est en récession.

« La nature et la vitesse de la reprise économique sont extrêmement incertaines », avait souligné, le 7 juillet, Philip Lowe, le gouverneur de la banque centrale, qui avait alors maintenu son principal taux directeur à 0,25 % pour soutenir l'économie.

HAUSSE DU CHÔMAGE

Début juin, l'Australie pensait pourtant que le plus dur était derrière elle. Le Covid-19, après avoir contaminé un peu plus de 7 000 personnes, ne circulait pratiquement plus dans un pays qui, dès le 20 mars, avait fermé ses frontières à tous les étrangers et adopté des mesures de confinement. Encouragée par ce succès sanitaire, la confiance comme la consommation des ménages étaient reparties à la hausse.

Le nombre de création d'emplois aussi. « Il y a moins de cent jours, l'Australie était au bord de la falaise économique. Une version économique de l'armageddon. Une fois de plus, notre économie s'est montrée remarquablement résiliente », se réjouissait, sur Twitter, le jeudi 4 juin, le secrétaire au Trésor, Josh Frydenberg, tandis qu'un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) notait, le 10 juin, que le pays avait été « relativement épargné » grâce aussi aux mesures de soutien de l'Etat.

Le gouvernement, dirigé par le premier ministre conservateur Scott Morrison, a débloqué plus de 135 milliards de dollars australiens (82 milliards d'euros) depuis le début de la crise, dont plusieurs dizaines de milliards consacrés à des allocations d'activité partielle pour les entreprises en difficulté. Malgré tout, le taux de chômage a

grimpé de 5,1 % au mois de février à 7,4 % en juillet.

Ce que Canberra n'avait pas anticipé, c'est la violence de la deuxième vague qui a déferlé sur l'Etat de Victoria, fin juin, et qui menace désormais la Nouvelle-Galles du Sud. Dès le 9 juillet, pour tenter de freiner la propagation du virus, les autorités locales ont dû reconfiner Melbourne, la deuxième ville du pays avec ses 5 millions d'habitants, pour six semaines. Une mesure qui, selon les études, devrait coûter plus de 1 milliard de dollars australiens par semaine.



La galerie marchande Royal Arcade, dans le centre de Melbourne, vendredi 10 juillet. WILLIAM WEST/AFP

PLEIN CADRE

L'Australie sur la corde raide

Le pays a été relativement épargné par le Covid-19 mais la reprise économique est menacée par une deuxième vague de contamination

Le gouvernement a encore réduit le nombre de personnes autorisées à entrer dans le pays. Une très mauvaise nouvelle pour le tourisme et l'éducation

Parallèlement, tous les autres Etats, craignant d'être atteints à leur tour, ont fermé leurs frontières avec le Victoria.

Le gouvernement fédéral a, quant à lui, encore réduit le nombre de personnes autorisées à entrer sur l'île-continent, de 8 000 à 4 000 par semaine. De très mauvaises nouvelles pour deux secteurs parmi les plus touchés par la crise : le tourisme et l'éducation.

En avril, après la fermeture du pays aux étrangers, l'arrivée de touristes internationaux avait chuté de 99,7 %. « Pour cette industrie, l'une des principales diffi-

cultés réside dans le fait que l'on ne sait pas combien de temps ces restrictions resteront en place », explique Adele Labine-Romain, associé au sein du cabinet d'audit et de conseil Deloitte.

LE PAYS S'EST CALFEUTRÉ

Dans la lutte contre la pandémie, l'isolement géographique de l'Australie est l'un de ses principaux atouts. Pour l'optimiser, le pays s'est calfeutré. « Je pense que pour pouvoir ouvrir totalement les frontières, sans mesures de quarantaine ni restrictions, il faudra un vaccin », a prévenu, le 26 juin, le responsable de la santé publique d'alors, Brendan Murphy. Le directeur général de Qantas, Alan Joyce, qui ne table pas sur une reprise significative des vols de sa compagnie aérienne avant, au moins, l'été 2021, a annoncé, le 25 juin, la suppression de 6 000 emplois.

Durant les trois premiers mois de la pandémie, l'industrie touristique, forte de 660 000 travailleurs dans l'ensemble du pays et qui, en 2019, a contribué à hauteur de 3,5 % au produit intérieur brut (PIB), a perdu 6 milliards de dollars (3,7 milliards d'euros). Les principaux opérateurs espéraient, grâce à la levée des mesures de confinement, profiter d'un rebond du tourisme domestique. Suite à la deuxième vague, il sera

moindre qu'anticipé. Quant à l'ouverture des frontières avec la Nouvelle-Zélande, l'une des principales solutions envisagée pour amortir le choc, elle est pour l'instant compromise.

Mêmes problématiques dans le secteur de l'éducation supérieure qui accueille, chaque année, 500 000 étudiants étrangers rapportant quelque 30 milliards de dollars à l'économie australienne. Les universités misaient sur une amélioration du contexte sanitaire pour que leurs étudiants, actuellement interdits d'entrée sur l'île-continent, puissent bénéficier d'exemptions par un système de quarantaine.

Alors que des formules étaient à l'étude, tout a été mis en suspend. Pourtant, si rien n'est fait, le manque à gagner sera colossal. L'éducation représente le quatrième « secteur d'exportation » du pays après le fer, le charbon et le gaz naturel liquéfié.

PRÉSERVER SYDNEY

Pour ne rien arranger, ces deux secteurs sont dans le viseur de la Chine. Début juin, l'Etat chinois a appelé ses touristes et étudiants à éviter l'île-continent en raison d'incidents à caractère « racistes ». Depuis que Canberra a milité pour l'ouverture d'une enquête internationale indépendante sur la pandémie, fin avril, Pékin a multiplié les mesures de représailles.

Autant de nuages dans le ciel de la reprise australienne qui inquiètent. Mais ce que redoute le plus le gouvernement, c'est une propagation de la deuxième vague jusqu'en Nouvelles-Galles du Sud. Au début du mois de juillet, le secrétaire au Trésor, Josh Frydenberg, avait souligné qu'il était « essentiel pour la reprise, pour la confiance des consommateurs et des entreprises », que l'Etat le plus peuplé d'Australie et son principal moteur économique soit préservé.

Or, même si le nombre de cas à Sydney est encore faible, il a progressé à tel point que les autorités n'excluent plus, si la situation devient incontrôlable, un reconfinement de la plus grande ville du pays. Les prochaines semaines seront « cruciales », a martelé, lundi 20 juillet, Gladys Berejiklian, la première ministre de l'Etat. ■

ISABELLE DELLERBA

Queenstown, capitale du tourisme d'aventure néo-zélandais, à l'arrêt

L'ESPACE de deux semaines, dans le froid de l'hiver austral, la ville de Queenstown, nichée au cœur des majestueuses montagnes des Alpes néo-zélandaises, au sud du pays, a repris vie. Il y a eu la queue en bas des remontées mécaniques. Des ribambelles d'enfants dévalant les pistes de ski fraîchement enneigées. De grandes tablées dans les restaurants affichant enfin complet. Puis les vacances scolaires ont pris fin, le 17 juillet. Les commerçants ont replongé dans l'angoisse de mettre la clé sous la porte, faute d'arrivée de touristes étrangers.

Depuis les années 1980, ce sont eux qui ont fait la fortune de Queenstown, la capitale des séjours d'aventure kiwi. Ce qui n'était qu'une petite ville de 20 000 habitants, s'est imposée comme une destination de renom, proposant aussi bien du saut à l'élastique que des excursions en hélicoptère et attirant 3 millions de visiteurs par an, dont 60 % venus des

quatre coins de la planète. En 2019, le tourisme a rapporté 2,5 milliards de dollars néo-zélandais (1,44 milliard d'euros) à la région où il génère deux tiers des emplois.

« Peu d'options »

Mais tout a basculé le 19 mars, quand, pour lutter contre la propagation du Covid-19, le gouvernement dirigé par la première ministre travailliste, Jacinda Ardern, a fermé les frontières du pays à tout étranger non résident. Si cette politique, accompagnée de mesures de confinement strictes, a permis de mettre fin à la circulation du virus dans l'archipel, ce qui a engendré une reprise soutenue de l'activité dès le mois de juin, elle a laissé sur le carreau l'industrie touristique, l'un des piliers de l'économie néo-zélandaise.

« En un peu plus d'un mois, littéralement, nous sommes passés du district le plus prospère de Nouvelle-Zélande (...) à

l'un des districts potentiellement les plus pauvres », n'a pu que constater, dès le 24 avril, le maire de la commune, Jim Boulton. Pour la région de Queenstown, le bilan est dramatique. Début juillet, 7 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi et, selon des études prévisionnelles, le taux de chômage pourrait passer de 1,1 % en mars 2019 à 18,5 % en mars 2021, soit plus du double de ce qui est prévu dans le reste du pays.

« Cela laisse peu d'options aux habitants. Certains ont dû se reconvertir dans l'agriculture pour trouver un job. D'autres vont devoir déménager », explique Benje Patterson, économiste établi dans la ville. « Nous savions depuis longtemps que nous devions diversifier notre économie. Mais la leçon a été rude. »

Pour relancer l'activité, Queenstown travaille désormais dans deux directions. D'un côté, elle s'est tournée vers le tourisme local et chacun a revu ses prix à la baisse. De l'autre, elle planche sur de

nouvelles pistes de développement : le tourisme médical, l'éducation, l'accueil d'entreprises de haute technologie ou encore la construction de studios pour l'industrie du cinéma. La trilogie du *Seigneur des anneaux* a notamment été tournée dans les environs. « L'idée est de promouvoir notre cadre de vie unique », souligne Benje Patterson.

Mais rien de comparable à ce que rapporte le tourisme international. Or, le gouvernement n'envisage pas, pour l'instant, de rouvrir les frontières de l'archipel aux ressortissants des pays n'ayant pas maîtrisé l'épidémie due au coronavirus. Seule lueur d'espoir pour les habitants de la ville, la mise en place d'une « bulle de voyage » avec l'Australie à laquelle réfléchissent, depuis plusieurs mois, Canberra et Wellington. La deuxième vague de Covid-19 sur l'île-continent a repoussé ce projet à une date indéfinie. ■

I. DE. (SYDNEY, CORRESPONDANCE)

JO de Tokyo : l'ombre d'un doute

La décision finale du maintien ou non des Jeux olympiques en raison de la crise sanitaire est attendue en avril 2021.

Leur annulation n'est plus taboue

TOKYO - correspondance

Encore 364 jours avant le début des Jeux olympiques (JO) de Tokyo. A condition qu'ils aient bien lieu ! Les questions sanitaires et financières entourant la tenue de l'événement planétaire, reporté d'un an à cause de la pandémie de Covid-19, font cogiter les organisateurs. Elles les incitent aussi à la modestie. La cérémonie «1YTG» («One Year To Go», «Encore un an»), organisée jeudi 23 juillet, à un an de l'ouverture prévue des compétitions, n'a ainsi pas duré plus d'une quinzaine de minutes. Alors que la tour Tokyo Skytree s'illuminait du message «*Ensemble, nous pouvons gagner*», une petite délégation se réunissait sans public dans le stade national, où auraient dû s'ouvrir, vendredi 24 juillet, les 32^{es} JO de l'ère moderne.

Un nouveau report exclu

D'espoir il fut beaucoup question au cours de cette mini-cérémonie, marquée par la diffusion d'une vidéo titrée *One Step Forward + 1*, qui incluait un hommage «*à tous ceux qui s'engagent pour la société*», personnel soignant ou d'entretien, et par le message de Rikako Ikee, jeune nageuse nippone en phase de guérison d'une leucémie.

«*La lumière de l'espoir permet aux gens de rester positifs et de continuer à lutter. Je veux voir la flamme de l'espoir brûler dans ce stade l'année prochaine*», a-t-elle déclaré, seule au milieu du stade, tout de blanc vêtue et la flamme olympique dans les mains. Un vœu à la réalisation hypothétique dans un pays confronté à une résurgence de la pandémie, avec 981 cas enregistrés le 23 juillet, portant à près de 28 250 le nombre de malades, pour près de 1 000 décès.

«*Le monde se bat toujours contre le Covid-19, une pandémie d'une ampleur rare, a reconnu la ministre des JO, Seiko Hashimoto. Dans des moments comme celui-ci, il faut surmonter les défis, offrir du*

rêve, de l'espoir, de l'inspiration et du courage au monde grâce à la puissance du sport. »

Dans un entretien accordé à la chaîne publique NHK, le 22 juillet, le président du comité d'organisation, Yoshiro Mori, a exclu un nouveau report, tout en admettant, pour la première fois, le risque d'une annulation : «*Si la situation reste la même, nous ne pourrions pas les tenir.* »

M. Mori, qui a fixé à avril 2021 la décision finale du maintien ou non des Jeux, s'est aussi fait l'écho du désarroi de la population. «*Je ne pense pas que les gens soient d'humeur joyeuse pour célébrer le début du décompte d'un an.* » D'après un sondage de l'agence Kyodo, seuls 23,9 % des Japonais se disent favorables à la tenue des JO, quand 36,4 % plaident pour un nouveau report et 33,7 % pour une annulation.

Pour l'instant, tout est fait pour les maintenir. Depuis l'annonce du report, le 24 mars, les quarante-deux sites des Jeux ont été réservés et le calendrier des compétitions, sensiblement similaire au calendrier initial, a été actualisé. Beaucoup de questions restent toutefois à résoudre, à commencer par l'accueil des 11 000 athlètes olympiques et des 4 400 paralympiques. A cause du Covid-19, le Japon interdit l'entrée aux ressortissants de 146 pays. M^{me} Hashimoto a évoqué la levée de cette interdiction pour les athlètes, sans donner de détails.

Y aura-t-il un vaccin disponible ? Faudra-t-il accepter les athlètes qui refuseraient d'être vaccinés ? Sera-t-il possible de les placer en

«**Nous essayons déjà de survivre. Nous n'avons pas le temps de penser aux Jeux olympiques**», dit la compagnie aérienne ANA

quarantaine et de les loger dans le village olympique ? Quid des sportifs américains, alors que la pandémie ne montre aucun signe de fléchissement aux Etats-Unis ?

Les organisateurs s'interrogent aussi sur l'accueil des 80 000 bénévoles et la présence du public. Thomas Bach, le président du Comité international olympique (CIO), considère la réduction du nombre de spectateurs comme «*l'un des scénarios à examiner*», même si «*les Jeux olympiques à huis clos sont clairement quelque chose que nous ne voulons pas* ».

Casse-tête financier

Le casse-tête de l'avenir des JO de Tokyo est aussi et surtout lié aux questions financières. Il explique la forte mobilisation pour assurer les compétitions en 2021. Une annulation coûterait bien plus cher que le report. Tokyo, alors privé des retombées de l'activité touristique, devrait rembourser la contribution de 690 millions d'euros consentie par le CIO. Pour ce dernier, cela signifierait la perte de milliards d'euros de ressources : 75 % des 4,9 milliards d'euros de revenus du comité proviennent, pour les Jeux de Tokyo, des droits de retransmission, dont 1,03 milliard de la chaîne américaine NBC.

Il faut donc trouver une solution au financement du report, qui, selon plusieurs estimations, pourrait coûter de 1,7 à 5,2 milliards d'euros, chiffres que les organisateurs refusent de confirmer. Ce montant s'ajouterait à l'enveloppe des JO, qui atteint déjà officiellement 10,9 milliards d'euros, dont plus de la moitié de financements publics.

Cette reprise des activités sportives survient toutefois sur fond de résurgence de la pandémie. Et pose la question de l'ouverture au public des compétitions. Depuis le 10 juillet, 5 000 spectateurs maximum sont autorisés dans les enceintes sportives. Mais le 22 juillet, le gouvernement a reporté au 31 août la suppression, initialement fixée au 1^{er} août, de la limite du nombre de spectateurs pour les événements sportifs ou les concerts. «*Nous déciderons de la levée des limites en fonction du nombre de nouveaux cas* », a souligné le premier ministre, Shinzo Abe.

Quoi qu'il en soit, il n'est plus question d'annuler des compétitions. A Tokyo, le tournoi estival de sumo a été maintenu. Programmé du 19 juillet au 2 août, il se déroule au stade Kōkūgikan, avec un public limité au quart de la jauge habituelle. Le championnat professionnel de base-ball, sport le plus populaire du Japon, a repris le 16 juin. Pour ce qui est du football, le championnat a commencé le 4 juillet. Exceptionnellement, il n'y aura pas d'équipes reléguées à la fin de la saison, «*pour ne pas pénaliser encore plus des clubs déjà affectés par la crise sanitaire* », a expliqué la ligue professionnelle, la J-League. ■

PH. ME. (À TOKYO)



Rikako Ikee, jeune nageuse nippone, jeudi 23 juillet, lors d'une cérémonie, à Tokyo. DU XIAOYI/AP

La prise en charge du report a déjà suscité des tensions en avril, quand les organisateurs et le gouvernement nippon ont critiqué le CIO, qui avait annoncé que le premier ministre, Shinzo Abe, s'était engagé à assumer les coûts supplémentaires. Le problème tient au tarissement des financements possibles à cause de la crise sanitaire. La ville de Tokyo a déjà épuisé 95 % de ses réserves d'urgence pour la lutte contre le Covid. Son endettement s'est accru, comme celui, déjà élevé, du gouvernement central.

Les 62 entreprises partenaires des jeux, qui ont promis 3,3 milliards de dollars (2,8 milliards d'euros) – un record –, font face à une crise économique d'une ampleur rare. «*Nous essayons déjà de survivre jusqu'à la fin de l'année. Nous n'avons pas le temps de penser aux Jeux olympiques* », explique la compagnie aérienne ANA. Les géants de la finance Sumitomo Mitsui et Mizuho, deux partenaires «or» des JO, ont quant à eux annoncé des fermetures d'agences, des suppressions de postes et des baisses de rémunérations.

Pour réduire la facture, Toshiro Muto, le directeur général du comité d'organisation, a déclaré que les organisateurs envisageaient des «*simplifications*» dans plus de 200 domaines. Les invitations de personnalités olympiques pourraient être limitées, comme le nombre de spectateurs et la taille des délégations. Le traditionnel défilé des athlètes lors de la cérémonie d'ouverture pourrait être supprimé. S'ils ont bien lieu, ces JO ne «*seront pas organisés avec magnificence* », a prévenu M. Muto. ■

PHILIPPE MESMER

Au Japon, une reprise du sport en douceur

APRÈS PLUSIEURS MOIS D'ARRÊT en raison de l'épidémie de Covid-19, les activités sportives reprennent prudemment au Japon, avec, en ligne de mire, les Jeux olympiques de Tokyo en 2021. Le championnat d'athlétisme de la capitale a commencé, jeudi 23 juillet, permettant au médaillé d'argent du 4 × 100 m des Jeux olympiques de 2016 à Rio de Janeiro, Asuka Cambridge, de courir son premier 100 m officiel depuis septembre 2019 et d'entamer sa préparation pour les JO. «*Je veux être au mieux pour les Jeux, s'ils ont lieu* », a déclaré le sprinter.

« Je me suis perdu »

«*L'environnement redevient normal* », se réjouit la karateka Kiyomi Shimizu, favorite pour l'or dans l'épreuve des katas, tandis que d'autres se remettent du choc du report. «*Quand il a été annoncé, je me suis senti perdu* », a expliqué sur Twitter le nageur Daiya Seto, potentiel médaillé en 200 m et 400 m quatre nages. Les incertitudes sur la préparation des athlètes et le déroulement des compétitions n'empêchent pas le Comité olympique japonais de maintenir son objectif de 30 médailles d'or, qui constituerait un nouveau record pour le Japon. Le précédent, 16 titres, a été établi aux jeux de Tokyo de 1964.

OFFRE EXCLUSIVE
VOTRE BIJOU
PASCALE MONVOISIN x ELLE

Mode
BUSTIERS-FOULARDS,
ROBES EN CROCHET ET
JOLIS PONCHOS
L'ESPRIT FOLK
S'INVITE À LA PLAGE

ENQUÊTE
RÊVES DE GLOIRE,
GROS SOUS ET DÉMÊLES
JUDICIAIRES
LA FOLLE SAGA
DES BOGDANOV

BRITNEY SPEARS
EN DANGER ?
L'ÉTRANGE EMPRISE
DE SON PÈRE

CE QUE LES VACANCES
DISENT DU MONDE
D'AUJOURD'HUI
ENTRETIEN
AVEC L'ANTHROPOLOGUE
SASKIA COUSIN

Spécial
Feel good

NOTRE DOSSIER
POUR S'AIMER
COMME ON EST
+ LE TEST DÉCOMPLEXANT
DE L'ÉTÉ

LE BIJOU
PASCALE
MONVOISIN
4 50 €*
en plus du
magazine

3 COULEURS AU CHOIX

*Offre spéciale ELLE : 4,50 € le bijou + 2,40 € le magazine, soit 6,90 € l'ensemble. Dans la limite des stocks disponibles.

L’art en mouvement de Franck Scurti

Pendant l’été, l’artiste a établi son atelier sous la nef du Grand Palais, où il construit des œuvres de bric et de broc

ARTS

En proposant à Franck Scurti de faire de la nef du Grand Palais son atelier en juillet et en août, Chris Dercon, président de la Réunion des musées nationaux (RMN), savait à qui il s’adressait. Scurti, qui est né en 1965 et vit et travaille à Paris, est un poète du débris, un obsédé de la récupération, un bricoleur railleur et sacrilège – de loin l’un des meilleurs aujourd’hui dans ce genre dont l’histoire commence avec Picasso, Duchamp et Schwitters. Or la nef du Grand Palais est un espace noble, solennel et démesuré. En 2007, Anselm Kiefer y avait inauguré la suite des interventions d’artistes vivants nommée « Monumenta » – titre en rapport avec les dimensions et la hauteur sous verrière. A l’exception de Christian Boltanski, tous ceux qui lui ont succédé en ces lieux, jusqu’à Huang Yong Ping, qui a clos la série en 2016, ont cédé à l’appel du spectaculaire, tantôt réussi – Richard Serra en 2008 –, tantôt raté – Daniel Buren en 2012. Que peut donc faire ici un artiste dont les travaux sont le plus souvent de dimensions modestes et résolument hostiles à toute grandiloquence ?

Un premier point était acquis avant même qu’il ne prenne possession du lieu : il n’y ferait pas une exposition. « *Il faut rompre avec les habitudes*, disait-il en juin, *faire autre chose, un anti-Monumenta*. » Tous les participants à cette manifestation avaient conçu et exécuté un projet qui était achevé au jour de l’ouverture et ne changeait plus jusqu’à la fin. L’intervention de Scurti s’appelle « Au jour le jour » parce qu’elle changera jusqu’au dernier. Quelques éléments, peu nombreux, ont été mis en place au début et, probablement, le resteront. D’autres seront modifiés, déplacés, retirés peut-être. D’autres encore, dont rien n’annonce la présence aujourd’hui, pourraient apparaître dans les semaines à venir. Le critique se trouve donc lui aussi dans une position inhabituelle : il écrit sur ce qu’il a vu à un instant donné, mais ne saurait assurer que les visiteurs verront les mêmes pièces dans le même ordre quelques semaines plus tard. La notion de *work in progress* est strictement appliquée. « *Je veux installer un atelier où il se*



Franck Scurti, lors de l’installation de l’une de ses œuvres, au Grand Palais, le 3 juillet. NICOLAS KRIEF/NEF DU GRAND PALAIS RMN/ADAGP, PARIS 2020

passer plein de choses, toujours en mouvement : que ça ne se fixe pas. » Pas de projet arrêté : « *on verra* » – lui le premier – comment « *ça tourne* ».

Il n’est donc possible que de donner des précisions sur ce qui est voué à demeurer tel quel ou à peu évoluer ; et d’énumérer ensuite les éléments connus de ce grand jeu de construction et destruction auquel Scurti propose de venir assister.

Jarres tapissées d’or

Ce qui est voué à rester est, principalement, ce que Scurti appelle la « corde des débris », qui n’est pas exactement une corde, mais mesure plus de quarante mètres de long. Depuis 2014, l’artiste la fabrique selon un rituel qui fait la part belle au hasard. Chaque fois qu’il se rendait à pied de l’appartement qu’il habite à l’atelier qu’il occupait jusqu’à une date récente, il ramassait les restes et frag-

ments d’objets ou débris qui se présentaient à sa vue dans cette partie du 13^e arrondissement de Paris. Il les attachait à des lacets de chaussures mis bout à bout, comme un prisonnier nouant ses draps pour en faire la corde de son évvasion. Ainsi a-t-il collecté des bouts de DVD, des débris d’instruments ménagers et de jouets en plastique, des bouts de tissus et de sacs de toutes les couleurs.

Au fil du temps, lacet après lacet, la corde est devenue de plus en plus longue : un gros rouleau assez difficile à dérouler. En observant l’architecture de la nef, Scurti a su qu’en faire : la tendre dans toute sa hauteur du point culminant de la verrière jusqu’au sol, au centre géométrique de la coupole, qui est elle-même au centre de la nef. A l’extérieur, sur le toit, c’est le point où est fixé le mât qui porte le drapeau tricolore. A l’intérieur, cet axe central est matérialisé par une pendelo-

Des taches de rouille dessinent des constellations. Le visiteur, piéton céleste, est invité à circuler entre ces flaques

que de fonte que l’on appelle le clocheton. « *Clocheton, cloche, clochard* », commente Scurti. La tresse des débris est donc attachée au clocheton. Il a fallu pour cela deux spécialistes des travaux dans le vide, spectacle déconseillé à quiconque est menacé de crises de vertige. La corde descend à la verticale et touche le sol de la nef, exactement au centre d’une plaque d’égout, elle-même circulaire. Le drapeau et le ciel sont ainsi

symboliquement reliés à la terre et au sous-sol par un fil lesté de rebuts de la société contemporaine.

Il serait difficile de ne pas attribuer à cette situation un sens quelque peu ironique, d’autant plus que Scurti est l’auteur de nombreux travaux qui traitent le politique et l’économie par la satire : l’inénarrable vidéo *La Linea* (*Tractatus logico-economicus*) (2001), *Les Reflets* (2004), suite d’enseignes lumineuses de commerce prises de tremblote, l’installation *Empty Worlds* (2009) faite de jarres de terre cuite tapissées d’or, distordues et crevées, et bien d’autres.

Un deuxième dispositif destiné à durer est celui que l’artiste définit par ces mots : « *Faire tomber le ciel par terre*. » Le ciel, vu à travers la verrière de la nef l’été est, quand tout va bien, d’un beau bleu. Cet azur est aussi celui du revers des affiches collées dans les stations de métro. Scurti a donc

récupéré des rouleaux d’affiches arrachées et les étend sur le béton du sol, le bleu tourné vers le haut. Ainsi obtient-il des flaques de ciel, traversées de nuages blancs là où le papier a mal résisté au décollage en force. Des taches de rouille dessinent des constellations. Le visiteur, piéton céleste, est donc invité à circuler entre ces flaques. L’idée, précise l’artiste, lui vient d’un détail des fresques de Giotto dans la chapelle des Scrovegni à Padoue : un ange qui roule un coin du firmament comme un tapis.

Cages à oiseaux

Dans sa forme ultérieure, l’installation développera peut-être plus largement de telles allusions artistiques. Des cages à oiseaux figurent parmi les objets que Scurti a apportés pour alimenter son travail. A l’heure actuelle, deux d’entre elles sont, si l’on peut dire, en fonction. Elles n’enferment pas des oiseaux mais des constructions de morceaux de bois pris à des planches, des madriers ou des caisses, et peintes de couleurs si vives qu’elles font penser à des perruches ou des perroquets, mais leurs volumes géométriques rappellent les architectones de Malevitch – autre amateur de couleurs intenses. Malevitch et le suprématisme en cage ? Dans ce cas, n’y aurait-il pas quelque allusion au traitement que le régime stalinien infligea à Malevitch et, plus largement, à toute forme d’art aux prises avec des régimes dictatoriaux ? Et pourquoi des mégots sont-ils soigneusement posés sur les volumes peints ?

Lors de notre dernier passage, il y avait aussi une grille du genre de celles qui arment le béton, mais tordue et inutilisable pour la construction ; un tas de ces plaques d’un affreux plastique vert creusées d’alvéoles qui servent au transport des fruits – des kiwis en la circonstance – ; un rouleau de fil de fer piqué d’étoiles ; et un stock de débris multicolores récemment recueillis et piqués sur un contreplaqué. Leur avenir, Scurti disait alors l’ignorer. ■

PHILIPPE DAGEN

« *Au jour le jour* », au Grand Palais, Paris 8^e. Jusqu’au 23 août, du vendredi au dimanche de 16 heures à 20 heures, hors week-end du 15 août. Entrée libre.

A Avignon, Tartagueule contre Rastaguouère

Au Palais des papes, Serge Valletti transpose les farces d’Aristophane dans le monde d’aujourd’hui

THÉÂTRE

AVIGNON (VAUCLUSE)

Avignon avait de vrais-faux airs d’Avignon, jeudi 23 juillet au soir. Sur la place du Palais des papes, les terrasses de cafés étaient – presque – pleines, et des créatures théâtrales, vêtues de costumes moye-

nâgeux, haranguaient le badaud pour le drainer vers quelque salle obscure. Pour un certain nombre de chanceux, dont la ministre de la culture, Roselyne Bachelot-Narquin, en déplacement à Avignon et à Arles, il y avait même une soirée au Palais. Pas dans la célèbre Cour d’honneur, lieu saint du festival, non, en cette année où l’épidémie de Covid-19 a privé les amateurs de théâtre de « in » comme de « off ».

C’est dans le cloître niché au cœur du Palais qu’avait lieu la soirée de clôture du « Souffle d’Avignon », une semaine de lectures de textes d’auteurs contemporains montée par les salles permanentes d’Avignon, qui ne se résolaient pas à voir leur ville totalement privée de théâtre en ce mois de juillet. Comme elles, quelques lieux du « off » se sont débrouillés pour proposer des spectacles, en petit comité : à la Chapelle du Verbe-Incarné, Georges Feydeau, Collette, Laurent Gaudé et Guy de

Maupassant se mêlent à des spectacles jeune public, jusqu’au 31 juillet ; à la Condition des Soies, Philippe Caubère joue *Les Lettres de mon moulin*, d’Alphonse Dau-

det, jusqu’au 25 juillet. Et c’est Philippe Caubère, vétéran d’Avignon, que l’on retrouvait, en compagnie d’Ariane Ascaride, de Bruno Raffaelli et de quelques autres, pour cette soirée intitulée *Touristophane*. Un titre qui rime avec Aristophane, et pour cause : elle était conçue par et autour de

Serge Valletti ne fait pas toujours dans la dentelle, mais, autant qu’on puisse en juger, Aristophane non plus

Serge Valletti, auteur de 69 ans, a entrepris, il y a une dizaine d’années, de traduire à sa façon les onze pièces qui nous restent de l’auteur comique grec.

Serge Valletti est un Marseillais d’Avignon, et c’est avec la verve et la gouaille de la cité phocéenne qu’il a transposé les farces d’Aristophane dans notre monde d’aujourd’hui. La pièce choisie pour cette soirée s’appelle d’ailleurs, dans sa version Valletti, *Les Marseillais*. A l’origine, elle s’intitule *Les Cavaliers*, et elle est une satire de la vie politique et sociale de l’Athènes classique, pendant la période de la guerre du Péloponnèse. Elle voit s’affronter, pour gagner la confiance du peuple de la cité, un marchand de boudin, Agoracrite, et Cléon, homme politique et démagogue.

On voit qu’il a eu envie de s’amuser, Serge Valletti, avec cette histoire de marchand de boudin. Dans sa version, Agoracrite et Cléon sont devenus Tartagueule

et Rastaguouère. Le second (interprété par Bruno Raffaelli) règne sur Marseille depuis longtemps déjà (toute allusion à un édile contemporain n’étant sans doute pas tout à fait fortuite). Le premier, tripier de son état, va se voir poussé par la vox populi à lui ravir le cœur de Madame Marseille, laquelle est incarnée, en chair et en os, par Ariane Ascaride.

« Matamores de pacotille »

Serge Valletti ne fait pas toujours dans la dentelle, mais, autant qu’on puisse en juger, Aristophane non plus. Le combat « homérico-farcesque » entre le vulgum pecus choisi par ses pairs – « *on préfère encore être dirigés par quelqu’un d’aussi con que nous* » – et le vieux politicien au cynisme bonhomme, les renvoyant tous deux dos à dos, a visiblement laissé rêveuse Cécile Helle, la maire (divers gauche) d’Avignon, tandis qu’il a semblé beaucoup amuser Roselyne Bachelot-Narquin.

C’est en tout cas Tartagueule, sommé de nettoyer les tripes sales de la ville, qui l’emportera, dans ce duel de « *matamores de pacotille* ». Une de ses grandes propositions sera de développer et de relocaliser la production de boucles de ceinture, selon un raisonnement imparable : comme tout le monde se la serre de plus en plus, la ceinture, les boucles s’usent. Tartagueule n’ira pas jusqu’à se demander ce qu’il en adviendra quand la population n’aura même plus de quoi acheter la boucle pour s’étrangler.

Le grand projet qui fera la joie de ses supporters et lui donnera la victoire définitive, ce sera de rétablir le défilé des majorettes lors des grandes occasions. Serge Valletti force le trait, par moments, dans cette comédie humaine très marseillaise. Mais on est bien obligé de reconnaître que la réalité ne lui donne pas toujours tort. ■

FABIENNE DARGE

Vous écrivez ?

Les éditions **amalthée** recherchent de **nouveaux auteurs**

Envoyez vos manuscrits :
Éditions Amalthée
8-10 rue Louis Marin, 44200 Nantes
Tél. **02 40 75 60 78**
www.editions-amalthee.com

Gorilles des montagnes en quête d'équilibre

La sauvegarde des grands singes, en Ouganda, RDC et au Rwanda, interroge sur les limites de l'intervention humaine

ARTE
SAMEDI 25 - 22 H 40
DOCUMENTAIRE

Le chiffre 1063 peut paraître faible quand on sait qu'il s'agit du nombre de gorilles des montagnes recensés dans la forêt de Bwindi et les montagnes des Virunga, entre le Rwanda, la République démocratique du Congo (RDC) et l'Ouganda. Mais c'est beaucoup, si l'on rapporte cette population à son territoire, qui ne cesse de s'amenuiser, grignoté par les habitations et l'agriculture. Ce nombre est une victoire : les gorilles des montagnes n'étaient plus que 264 dans les années 1970 et semblaient condamnés à une extinction imminente ; un échec aussi, lorsque l'on constate que l'accroissement de la densité de population animale provoque des infanticides et une augmentation des combats entre mâles dominants. Trop ou trop peu, ces évolutions sont le résultat de l'intervention humaine. Ni film militant ni documentaire animalier malgré son titre, *Des gorilles dans la tourmente* retrace le travail sur le terrain de femmes et d'hommes qui tentent de sauvegarder des animaux tout en maintenant un fragile équilibre naturel. Cette population de grands primates a la chance d'être suivie de



Au nord du Rwanda, vivent les derniers gorilles des montagnes. ARTE/ELEPHANT DOC

près depuis 1967, année où la primatologue américaine Dian Fossey s'est installée dans les montagnes des Virunga et a commencé à combattre les braconniers – jusqu'à en mourir, assassinée en 1985. Parallèlement à cette lutte, couronnée de succès, le Rwanda a drastiquement régulé le tourisme dans la province de Musanze, porte d'entrée du parc

naturel où vivent les gorilles et symbole de la vitalité du pays. Ces actions sont supervisées par des scientifiques, comme Martha Robbins, biologiste issue de l'Institut d'anthropologie de Leipzig, qui connaît par son prénom chaque gorille – « *Celui-ci, je l'ai vu grandir* » –, ou comme Moses Akantorana, garde forestier chargé du recensement des pri-

mates. Etonnante, Winnie Eckardt, chercheuse au sein de la Fondation Dian-Fossey, pénètre dans la forêt en « parlant » gorille... **De nombreux défis** Le documentaire ne triche pas et prévient : les primates rencontrés ici sont « *habitué*s à côtoyer l'homme ». Personne n'essaye de faire croire au téléspectateur que

c'est une chance rare d'observer de si près une mère et son petit – c'est « *normal* ». Cette proximité, quand il s'agit de les étudier, interroge : ces gorilles sont-ils encore des animaux sauvages ou les pensionnaires d'un vaste zoo ? D'autant que les défis sont nombreux. Celui d'Eugene Mutangana, chef du département de protection de l'environnement au Rwanda, est de faire cohabiter gorilles et humains sur une zone peu extensible. « *Manifestement, les gorilles comptent plus que nous* », se plaint une agricultrice et mère de famille. La situation se tend depuis une douzaine d'années et l'observation des premières scènes de « chaos ». Les groupements de gorilles, trop nombreux, se fractionnent et les combats se multiplient. Les vétérinaires, comme le docteur Gaspard Nzayisenga, sont aux premières loges et n'interviennent que dans « *les cas les plus graves* ». Ont-ils raison de s'en mêler ? En théorie, leur mission est d'évaluer les stratégies de conservation des espèces pour, éventuellement, les modifier. Mais en pratique... « *Un succès est un succès, mais est-ce vraiment un bienfait ?* », résume Martha Robbins. ■ **CATHERINE PACARY**

Des gorilles dans la tourmente, de Susanne Maria Krauss (All., 2019, 52 min).

Chiara Mastroianni regarde par la fenêtre ses souvenirs

Christophe Honoré met en scène une femme et ses conquêtes dans un huis clos à la fois léger et grave

CANAL+ CINÉMA
SAMEDI 25 - 20 H 50
FILM

Ily aurait une série à écrire sur « la chambre d'en face » au cinéma, de *Fenêtre sur cour* (1954), d'Hitchcock, avec James Stewart paralysé derrière sa fenêtre face à l'assassin, à *Nous irons tous au paradis* (1977), d'Yves Robert, où Jean Rochefort loue une chambre d'hôtel pour mieux surveiller sa femme. Bien des sentiments entrent dans ce dispositif, de la peur à la jalousie, du voyeu-

risme à la concupiscence. Christophe Honoré relance la donne aujourd'hui au titre de la fantaisie onirique. Le réalisateur installe son héroïne, Maria (Chiara Mastroianni), au naturel volage, dans une chambre d'hôtel qui fait face au domicile conjugal, après sa dispute avec son mari, Richard (Benjamin Biolay), féru de musique et pianiste de son état, qui vient de trouver un message laissé par l'amant sur le portable de sa femme. Ces prémices d'une excessive banalité laissent présager Feydeau, on

s'apercevra vite que c'est Cocteau qui se tient en embuscade. **Empire du rêve et du faux** Le film se déroule tout entier, en effet, sous l'empire du rêve et du faux (fausse neige, maquette rendue visible, mécanismes de théâtre, paradoxes temporels). Le couple, qui a vingt ans de mariage derrière lui, habite d'ailleurs Montparnasse, pile au-dessus d'un complexe cinématographique qui en distille, du rêve, à foison. C'est ainsi que partie pour faire le vide, Maria se retrouve dans une

chambre d'hôtel bientôt surpeuplée par les fantômes, y compris celui de sa propre conscience, sous les oripeaux d'un quinquagénaire imitateur de Charles Aznavour. Y apparaissent tour à tour Richard âgé de 25 ans, sa première amante, Irène (Camille Cottin), qui fut sa professeure de piano et qui nous le révèle adolescent, elle-même à l'âge de la retraite (Carole Bouquet), ainsi qu'Asdrubal, le jeune amant de Maria, sur les pas duquel s'emboîtent la cohorte de ses conquêtes et même sa mère pour faire bonne mesure.

Une ineffable fantaisie s'ensuit. En même temps, une interrogation affleure : peut-on se remettre de la perte de la jeunesse ? Peut-on jamais faire autrement que tromper l'autre avec lui-même ? Vous le saurez en entrant dans cette complainte de l'amour tissée jusqu'à la douceur d'une nuit qui s'épuise au bar du Rosebud. ■ **JACQUES MANDELBAUM**

Chambre 212, de Christophe Honoré. Avec Chiara Mastroianni, Vincent Lacoste, Benjamin Biolay (Fr., 2019, 87 min).

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 20 - 172
PAR PHILIPPE DUPUIS

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 20 - 171

HORIZONTALEMENT I. Postillonner. II. Obérée. Bouta. III. Néri. CB. Niaï. IV. DII. Etaï. Sil. V. Entente. XL. VI. Râ. ONU. Est. VII. Ame. Art. Tifs. VIII. Bôme. Sacrées. IX. Lueur. Liante. X. Erubescences. **VERTICALEMENT** 1. Pondérable. 2. Obéi. Amour. 3. Série. Emeu. 4. Tri. Nô. Eub (bue). 5. Ie. Etna. Ré. 6. Lecteurs. 7. Ban. Talc. 8. Ob. Ite. Cie. 9. Non. Estran. 10. Nuis. Tient. 11. Etaix. Fêté. 12. Raillasses.

HORIZONTALEMENT

I. Nous tient au courant de l'actualité culturelle et artistique. II. Agile et souvent rusé. Ses neiges ont inspiré Villon. III. Bien mince. Partirons en éclats. IV. Maison de maître. Mesure pour comparaisons. V. En longueur et en largeur. Mouche velue. Une fois de plus. VI. Fait des vagues en tribune. Source de connaissances. Dans l'erreur. VII. Le sien ne se discute pas. Fatigant pour le moins. VIII. Souvent ingénieuse, parfois drôle. Prépare le chanvre. IX. Terrible enfant de Gaïa. On y est pour surprendre et ne pas être surpris. X. Cours d'Irlande. Solidement protégée.

VERTICALEMENT

1. Bon rangement mais jugement un peu rapide. 2. Poésie lyrique. Se lancer dans de vains discours. 3. Récupère les cendres. Vent du sud. 4. Prépara la distribution du Monde. Dans la poche des jeunes. 5. Crie en bord de mer. Entrent en action. 6. Petit à un bout. Suggère avec force. 7. Pas bien malin chez les jeunes. L'actinium. 8. Pointe d'étoile. Se retrouve dehors. 9. Prépare nos salades pour demain. Epince. 10. Lourde brune anglaise. Faire disparaître. 11. A passé beaucoup de temps au soleil. Fin d'office. 12. Entourasse de près.

SUDOKU

N°20-172

								6
					2	4	8	
					3			
				8		1	9	
		8		1		2	5	7
	8	6		3	4			1
	2	1		9	8			
		4		7			6	9

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)



—
**EN VENTE
CHEZ VOTRE
MARCHAND
DE JOURNAUX**
—

Tirage du Monde daté vendredi 24 juillet : 150 118 exemplaires

VOTRE
SOIRÉE
TÉLÉ

SAMEDI 25 JUILLET

TF1

21.05 Les 100 plus grands
Magazine présenté par Christophe Beaugrand et Anaïs Grangera.
23.30 Le Grand Bétisier de l'été
Divertissement présenté par Karine Ferri et Christophe Beaugrand.

France 2

21.05 Fort Boyard
Divertissement présenté par Olivier Minne.
23.25 Fort Boyard, toujours plus fort
Divertissement.

France 3

21.05 Commissaire Magellan
Série. Avec Jacques Spiesser, Selma Kouchy (Fr., 2018).
22.35 Commissaire Magellan
Série. Avec Jacques Spiesser, Selma Kouchy (Fr., 2013).

Canal+

21.00 Football
Match amical.
23.00 Annabelle: la maison du mal
Film de Gary Dauberman. Avec Vera Farmiga (EU, 2019, 100 min).

France 5

20.50 Echappées belles
Magazine présenté par Sophie Jovillard.
La Savoie, entre lac et montagne
22.25 Avignon 2020, fragments d'un festival
Documentaire de Jérémie Cuvillier (Fr., 2020, 55 min).

Arte

20.50 Trois villes à la conquête du monde: Amsterdam, Londres, New York
Documentaire de Frédéric Wilner (Fr., 2017, 110 min).
22.40 Des gorilles dans la tourmente
Documentaire de Susanne Maria Krauss (All., 2019, 52 min).

M6

21.05 Nos jours heureux
Film d'Eric Toledano et Olivier Nakache. Avec Jean-Paul Rouve, Marilou Berry (Fr., 2006, 125 min).
23.10 Les Vacances du Petit Nicolas
Film de Laurent Tirard. Avec Mathéo Boisselier, Valérie Lemercier (Fr., 2014, 110 min).

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) de 9 heures à 18 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Médiateur : mediateur@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0722 C 81975 ISSN 0395-2037

Présidente :
Laurence Bonicalzi Bridier

PRINTED IN FRANCE
**67-69, avenue
Pierre-Mendès-France
75013 PARIS**
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'imprimerie, 79, rue de Roissy,
93290 Tremblay-en-France
Montpellier (« Midi Libre »)

Origine du papier : France. **Taux de fibres recyclées** : 100 %.
Ce journal est imprimé sur un papier UPM issu de forêts gérées durablement, porteur de l'Ecolabel européen sous le N°FI/37/001.
Eutrophisation : P10t = 0.009 kg/tourne de papier

« L'Homme de Rio » ou le cascadeur né

DE BELMONDO À BÉBEL 5|6

Dès 1962 dans « Cartouche », de Philippe de Broca, l'acteur montre ses dons naturels pour bouger, sauter, monter à cheval ou manier l'épée. Avec ce metteur en scène et d'autres, qui donnent une cohérence à sa turbulence, il devient le premier héros d'action du cinéma français

RÉCIT

Jean-Paul Belmondo fête ses 40 ans le 3 avril 1973 au Mexique, sur le plateau du *Magnifique*, le quatrième film qu'il tourne sous la direction de Philippe de Broca, après *Cartouche* (1962), *L'Homme de Rio* (1964) et *Les Tribulations d'un Chinois en Chine* (1965). Chacun tient un verre de vin rouge à la main, quand ce n'est pas une cigarette ou un cigare. Jacqueline Bisset, la partenaire de Belmondo à l'écran, l'actrice de François Truffaut dans *La Nuit américaine* (1973), celle de *Bullitt* (1968) aux côtés de Steve McQueen, apparaît comme froissée. Trop d'alcool, trop de tout, en fait. A cette heure avancée de la nuit, tout le monde est épuisé.

Tout le monde sauf Belmondo. Il est tard, et la vedette du film arbore le visage frais du matin. Le sourire est éclatant. Il porte un poncho de circonstance. Ses tempes sont légèrement grisonnantes. Sa chevelure altière, toujours la même, rangée sur le côté, révèle un homme qui prend de l'âge mais reste épargné par le vieillissement. Pas le moindre écart chez lui. Bien que ce soit sa fête, Belmondo reste étranger à ces débordements. Derrière sa mine réjouie se dissimule un ascète. Il a toujours été un athlète. A ce patrimoine génétique, il adjoint la rigueur. Sans cela, les années qui s'étirent deviennent punition. L'équipe du *Magnifique* est aimantée par lui comme pour rajeunir.

Un épisode marque Belmondo sur le tournage de *Pierrot le fou* (1965), de Jean-Luc Godard, dans lequel il compose avec Anna Karina un couple de fugitifs. C'est l'époque où l'actrice met un terme à son mariage avec le réalisateur du *Mépris* et vit une brève histoire d'amour avec Maurice Ronet. Ce dernier tourne alors en Espagne *Les Centurions*, de Mark Robson. Elle cherche à le rejoindre, n'y parvient pas. L'acteur d'*Ascenseur pour l'échafaud* (1958) et de *Plein soleil* (1960) ne répond pas au téléphone ou, plus probablement, préfère se rendre injoignable. Alors Anna Karina lâche l'affaire, expliquant à Belmondo que, de toute façon, à 38 ans, Ronet a passé la limite d'âge. Réponse de Belmondo : « Je me moque d'apprendre qu'il a 37 ou 38 ans. A cet âge-là on reste encore magnifique, surtout quand il s'agit du comédien qui a chanté mon adolescence. »

Quarante ans, pour Belmondo, définissent un horizon. Un seuil où l'on dresse un bilan d'étape, sans pour autant chercher à s'arrêter, au contraire. D'ailleurs, si Ronet, scruté par Belmondo, reste à juste titre splendide, la vedette de *L'Homme de Rio* évolue à une autre altitude : il se révèle lui aussi magnifique et, surtout, il est désormais « Le Magnifique ».

Belmondo envoie avec ce film un message clair : à la différence de Jean Gabin ou de Lino Ventura, il ne se laissera jamais aller. Durant le tournage d'*Un singe en hiver*, il écume avec Gabin tous les lieux de gastronomie de Deauville et de ses environs. Leurs agapes se terminent tard. Mais ils ne finissent pas dans le même état. Gabin déborde – son physique échappe à tout enjeu. Chez Belmondo, au contraire, le corps est déjà devenu la clé de voûte de son système. Il accomplit quotidiennement des exercices physiques. Possède sa propre salle de gym. Emploie des coaches. Fait appel à des diététiciens. Alain Delon suit la même ligne. « *Durant leur règne et leur empire*, constate Philippe Labro, *Belmondo et Delon n'ont jamais eu de ventre. Ils ont repris ça aux acteurs américains.* »

UN HOMME À LA PSYCHÉ COMPLEXE

En 1973, ce n'est pas seulement sa ligne, devenue un exercice de haute précision, qui préoccupe Belmondo. C'est aussi la façon dont il expose son corps dans ses films. Que compte-t-il en montrer ? Beaucoup et très peu à la fois. Toute sa carrière, il sera d'une pudeur extrême. Il lui arrive d'exhiber son torse nu et ses pectoraux bien dessinés mais jamais plus, rien en dessous. Il séduit beaucoup mais embrasse rarement. Il est bien moins sexué et ambigu que Delon.

En revanche, il adore les accoutrements, qui sont autant de protections. Au début des années 1970, l'acteur se fixe sur un uniforme décontracté, le blouson en cuir, pour *Le Casse* (1971), d'Henri Verneuil. Cet habit lui sied bien, il s'y fonde avec plaisir, ressent tant l'enthousiasme du public qu'il ne compte plus en changer. Puis Philippe Labro lui propose, pour *L'Héritier* (1973), un costume trois pièces de marque Cerruti, taillé sur mesure pour un rôle si américain : le fils d'un patron de presse et d'industrie, installé aux Etats-Unis, contraint de retourner à Paris, après la mort accidentelle de son père, pour reprendre les rênes de son empire. Belmondo se montre d'abord perturbé que son public puisse l'associer à une élégance aussi raffinée. Mais le comédien accepte le carcan, conscient qu'après avoir transformé son corps en œuvre d'art, savoir l'encadrer devient essentiel.

Ce que le public ne voit pas et ne sait pas, c'est que derrière l'acteur au naturel incroyable et à la psychologie sans prise de tête se cache un homme à la psyché complexe. Comme dans *Le Magnifique*, où il est François Merlin, un modeste auteur de romans policiers à qui il arrive de se glisser dans la peau d'un héros, Bob Saint-Clar, un invincible agent secret aux aventures rocambolesques. Dans la vraie vie, il est ce sportif accom-

pli, ce héros d'action, ce cascadeur hors du commun, que le public admire. Mais loin de la lumière apparaît aussi un Belmondo cérébral. Le scénariste Michel Audiard s'étonne de découvrir, sur la table de chevet du comédien, *Voyage au bout de la nuit*, de Louis-Ferdinand Céline, et *Une journée d'Ivan Denissovitch*, de Soljenitsyne, la reliure entamée, épuisée par les relectures. Entre les deux Belmondo, aucune différence de degré.

Ce paradoxe frappe le journaliste et cinéaste Claude Lanzmann, qui le rencontre en 1964 pour faire son portrait dans le magazine *Elle*. Le futur réalisateur de *Shoah* (1985) note alors : « *De cet antiacteur-acteur de génie on fit un proche parent du chimpanzé, à peu près inapte au langage articulé, grand lecteur de Tintin et Milou et de L'Equipe. "Tu comprends, dit-il, j'étais 'la bête humaine', la brute, quoi. On me demandait : 'Que lisez-vous ?', je répondais : 'Tintin', parce qu'ils m'emmerdaient et ils brodaient là-dessus."* Il sourit et ses paupières inférieures se mettent à friser. »

Le spectateur veut du muscle et de l'action ? Belmondo leur en donne jusqu'à plus soif. D'autant qu'il est doué pour ça. Depuis *Cartouche*, biographie romancée du brigand qui sévit à Paris à la cour des Miracles, au début du XVIII^e siècle, Belmondo trouve en Philippe de Broca le metteur en scène qui donne une cohérence à sa turbulence. Ce réalisateur fait de l'acteur le premier héros d'action de l'histoire du cinéma français. Certes, avant lui, Gérard Philipe dans *Fanfan la tulipe* (1952), puis Jean Marais dans *Le Bossu* (1960), excellent en bretteurs agiles et virevoltants. Sauf que le goût du risque de Belmondo, son désir de faire comprendre au spectateur à quel point le danger est devenu son métier, le placent dans une catégorie à part.

Jean-Paul Rappeneau, le coscénariste de *L'Homme de Rio* et du *Magnifique*, et qui a dirigé la vedette, en héros d'action, dans *Les Mariés de l'an deux* (1971), est d'emblée frappé par les qualités physiques intrinsèques de Belmondo : « *Quand je découvre, avant la guerre, Robin des bois [1938], de Michael Curtiz, avec Errol Flynn, je me dis que le cinéma c'est ça : on se bat à l'épée, les duels sont extraordinaires. Eh bien, Belmondo est prêt à relever ce défi dès Cartouche, il n'est jamais doublé et se révèle incroyablement bon dans les duels. En cela, il devient l'héritier de Douglas Fairbanks et d'Errol Flynn.* » Rappeneau ajoute un autre talent, qui n'est pas donné à tout le monde : « *Lorsque Belmondo monte à cheval dans Cartouche, on a l'impression qu'il fait ça depuis toujours. Or, ce n'est tout de même pas dans le 14^e arrondissement qu'il a appris une chose pareille.* »

Toujours dans *Cartouche*, Claudia Cardinale, à la beauté spectaculaire, lui lance :



« LORSQUE BELMONDO MONTE À CHEVAL DANS "CARTOUCHE", ON A L'IMPRESSION QU'IL FAIT ÇA DEPUIS TOUJOURS. OR, CE N'EST TOUT DE MÊME PAS DANS LE 14^E ARRONDISSEMENT QU'IL A APPRIS UNE CHOSE PAREILLE »

JEAN-PAUL RAPPENEAU
réalisateur

« Amuse-toi, ça empêche de mourir. » Belmondo s'amuse, déploie sous le regard de Philippe de Broca son extraordinaire vitalité, tout en signifiant son attirance pour la mort. A la fin du film, il regarde sa partenaire mourir, un peu par sa faute justement, parce que l'espace d'un instant il a cessé de s'amuser. Pour diriger l'acteur dans cette scène, Philippe de Broca pense à une phrase du réalisateur Henri Decoin : « *Il est beaucoup plus facile de faire jouer une scène dramatique qu'une scène comique. Il suffit de dire à l'acteur : "Ne pense à rien ou pense à un autobus !"* » Broca demande alors à Belmondo : « *Pense à un autobus.* » Impossible de savoir s'il y pense, toujours est-il que, filmé en gros plan, il se met vraiment à pleurer, exprimant la plus grande détresse. Deux secondes, plus tôt, il faisait l'idiot.

« FUI TE DEVANT LES CONFLITS »

Cette gravité enfouie fascine Philippe de Broca qui trouve en l'acteur l'homme qui exprime par les gestes et le corps les mots qu'il a en tête. Leur complicité relève du mystère. Leur carrière a débuté pour ainsi dire au même moment, en 1958, lors du tournage d'*A double tour*, de Claude Chabrol : Broca est premier assistant alors que Belmondo tient son dernier rôle secondaire, juste avant le triomphe d'*A bout de souffle* (1960). Le tandem grandit ensemble et, comme tout couple qui dure, partage joies et douleurs.

Durant la guerre d'Algérie, Broca est affecté au service Cinéma des armées, filmant les exactions des deux camps, marqué à jamais par les massacres qu'il enregistre avec sa caméra. Belmondo, lui, doit combattre en Algérie sans croire à cette cause, y est blessé, sa hantise étant ensuite d'être rappelé sous les drapeaux.

« *Je demandais souvent à mon mari, se souvient Alexandra de Broca, l'épouse du cinéaste, mort en 2004, pourquoi il faisait des*



Jean-Paul Belmondo, dans « L'Homme de Rio » (1964), de Philippe de Broca.

FILMS ARIANE-LES PRODUCTIONS A/
COLLECTION PROD DB

films aussi légers. Il me répondait : “Parce que le rire est la meilleure défense contre les drames de la vie.” » Elle ajoute : « Je crois qu'avec Jean-Paul il avait en commun la fuite devant les conflits, y compris et surtout ceux avec les femmes, et une pudeur extrême à parler de choses graves ou intimes. Ils étaient tous les deux des hommes pressés : ils avaient besoin de cette vitesse pour oublier. »

Alexandra de Broca pointe une autre douleur commune, liée à la deuxième guerre mondiale. La famille de Philippe de Broca est pétainiste, elle soutient passivement la Révolution nationale. Le sculpteur Paul Belmondo, père de l'acteur, Grand Prix de la Ville de Paris en 1936, caporal au combat, prisonnier en 1940, devient ensuite membre du Groupe Collaboration, qui tisse des liens avec l'occupant nazi. Il participe, en novembre 1941, à un voyage d'études en Allemagne, en compagnie de peintres et sculpteurs français, dont André Derain et Maurice de Vlaminck, organisé par Arno Breker, le sculpteur officiel d'Hitler, et l'ambassadeur d'Allemagne en France, Otto Abetz. En 1945, Paul Belmondo sera jugé par le tribunal d'épuration des artistes plasticiens et interdit de ventes et d'exposition pendant un an.

Jean-Paul Belmondo admire son père, le défend inlassablement, jusqu'à la création, en 2010, du musée consacré à son œuvre, à Boulogne-Billancourt. Il prend toujours sa défense, mettant en avant la complexité de la période d'Occupation. « Mon père, dit-il au Figaro en septembre 2010, a profité de ses relations d'artiste avec Arno Breker pour venir en aide à de nombreuses victimes des Allemands. De même, ma mère a caché des juifs pendant la guerre, pendant que nous vivions à Clairefontaine. La sanction qu'il a eue après-guerre a été, en réalité, tout à fait symbolique puisqu'elle n'a pas été exécutée. Mon père a eu beaucoup d'amis résistants et notamment le plus grand d'entre eux, puisque

ses relations avec le général de Gaulle ont toujours été excellentes. »

Avec la deuxième guerre mondiale et le conflit en Algérie, Philippe de Broca et Jean-Paul Belmondo partagent leur lot de blessures impossibles à cicatriser. Pour oublier, ils veulent aller de l'avant, le plus loin possible, en déployant une énergie folle. Un film symbolise leur vitalité, toute la désinvolture de l'époque aussi : *L'Homme de Rio*, bien sûr.

« UN INSTINCT DE BÊTE SAUVAGE »

En voyage au Brésil pour la promotion de *Cartouche*, Belmondo et Broca découvrent les fabuleux paysages de Rio de Janeiro et se demandent s'il n'y a pas moyen de concilier le travail à l'agrément. « C'est trop bête de ne pas profiter de ce paradis », constate le réalisateur. Il se tourne alors vers Alexandre Mnouchkine, le producteur de *Cartouche*, et lui lance : « On va tourner un film avec Belmondo qui sera en costume blanc et ça s'appellera "L'Homme de Rio". Il descendra de l'avion avec un cigare et il lui arrivera plein d'aventures ! »

Le scénario, inspiré d'Hergé et de Maurice Leblanc, s'avère plus sophistiqué. Belmondo joue un soldat qui se rend à Paris en permission pour y retrouver sa fiancée, interprétée par Françoise Dorléac. Elle est enlevée sous ses yeux et emmenée au Brésil. A lui de faire le reste pour la retrouver. Sans doute n'a-t-on jamais vu à l'écran, dans un climat léger, un acteur français se démener et remuer son corps : il court, nage, plonge, saute, conduit une voiture à toute allure, échappe à un véhicule essayant de l'écraser, s'accroche à un avion, saute en parachute, etc. Il le fait toujours avec élégance, sans forcer, sans douleur apparente. Ses gestes sont plus proches de la chorégraphie que de la force physique. En ce sens, Belmondo retrouve la grâce des comédiens du muet, Harold Lloyd et Buster Keaton.

« S'IL FAUT SE PENDRE EN HAUT D'UN BUILDING, CE N'EST PAS AGRÉABLE DE VOIR UN AUTRE LE FAIRE À MA PLACE. COMME JE SUIS CAPABLE DE LE FAIRE, AUTANT Y ALLER »

JEAN-PAUL BELMONDO

Il y a néanmoins, au milieu de *L'Homme de Rio*, un temps fort, spectaculaire et un peu plus dramatique qui, dans le langage des cascadeurs, s'appelle « avoir le bras blanc », ce moment où l'on ne sent plus ses forces alors qu'il faut poursuivre son effort, au risque de mourir. Belmondo, d'un smoking blanc vêtu, se trouve suspendu dans le vide, entre deux immeubles en construction à Brasilia, les pieds sur un câble, les mains sur un autre. Jean-Paul Rappeneau, un des scénaristes du film, a écrit cette scène de manière succincte, du genre « le héros se glisse le long de la fenêtre ».

Broca, Belmondo et le cascadeur Gil Delamare partent en équipe restreinte tourner ce qui va devenir la séquence emblématique du film. L'idée vient alors à Belmondo comme ça, au débotté. Il raconte à Philippe de Broca comment, enfant, il est un acrobate patenté qui, sans aucune peur du vide, se pend à la balustrade du cinquième étage de l'immeuble familial, à Clairefontaine. Gil Delamare lui suggère alors : « Pourquoi tu ne le ferais pas toi-même ? » La suite, Belmondo la racontera devant les caméras de télévision, à la manière d'une règle élémentaire s'appliquant à sa seule personne : « S'il faut se pendre en haut d'un building, ce n'est pas agréable de voir un autre le faire à ma place. Je reste alors sur un fauteuil et m'ennuie énormément. Comme je suis capable de le faire, autant y aller. »

Il y a un vide de quarante étages sous Belmondo et l'acteur n'est plus vraiment en situation de profiter de la vue imprenable sur cette ville nouvelle de Brasilia, pensée par l'architecte Oscar Niemeyer, en train de sortir de terre. Il devrait pourtant : la rencontre entre l'acteur d'une génération et la future capitale du Brésil, à l'urbanisme planifié, à l'architecture moderne et aussi blanche que son costume, conçue pour prendre la forme d'un avion, va presque de soi. C'est le pay-

sage idéal pour y imprimer sa personnalité et son talent.

Alors qu'il progresse, une main après l'autre, du toit d'un immeuble à celui d'en face, Belmondo se trouve bloqué à mi-chemin. Ses bras sont engourdis. Il faut pourtant avancer, sinon c'est la chute. Gil Delamare le somme d'attraper le câble du haut avec les jambes pour soulager le haut de son corps. Quand il y parvient, il peut enfin relâcher le bras droit, et rejoindre la corniche. La scène dure douze minutes. Pour Belmondo, c'est une éternité. Il s'est vu mourir, mais il recommencera. « Il y a chez lui un instinct de bête sauvage, analyse le cascadeur Rémy Julienne, qui réglera, à partir de *Ho!* (1968) et *Le Cerveau* (1969), les cascades de la plupart des films de Belmondo. Il possède un don inné pour la cascade. Il a une intuition extraordinaire, comme s'il devinait le danger. C'est presque divinatoire. S'il n'y a pas de risques à prendre, il n'est pas intéressé. Avec Jean-Paul, on se situe toujours à la limite du raisonnable. Je revois toujours son regard avant de passer à l'action : il change de mine, obsédé par le geste juste, puis tout d'un coup : "Hop! On y va les mecs!" Là, il devient un autre homme. »

Avec *L'Homme de Rio*, Belmondo ne se révèle pas seulement un prodigieux acteur dans l'action. Il devient une figure de la culture pop, à côté des Beatles et du Swinging London. Il est à la mode, au sens où il marque son époque. Le succès commercial du film aux États-Unis en atteste, d'autant que les trois scénaristes, Jean-Paul Rappeneau, Daniel Boulanger et Ariane Mnouchkine, sont nommés, en 1965, à l'Oscar du meilleur scénario.

UN ACTEUR TOTAL

Une petite décennie plus tard, dans *Le Magnifique*, l'image la plus marquante est tout le contraire d'une cascade. C'est même la plus dépouillée du film. Belmondo est assis au jardin du Luxembourg près de Jacqueline Bisset. La plus belle femme du monde ne semble pas faire attention à ce personnage ordinaire mais le regard de l'acteur reste insistant, arrogant, sûr de lui, conscient que, si cette femme finit par tourner la tête, elle tombera amoureuse de lui.

Le plus émouvant dans ce film de Philippe de Broca n'est pas l'existence parallèle du personnage incarné par la vedette, avec ses aventures d'agent secret portant le panama et un complet blanc. Il est acquis pour tous que la vie rêvée de Jean-Paul Belmondo est depuis longtemps sa vraie vie. Son besoin d'accomplir lui-même ses cascades, afin de devenir un acteur total, unique en son genre, signale depuis longtemps qu'il n'existe guère de hiatus entre l'écran et la vie.

Mais là, en écrivain fauché, apprivoisant la vie, luttant avec le quotidien – un rôle de composition visant à le rapprocher de l'homme de la rue – et sur le point de conquérir cette créature sculpturale, l'acteur n'a peut-être jamais aussi bien réuni les conditions de son identification par le spectateur. Avec 2,4 millions d'entrées, le succès est au rendez-vous. Jean-Paul Belmondo a 40 ans. Cet âge où l'on peut désormais convaincre le monde entier que les plus beaux voyages, comme l'écrivait Philippe de Broca, se font par la fenêtre. ■

SAMUEL BLUMENFELD

Entretiens : Jean-Paul Rappeneau, Alexandra de Broca, Philippe Labro, Rémy Julienne.

Bibliographie : « Mille vies valent mieux qu'une », de Jean-Paul Belmondo (Fayard, 2016). « Belmondo », de Philippe Durant (Robert Laffont, 2011). « Définitivement Belmondo », de Laurent Bourdon (Larousse, 2017). « Belmondo, le magnifique », de Jérôme Wybon (Huginn & Muninn, 2018).

Prochain article Un nom, une marque qui écrase tout

MOKELUMNE HILL (CALIFORNIE) -
envoyée spéciale

Le local sent un peu la poussière mais comment en serait-il autrement ? Nous sommes aux archives municipales, et le bureau est fermé depuis plus de trois mois pour cause de Covid-19. Non pas que l'on ait vu le moindre malade à Mokelumne Hill, 646 habitants, mais le règlement s'applique à toute la Californie. Ce qui, dans le comté de Calaveras, ne va pas sans débat, voire rébellion : le shérif a même proclamé qu'il ne ferait pas respecter l'obligation de porter le masque antivirus décrétée par le gouverneur démocrate Gavin Newsom. Calaveras fait partie du *Trump country*, les contreforts de la sierra qui ont voté républicain en 2016. « *Rouvrons la Californie ! Destituons Newsom !* », revendique une affiche à l'entrée du village. Aujourd'hui comme hier, Mokelumne Hill est une terre de rebelles.

L'archéologue Julia Costello a exceptionnellement ouvert les archives, c'est la première fois depuis des semaines ; Ruby, son épagneul roux, se roule avec enthousiasme sur la moquette. Les dossiers sont prêts dans la salle de lecture, sous les gravures d'époque qui montrent French Hill, la colline qui surplombe Mokelumne Hill. Elle fut le théâtre, en 1851, d'un épisode fameux de la Ruée vers l'or que les journaux de l'époque – toutes proportions *non* gardées – ont appelé « *The French War* ». Rien de trépidant à l'échelle des règlements de comptes du Wild West, mais, dans l'histoire de la présence française en Californie, l'incident a fait date. Pour tout dire, le consul de France a dû se déplacer de San Francisco, soit deux journées à cheval et une en bateau, pour une mission de maintien de la paix entre les factions. Le bilan a été contenu – un mort, quelques blessés – mais la « guerre » de French Hill a bien eu lieu. Reste à savoir qui l'a gagnée.

UN ENDROIT MIRACULEUX

« Moke Hill », comme disent les locaux, a longtemps été pour ainsi dire terre de France. Le camp s'est d'abord appelé Les Fourcades, du nom de deux frères originaires de Dordogne, Albert et Jean. Prépositionnés dans la région de Monterey, ils étaient arrivés dès 1848, ce qui leur a permis d'être parmi les premiers à faire fortune. Dans l'univers cosmopolite des prospecteurs, les Français avaient la réputation d'avoir de la chance et de trouver de bons filons. Mokelumne Hill est de ces endroits miraculeux. D'ailleurs, c'est là que sont expédiés en novembre 1850 les gardes mobiles envoyés depuis Paris sur un bâtiment de la Marine nationale, en guise de remerciement pour les services rendus pendant la répression de 1848. De Stockton, on les entend monter en formation militaire, au pas cadencé. Cent cinquante hommes en uniforme, derrière leurs officiers et leurs clairons.

Mokelumne Hill a bientôt l'allure d'une sous-préfecture provinciale, la plus grande concentration de Français – quelque 6 000 – en dehors de San Francisco. Elle a ses restaurants, ses boulangeries, une société de bienfaisance, un hôtel de France, propriété de l'Alsacien George Léger (l'hôtel est toujours là, intact au coin de la rue Lafayette). Et un « *pharmacien parisien* » aux ressources multiples : « *Médicaments, soins dentaires, destruction de rats. Mort aux souris* »... Les Français « *excellents à s'installer confortablement* », note le journaliste écossais John David Borthwick. Là où les Américains entreprennent de déplacer des rivières et de déployer des rangées d'échafaudages

L'OR SE FAIT RARE,
LES AMÉRICAINS
CHERCHENT À ÉLIMINER LES
CONCURRENTS ÉTRANGERS.
IL EST VRAI QUE LE NOMBRE
DE MINEURS A EXPLODÉ :
50 000 FIN 1849,
125 000 FIN 1851



Tableau représentant
le lavage de l'or dans la rivière
Calaveras, en 1858. BRIDGEMAN IMAGES

Ci-dessous : A Murphys, près
de Mokelumne Hill, vers 1850.

OLD TIMER MUSEUM DE MURPHYS



Un vent de révolution souffle sur « Moke Hill »

LA CALIFORNIE, UNE HISTOIRE FRANÇAISE 5/6

Les Français de 1848 n'ont pas perdu leur esprit rebelle en arrivant dans le Golden State. Un projet de taxe pour les prospecteurs d'or étrangers met le feu aux poudres à Mokelumne Hill. Fusils, barricades... ils finissent par l'emporter

pour creuser plus profond, ils songent restaurants, jouent aux cartes...

Politiquement, les Français sont toujours aussi enflammés. Le 24 février 1851, on fête royalement (si on peut dire) le troisième anniversaire de la chute de la monarchie de Juillet. Les festivités épâtent les journalistes du *Sonora Herald* qui en font le compte rendu le 15 mars : un banquet de 150 personnes, servi par les restaurateurs Louis Lecoq et Louis Vielle, avec un raffinement jamais vu dans une contrée où le principal divertissement est le combat du dimanche entre un grizzly nommé Général Scott et un taureau (l'ours est attaché à un piquet). Pas de soirée sans *Les Girondins*, l'hymne officieux de la II^e république, relève Borthwick, qui précise avoir été invité à un autre banquet, socialiste celui-là. Il y a noté des références à Fourier, Robespierre, Spartacus – et aussi à Jésus-Christ et Moïse, s'étonne-t-il.

Mais à l'épreuve de la loi de la jungle – et surtout de la sierra – la révolution n'est plus aussi intransigeante. Des réconciliations ont lieu. Les insurgés de 1848 cohabi-

tent avec les anciens gardes mobiles qui les ont combattus. Des conversions surviennent. Pierre Cauwet, qui avait publié un pamphlet contre Louis-Napoléon, finira par défendre le régime impérial après le sacre de décembre 1852. A des milliers de kilomètres de chez eux, les mineurs se rassemblent par nationalités, plus préoccupés de survie que d'idéologie. « *Ils essaient surtout de se protéger des Américains, qui représentent une menace pour tous les groupes nationaux* », explique l'historien Malcolm Rohrbough, professeur émérite à l'université Yale et spécialiste du Gold Rush.

LA RÉVOLTE GRONDE

Les Français sont énervés par la taxe décrétée dès sa première session par l'assemblée de Californie, en avril 1850. Le Foreign Miners Tax Act impose aux étrangers de payer 20 dollars par mois pour prospecter. L'auteur de la loi est un Texan violemment xénophobe, Thomas Jefferson Green, qui s'est lancé en politique après avoir été chassé de la rivière Yuba où il em-

ployait des esclaves. A Sonora, la bourgade voisine, les citoyens donnent vingt jours aux étrangers pour adopter la nationalité américaine, faute de quoi leurs *claims* (revendications sur la propriété en tant que premiers occupants) seront annulées. L'or se fait rare, les Américains cherchent à éliminer les concurrents étrangers. Il est vrai que le nombre de mineurs a explosé : 50 000 fin 1849, 125 000 fin 1851.

Les Mexicains comprennent vite qu'ils sont les premiers visés et plusieurs milliers d'entre eux retournent chez eux. « *Les Américains ne cherchaient pas à s'en prendre aux Français ni même à leur appliquer la taxe*, affirme Julia Costello. *Ils fréquentaient leurs restaurants, allaient à l'église avec eux*. » Mais les Français dénoncent la discrimination et ne sont pas les seuls : les Chiliens sont furieux contre la taxe (il y aura aussi une « guerre chilienne » dans le comté), ainsi que les Italiens, mais également les Argentins, des exilés politiques eux aussi, qui ont fui la tyrannie du dictateur Rosas. La révolte gronde. Un incident a déjà eu lieu un peu plus bas dans la val-

lée, quand le percepateur s'est annoncé. Les Français ont monté des barricades, sorti les fusils et décrété qu'ils n'avaient pas fait tomber la monarchie à Paris pour se plier aux ordres de quelques Yankees, fussent-ils receveurs des impôts. Ils ont eu gain de cause. « *Une suite à la Révolution française* », a commenté, amusé, le pionnier allemand Friedrich Gerstäcker.

La « guerre » de Mokelumne Hill démarre le 23 avril, quand le « Vendéen », ancien officier de marine, une forte tête dont le signalement revient plusieurs fois dans les archives mais dont l'identité n'a apparemment pas été percée, se fait serrer d'un peu trop près par un Américain – qui se révélera être un Irlandais. Le Français a trouvé un filon prometteur sur French Hill, les Américains sont aux aguets. Ils ont affiché sur les arbres un décret menaçant les étrangers d'expulsion. Dans la bagarre qui suit, un Irlandais est tué et ses camarades anglo-saxons crient vengeance. Le « Vendéen » appelle ses compatriotes à la rescousse et bientôt le drapeau tricolore est planté sur French Hill, transformée en forteresse. Les Français s'échauffent ; ils parlent de reconquérir « Moke Hill », de lui rendre son nom originel de Fourcades, cela en vertu de la doctrine de la découverte, qui donne un droit de propriété aux premiers arrivants...

UNE SOMBRE MÊLÉE

Les Américains, qui ont appelé des renforts, donnent douze heures aux rebelles pour rendre les armes et livrer le coupable du meurtre de l'Irlandais. Evidemment, les Français refusent : les gardes mobiles sont des militaires ; il est hors de question qu'ils se défassent de leurs fusils. Des centaines d'hommes se massent des deux côtés. Et même une femme si on en croit quelques récits. Les Français, en infériorité numérique, battent en retraite mais se préparent à revenir... Une sombre mêlée, où les uns font retraite, pendant que des hors-la-loi essaient de piller l'or des Français dans la mine désertée, et que les Américains préparent l'assaut...

Alerté, le consul français, Patrice Dillon, arrive le 3 mai avec Thomas Butler King, le receveur des impôts, et un colonel américain. Les délégués des factions ennemies sont rassemblés sous une grande tente. La trêve est déclarée, acceptée par les belligérants, le temps des discours. L'Américain en appelle à l'histoire et convoque le souvenir de La Fayette et le soutien des Français à l'indépendance des Etats-Unis – l'assistance verse une larme. Le consul de France, lui, se trouve être d'origine irlandaise, un coup de génie. Enfin un Français qui sait parler aux Anglo-Saxons...

La paix est conclue. Mais par quoi ? Selon les journaux locaux, le « Vendéen » et ses amis ont perdu leur mine et été contraints de quitter les lieux. « *Dans le conflit "gardes mobiles contre Anglo-Saxons", ce sont les seconds qui l'ont emporté* », vante le *Stockton Times*. Ce n'est pas tout à fait la conclusion du consul Dillon ou des récits français. Remettons-nous en à l'opinion de Malcolm Rohrbough. Selon lui, les Français ont été « *rétablis dans leur droit* » à exploiter le filon de French Hill, « *un résultat crucial dénotant la faiblesse de l'argumentation américaine* ». Bref, ils ont gagné. Cocorico ! Un an après, la taxe contre les étrangers a fini par être abandonnée, sauf à l'encontre des Chinois.

Aujourd'hui, French Hill est largement livrée aux manzanitas et aux serpents à sonnette. Pas un marqueur pour signaler l'endroit. « *On en a tellement dans la région* », s'excuse Julia Costello, l'archéologue. Dans son livre *Quand la Californie était française* (Le Pré aux Clercs, 1999), l'écrivain Michel Le Bris veut croire que les Français ont laissé une empreinte plus profonde qu'il n'y paraît. La Commune a montré la voie. L'Internationale a triomphé. « *Et si la Californie était en fait le produit de leurs rêves révolutionnaires ?* », avance-t-il. Et si cette révolution de 1848, « *si volontiers décrite comme un échec* », avait réussi, « *mais de l'autre côté de l'Atlantique* » où elle a « *pris le nom de Californie* » ? Peut-être. Mais à la mine de Malakoff Diggins, en tout cas, c'est plutôt le capitalisme qui prend le dessus... ■

CORINE LESNES

Prochain article L'or contre le blé à Malakoff Diggins

LINA BO BARDI, EN COMMUNION AVEC LA FORÊT TROPICALE

AUPRÈS DE MON ARBRE 516 L'architecte italo-brésilienne s'est construit, près de Sao Paulo, une maison de verre

Un cube de verre posé sur de fins pilotis bleus. Enrobé d'un gros manteau d'arbres tropicaux, il est traversé en son cœur par un hévéa dont les racines apparentes fabriquent comme un socle sauvage. C'est ainsi qu'apparaît, depuis le pied de la colline où elle s'est greffée, la maison de Lina Bo Bardi (1914-1992), architecte italienne qui adopta, en 1951, l'année où elle la construisit, la nationalité brésilienne. «*La maison représente une tentative de communion avec la nature*, disait-elle. *Je cherche à respecter cet ordre naturel avec clarté. Je n'ai jamais aimé les maisons fermées qui se détournent de l'orage et de la pluie.*»

Nous sommes dans le Jardim Morumbi, quartier résidentiel de la périphérie de Sao Paulo où s'érigéait jadis une réserve de forêt tropicale peuplée de petits daims, d'opossums, d'ocelots, de grenouilles qui coassaient à la nuit tombée, de serpents magnifiques, d'oiseaux merveilleux... De ce monde, il ne restait plus grand-chose quand l'architecte acheta son terrain de 7 000 m², et, sur celui-ci en particulier, les arbres avaient tous été rasés.

Ceux qui y prospèrent aujourd'hui ont tous été plantés par elle. Ce sont des matériaux d'architecture au même titre que le béton, qu'elle aura été une des premières à utiliser pour une maison individuelle, ou que l'air qui circule entre les pleins et les vides. Des matériaux qui ravivent la mémoire d'un monde où vivaient des Indiens, où travaillaient des esclaves, dont les chaînes étaient toujours accrochées au mur de la vieille ferme voisine au moment de la construction.

Terre de promesses et d'utopie

Lina Bo Bardi fut la première à bâtir une maison dans le quartier. Elle avait 36 ans et venait de créer *Habitat*, une revue qui convoquait, autour de l'architecture, toutes les disciplines artistiques pour tenter de définir ce que pourrait être un «*environnement moderne*»... La «*Casa de Vidro*» («*la maison de verre*»), comme l'ont surnommée les riverains, était sa première réalisation. Avec son mari, le critique et marchand d'art italien Pietro Maria Bardi, elle allait y habiter pendant les quatre décennies suivantes, jusqu'à sa mort, en 1992 (la maison a depuis été convertie en fondation, l'Instituto Bardi, qui se visite comme un musée), et recevoir la fine fleur de l'avant-garde artistique mondiale : Roberto Rossellini, John Cage, Gio Ponti, Glauber Rocha, Caetano Veloso, Alexander Calder...

Biberonnée aux principes de l'architecture rationaliste, à l'art moderne et au cinéma de son temps, Lina Bo Bardi s'est formée en Italie dans l'atelier du grand architecte Gio Ponti et au contact de critiques comme Bruno Zevi. Pendant la guerre, elle se concentre sur le journalisme, la critique, le design, l'illustration, et rejoint la résistance communiste en 1943. En 1944 elle est nommée rédactrice en chef de l'influente revue *Domus*. Le bref espoir qu'elle nourrit, à la fin du conflit, de voir son pays, porté par une architecture régénérée en profondeur, renaître de ses cendres, l'abandonne quand la démocratie chrétienne rétablit au pouvoir ceux-là mêmes qui le conduisirent au désastre.

Avec Pietro Maria Bardi, qu'elle vient d'épouser, Lina Bo Bardi embarque pour le Brésil en 1946. Avant même de poser un pied à terre, la vision, depuis le pont du bateau, du monumental ministère de l'éducation nationale et de la santé, réalisé par Lucio Costa à partir de dessins de Le Corbusier, l'éblouit. Le pays entier lui apparaît comme cette terre de promesses et d'utopie où tout semble possible. Un pays sans ces ruines qui asphyxient la

vieille Europe, débordant de vitalité, de couleurs, de musique, de mythes fantastiques, où elle va s'affranchir de la rationalité pure et dure.

Ces arbres qui viennent lécher les parois de sa maison de verre, irriguant ses fondations de leur sève, expriment cet intense désir de vie. Ils ont en même temps valeur de manifeste. Comme elle le soutient dans son traité d'architecture (premier traité d'architecture jamais écrit par une femme, publié en 1957 aux éditions Habitat), la nature est au fondement de la discipline : une matrice de contraintes et d'inspirations qui contient le secret de l'harmonie et commande une approche du bâti organiquement liée à l'environnement.

Derrière ce splendide cube qui semble flotter dans son décor d'émeraude, on découvre une architecture d'inspiration vernaculaire, tout en murs blancs épais, percés de toutes petites ouvertures. Une expression de cette architecture pauvre (*arquitetura pobre*) dont Lina Bo Bardi se fera l'apôtre, qui compte avec le climat, les modes de vie locaux, privilégie les matériaux naturels et les méthodes de construction traditionnelles. Et que re-

flète l'agencement hétéroclite, à l'intérieur, de meubles de grands designers et de vieux buffets en bois, de sculptures de la collection de Pietro Maria Bardi et d'objets kitsch ou folkloriques, avec lequel l'architecte voulait délibérément brouiller les frontières entre haute et basse culture, et casser les hiérarchies coloniales. Le rapport entre extérieur et intérieur est troublé lui aussi par les baies vitrées qui font apparaître les arbres, depuis la grande pièce à vivre qui se déploie en forme de L, comme enfermés dans une serre.

CES ARBRES QUI VIENNENT LÉCHER LES PAROIS DE SA MAISON DE VERRE, IRRIGUANT SES FONDATIONS DE LEUR SÈVE, EXPRIMENT UN INTENSE DÉSIR DE VIE

La maison de verre est à l'architecture ce que le monochrome est à l'abstraction picturale : un module expérimental qui invite à pousser le plus loin possible les curseurs du modernisme, jusqu'à en révéler les contradictions cachées. Habitable à condition de disposer d'une boîte noire protégeant l'intimité de ses habitants, la maison de verre révèle que le grand mythe de la transparence, fondateur de l'architecture moderne, repose sur un culte du secret. Au tournant des années 1950, les plus grands s'en sont emparés : Philip Johnson avec sa célèbre Glass House (1949), Charles et Ray Eames avec leur Case Study House n°8 (1949), Mies van der Rohe avec la villa Farnsworth (1951), Oscar Niemeyer avec la Canoas House (1953).

Gigantesque arche de béton

Pour son coup d'essai, Lina Bo Bardi s'invitait donc à la table des maîtres et frappait un grand coup. En arrimant son pavé de verre, emblématique du style international de l'époque, à une architecture vernaculaire rustique, elle attaquait l'idéologie de la table rase constitutive du mouvement moderne, affirmant au contraire que le présent s'enracine dans un passé qui ne cesse jamais d'infuser. A l'image de la fantastique luxuriance des arbres de sa maison, qui puise sa sève dans leurs puissantes racines.

La reconnaissance tardera à venir. Lina Bo Bardi ne s'en plaindra pas, qui a toujours clamé qu'elle a pu faire ce qu'elle voulait, à commencer par le MASP, le Musée d'art de Sao Paulo (1968), gigantesque arche de béton qui domine la ville comme un monstre bienveillant, créant sous ses pieds un fabuleux espace public tandis qu'à l'intérieur les peintures, suspendues à des fils, semblent flotter dans le vide. Alors que ses compatriotes Oscar Niemeyer et Paulo Mendes da Rocha se sont respectivement vu gratifier du prix Pritzker en 1988 et 2006, cette architecte qui se revendiquait communiste et antiféministe, dont l'œuvre apparaît chaque jour plus en phase avec les considérations écologiques et culturelles actuelles, est restée sous les radars jusqu'aux années 2010, quand une série d'expositions, et de publications, l'ont mise dans la lumière. Elle est alors devenue, comme l'a ironiquement posé l'historien de l'architecture américain Barry Bergdoll, une «*starchitecte posthume*». ■

ISABELLE REGNIER

Prochain article Ariane Michel, en symbiose avec la forêt



ANDRÉ SANCHEZ

L'ALBUM QUI M'A FAIT AIMER... LES CANTATES DE BACH



« LAMBARENA » (1994)
HUGHES DE COURSON ET PIERRE AKENDENGUÉ

Jean-Sébastien Bach ? Je l'avais ignoré, comme tous les compositeurs de ce qu'on appelait «*la grande musique*» à la maison, quand j'étais gosse. Passé de France Gall (*Sacré Charlemagne*) et Hugues Aufray (*Santiano*) à des groupes de rock britanniques comme Manfred Mann, Uriah Heep, King Crimson ou Roxy Music, j'avais ensuite choisi le reggae de Bob Marley et la salsa. Bach, je m'y suis tout de même arrêté un peu plus tard. Contraint d'étudier sa vie et son œuvre, comme celles d'autres compositeurs, en vue de préparer un examen pour travailler dans la section musique des bibliothèques. Ma vraie rencontre avec lui aura lieu finalement en

grande partie grâce à l'Afrique, dont les musiques avaient suscité mon intérêt entre-temps. Et c'est l'album *Lambarena*, paru sur le label français Celluloïd, en 1994, année marquée d'horreur (le génocide des Tutsi au Rwanda) et de joie (l'élection présidentielle de Nelson Mandela en Afrique du Sud), qui aura permis cette opportunité. Tissage insolite entre la musique du compositeur allemand et les chants et rythmes de la forêt gabonaise, folle extravagance musicale et union improbable, *Lambarena* m'a emballé.

Conçu par Hughes de Courson, cofondateur de Malicorne, groupe-phare de la scène folk française dans les années 1970, et par Pierre

Akendengué, l'un des pionniers de la présence africaine sur la bande-son de la France, où il vécut vingt ans avant de retourner au Gabon, ce projet est né d'une idée de la productrice Mariella Berthéas.

Jouer au cœur de la forêt

Il rend hommage à Albert Schweitzer (1875-1965), médecin alsacien, pasteur et théologien, docteur en philosophie, Prix Nobel de la paix en 1952, qui avait créé en 1913 un hôpital à Lambaré, situé sur les rives de l'Ogooué, au sud-est de Libreville, la capitale gabonaise. Musicien passionné par Jean-Sébastien Bach, il s'y était fait livrer un orgue pour continuer à jouer au cœur de la forêt la musique du compo-

siteur, auquel il avait consacré un essai en 1905, *J. S. Bach, le musicien-poète* (réédité en 2019 chez Nabu Press).

Lambarena, qui résonne donc comme un écho aux années africaines du célèbre docteur, fédère autour d'Hughes de Courson et de Pierre Akendengué plus de 250 choristes du Gabon, des musiciens traditionnels, un orchestre classique (dirigé par le guitariste et compositeur franco-argentin Tomas Gubitsch), un chœur baroque, des chanteurs et instrumentistes solistes (le percussionniste brésilien Nana Vasconcelos, le violoncelliste Vincent Segal, le percussionniste camerounais Sami Ateba). De *La Passion selon saint Jean* aux cantates

BWV 147 (avec la fameuse pièce *Jesus bleibet meine Freude, Jésus, que ma joie demeure*) ou BWV 208 (*Was mir behagt, ist nur die muntre Jagd, Mon seul plaisir est la joie de la chasse*), Bach jaillit et flamboie entre les chants d'allégresse des voix et des rythmes du Gabon.

Cette année-là, dans les rayons de musique classique des médiathèques, j'empruntais des enregistrements de référence des cantates de Bach, les versions de Nikolaus Harnoncourt et de Gustav Leonhardt. Converti. ■

PATRICK LABESSE

Edition originale Celluloïd, rééditée en 1995 par Sony Classical, sous le titre «*Lambarena : Bach to Africa*».



UN AMANT ENCOMBRANT À WESTMINSTER

SEXE ET POUVOIR

EN 2018, le réalisateur Stephen Frears a intitulé *A Very English Scandal* la mini-série, diffusée sur BBC One, qu'il a consacrée à l'affaire Jeremy Thorpe. On ne saurait mieux dire. Cette histoire de politicien fauché en pleine gloire à la suite d'une tentative de meurtre sur fond d'homosexualité a marqué le Royaume-Uni, terre d'élection reconnue de scandales politico-sexuels.

Dans l'Angleterre des années 1960-1970, aimer les hommes n'est pas recommandé pour qui nourrit l'ambition de briller en politique, même si l'homosexualité a été dépénalisée en 1967. Cette évidence n'a pas échappé à Jeremy Thorpe, député libéral du North Devon. Jusqu'alors, il est parvenu à faire comme si. Les services de renseignement sont au courant et, pressenti pour être le *best man* (« témoin ») d'Anthony Armstrong-Jones lors de son mariage avec la princesse Margaret, il a été écarté en raison des rumeurs qui courent sur son compte. Cela ne prête pas à conséquence. Aussi, élu président du Parti libéral à seulement 38 ans, s'agace-t-il de l'insistance avec laquelle Norman Scott, un ancien amant, le sollicite.

Psychologiquement fragile, ce jeune homme un peu paumé tente sans grand succès de se lancer dans une carrière de mannequin. Pendant dix ans, il va régulièrement se manifester pour réclamer à Thorpe des petits services, un job, mais aussi de l'argent, en menaçant de révéler leur liaison passée. Aux élections de 1974, les libéraux ont approché les 20 % des voix et bien failli former un gouvernement avec les conservateurs. Alors que les journaux commencent à parler de « l'ère Thorpe », le député qui monte veut surtout éviter ce que l'on appellerait aujourd'hui un « outing ».

Vrai-faux tueur
Aurait alors germé l'idée de se débarrasser de Norman Scott. Andrew Newton est désigné comme exécutateur des basses œuvres, contre environ 20 000 livres. Avec sa Mazda jaune criard, ses costumes rayés et ses cravates bariolées, le type n'est pas très discret. Et puis, ce n'est pas non plus un tueur né : il panique et abat Rinka, le dogue allemand de Scott, mais son arme s'enraye au moment d'exécuter la victime désignée.

Pris de panique, il s'enfuit. Quatre ans seront nécessaires pour que les faits soient établis et le député inculpé d'incitation au meurtre. En 1979 s'ouvre ce que les tabloïds présentent comme « le procès du siècle ». Jeremy Thorpe garde obstinément le silence, et la défense plaide qu'il s'agissait seulement de faire peur à l'importun. Les revirements de déclarations des témoins, dans un contexte de fuites dans la presse à scandale, font mauvais effet auprès des juges. Au terme de six journées de débats, les prévenus sont acquittés, mais, pour Jeremy Thorpe, 50 ans, la politique, c'est fini.

« Aujourd'hui, je crois que le public serait plus compréhensif. A l'époque, les gens ont été très troublés... Cela choquait leurs valeurs », confie-t-il au *Guardian* en 2008, juste avant sa disparition. Il y aura tout de même une condamnation dans l'affaire Jeremy Thorpe. Celle de Newton, le vrai-faux tueur, à deux ans de prison pour le meurtre du dogue allemand, victime collatérale d'une affaire que, de guerre lasse, les tabloïds baptiseront le « Rinkagate ». ■

JEAN-MICHEL NORMAND

À CHINON, LA VÉRITÉ SORT DU PUY

PAYSAGES DE VIGNES 516 Dans la plus grande appellation de vins rouges du Val de Loire, une quinzaine de domaines cultivent le raisin sur ces petites collines, dont le sol de sable et la végétation évoquent la Méditerranée



Vignoble du Chinonais (Indre-et-Loire). ADELINE PRAUD POUR « LE MONDE »

CHINON (INDRE-ET-LOIRE) -
envoyée spéciale

On peut traverser Chinon sans voir une seule vigne, c'en est presque scandaleux ! », s'exclame le vigneron Jean-Martin Dutour, en souriant. Réputée pour sa forteresse médiévale, la ville a pourtant donné son nom à la plus grande appellation de vins rouges du Val de Loire. Soit 2 300 hectares de cabernet franc pour le rouge et une centaine d'hectares à peine de chenin pour le blanc. Alors, où se cache la vigne ? Tout autour, dans vingt-six communes, de part et d'autre de la Vienne, la rivière qui se jette plus loin dans la Loire. Elle se cache aussi dans Chinon même, à sa périphérie. Et ce vignoble-là, même s'il est tout petit (10 % de l'ensemble), mérite qu'on s'y arrête.

Sa topographie est en effet l'une des plus étonnantes qui soient : le raisin pousse sur des puits, c'est-à-dire des petites collines, à la fois sauvages et habitées, qui surplombent Chinon, sur la rive droite de la rivière. Ces buttes, qui ont poussé en Indre-et-Loire, proviennent des dernières plissures géologiques des puissants monts d'Auvergne. Elles culminent à une trentaine de mètres en moyenne mais échappent au gel. Elles conviennent aux habitants de maisons élégantes et à la vigne. Le puy Besnard, à 88 m, est le plus élevé. « Chaque butte a son originalité, décrit le pédologue Dominique Boutin. Face à la forteresse de Chinon, le puy de la Lysardière, par exemple, domine la ville. On dit qu'il existe huit puits autour de Chinon. Ce n'est pas tout à fait exact, mais on ne va pas se chamailler pour ça ! »

Une anomalie géologique
Ces puits ne paient pas de mine quand on les observe de loin. Quand est au milieu, ou les pieds dedans, les sensations sont fortes. Car ils confèrent au paysage une image aussi méditerranéenne qu'inattendue. Déjà, par la variété exceptionnelle d'orchidées et de nombreuses plantes du Sud – genévrier, pin maritime ou serpolet. Et surtout par son sol, y compris au milieu des vignes, qu'il faut fouler et arpenter pour voir et ressentir combien il est moelleux : du sable calcaire, tantôt or,

tantôt ocre marron, parsemé de pointes de fer qui ont l'apparence de grains de poivre noir. Rien à voir avec les vignes sablonneuses de Camargue. Et encore moins avec les vignes herbues et la terre argileuse des villages autour de Chinon.

Ces fameux puits du Chinonais, atypiques dans le Val de Loire, sont le résultat d'une anomalie géologique. « Il s'agit d'un petit massif tectonique fortement désagréé. D'où la multiplication de monticules », explique Dominique Boutin, qui étudie le site depuis une quarantaine d'années. Auteur de *Chinon. Voyage au pays de Rabelais* (Gallimard, 2017), Jean-Martin Dutour ajoute : « Ce qui est unique, c'est que ce terroir d'érosion ne donne pas du sable granitique, mais des buttes calcaires qui ne se sont pas érodées en même temps que le reste, qui est du tuffeau. On retrouve alors, sur les sols des hauts du coteau, du millarge, un calcaire coquillé, un peu vernissé, qui ne retient pas l'eau. » Un sol, ajoute Dominique Boutin, riche en fer, potasse et autres molécules utiles à la vigne.

Ces puits dégagent aussi une impression de chaleur, favorisée par un microclimat sec bien réel. C'est un atout depuis vingt siècles pour la vigne. Mais un atout qui peut devenir « problématique » si le réchauffement de la planète persiste, prévient Dominique Boutin. « Pour l'instant, les effets desséchants sont plus ou moins circonscrits, mais lors des canicules, par exemple celle de 2009, le raisin a manqué d'acidité. » Peut-être, alors, les vignerons devront-ils planter des cépages plus adaptés. Certains le font déjà, mais il faudra sans doute attendre dix ans pour juger des résultats.

LE CABERNET FRANC CULTIVÉ SUR UN PUY DONNE UN VIN « PLUS AROMATIQUE, PLUS FLORAL ET PLUS FRUITÉ », EXPLIQUE LE VIGNERON FABRICE GASNIER

Une quinzaine de domaines cultivent le raisin et produisent du vin sur les puits. Jean-Martin Dutour en dirige deux, le château de la Grille et le château de Saint Louans. Depuis ses terres, il voit au loin la plaine s'étaler de l'autre côté de la Vienne, où le vignoble « classique » est rythmé par les champs de blé, d'orge ou de maïs, mais aussi par des truffières toujours plus nombreuses. « Cette biodiversité est importante car c'est la monoculture qui contribue aux maladies de la vigne. »

Jean-Martin Dutour ajoute : « N'oublions pas que les sols viticoles sont modifiés par nos pratiques culturales – nous construisons des murs, retenons les sols, etc. » Il le prouve avec une petite parcelle logée sur la pente d'un puy, qu'il a plantée en chenin sur des terrasses soutenues par des murs. Ce Clos des Aubuis surplombe la Vienne d'une vingtaine de mètres. Entre la vigne et la rivière se trouvent des habitations privées, avec lesquelles il n'est pas toujours simple de cohabiter. Même si le domaine est en bio... Aurélien Schlienger, le chef de culture des domaines de Jean-Martin Dutour, informe les voisins de chacun de ses traitements : « Récemment, mon tracteur est tombé en panne et j'ai dû traiter le lendemain du jour prévu. Mes voisins n'étaient pas contents. »

Réappropriation du paysage
Cette proximité entre vigne et habitat explique sans doute en partie pourquoi environ 30 % des domaines de l'appellation chinon, qu'ils soient plantés sur les puits ou en bas autour de la rivière, sont certifiés en biologie ou en conversion. Et puis il y a la proximité avec le client, qu'il ne faut pas négliger. Ce vin est vendu à 90 % en France, surtout dans la grande région Nord-Ouest, à des prix bas – entre 5 et 8 euros. « Nous vendons beaucoup en direct à des particuliers, qui viennent remplir le coffre de leur voiture. Certains de nos clients n'hésitent pas à faire 100 km pour acheter 300 bouteilles d'un coup », explique Jean-Martin Dutour, qui est également président de l'interprofession des vins du Val de Loire. A ces prix, il serait dommage de se priver. Car le paysage et l'environnement exceptionnels que forment les puits de Chinon donnent nais-

DE L'AUTRE CÔTÉ DE LA VIENNE, LE VIGNOBLE « CLASSIQUE » EST RYTHMÉ PAR LES CHAMPS DE BLÉ, D'ORGE OU DE MAÏS ET PAR DES TRUFFIÈRES

sance à des vins structurés que l'on peut garder longtemps en cave avant de les boire. Des vins charpentés et pourtant fort digestes.

Elu président de l'appellation chinon en juin, Fabrice Gasnier, vigneron à Cravant-les-Côteaux, se fait fort de distinguer à l'aveugle un vin concocté sur un puy d'un autre produit dans la plaine : « Je suis loin d'être un champion de la dégustation, mais comme nous avons un seul cépage de rouge, le cabernet franc, c'est une occasion unique de découvrir les saveurs et atouts de chaque terroir. »

Nous lui demandons alors de définir plus précisément un vin de puy par rapport à un vin de plaine. « Les deux sont soyeux ! » Mais encore ? « Si le vin enveloppe bien le palais, en haut et en bas, c'est qu'il y a de la minéralité, c'est qu'il provient d'un sol calcaire, donc plutôt en coteau. S'il est gras, alors il vient de la plaine. » Il précise enfin que le cabernet franc cultivé sur un puy donne un vin « plus aromatique, plus floral et plus fruité, plus sur la framboise. La bouche est croquante et fraîche ».

Il y a en effet des trames géologiques qui ne trompent pas. Cependant, pour les vignerons du Chinonnais, et on les comprend, il n'y a pas de hiérarchie à établir entre telle ou telle vigne, comme on le fait en Bourgogne, mais simplement des distinctions. Aussi des vignerons ont-ils récemment fait apparaître, devant telle ou telle parcelle, des bornes en pierre qui disent leurs noms. Nommer, c'est distinguer, singulariser, valoriser. C'est aussi une manière collective de se réapproprier le paysage et d'en comprendre la complexité. ■

LAURE GASPAROTTO

Prochain article Collioure et banyuls

En 1858, le poète et philosophe américain Henry David Thoreau (1817-1862) lance un appel à la création de parcs nationaux, jouant ainsi un rôle fondateur dans l'émergence de la protection de la nature. En 2019, le géographe français Estienne Rodary prône « une politique de la connectivité » et affirme que la tentation de préserver des « enclaves de nature » est incompatible, écologiquement et socialement, avec notre époque. C'est qu'entre ces deux dates, notre rapport occidental au monde a considérablement évolué. Et, avec lui, la réflexion sur la manière dont il convient d'en prendre soin.

Thoreau, l'auteur de *La Désobéissance civile*, avait une passion pour la marche. En explorant les montagnes sauvages proches de la frontière nord-est avec le Canada – dont les récits furent rassemblés, en 1864, dans *Les Forêts du Maine* (Rivages Poche, 2018) –, il découvre une nature « immense, titanique », que le poète personnalise et qui ne fait guère de place à l'homme. « Elle ne lui sourit pas comme dans les plaines, écrit-il. Elle semble demander sévèrement : pourquoi es-tu venu ici avant ton heure ? Ce terrain n'est pas encore prêt pour toi. Cela ne te suffit donc pas que je sois dans les vallées ? Je n'ai jamais créé ce sol pour tes pieds, cet air pour ton souffle, ces rochers pour être tes voisins. » C'est la grande époque de la wilderness : l'exaltation de la nature à l'état sauvage, sublime mise en scène de l'œuvre divine.

LA « WILDERNESS », SYMBOLE DE PURETÉ

« Pour les colons puritains de l'amérique du XVII^e siècle, wilderness est d'abord un terme de la Bible : c'est le désert au sens ancien du terme, la dérélition dans laquelle se trouvent les hommes lorsqu'ils sont abandonnés de Dieu, rappelle la philosophe de l'environnement Catherine Larrère. Le mouvement s'inverse au XVIII^e siècle, notamment sous l'influence du prédicateur et théologien Jonathan Edwards. La wilderness devient la nature que l'homme n'a pas corrompue, un symbole de pureté. » Dans le sillage de la sensibilité romantique qui s'épanouit alors en Europe, le philosophe transcendantaliste Ralph Waldo Emerson (1803-1882), pour qui la priorité est de chercher ce qui unit l'homme et la nature, ouvre la voie. Suivra Thoreau, et après eux l'écrivain John Muir (1838-1914), dont l'action a notamment contribué à sauver la vallée de Yosemite, en Californie.

Pour ces pionniers de la défense de l'environnement, en cette époque d'industrialisation croissante, il importe avant tout de sauvegarder la nature sauvage. De leur combat naîtront les premiers parcs nationaux – à commencer par Yellowstone, en 1872. « Cette approche, que l'on qualifie de préservationniste, entend limiter l'emprise humaine, préserver des lieux, des territoires "où l'humain est un visiteur qui ne fait que passer" », souligne la philosophe Virginie Maris, en reprenant les termes du Wilderness Act (la loi américaine sur la protection de la nature), voté en 1964. Mais la réflexion environnementaliste nord-américaine, qui fut souvent pionnière, ne s'arrête pas là. En parallèle émerge une autre approche, plus morale, fondée sur le respect que nous devons à la planète. Une démarche por-

tée notamment par Aldo Leopold (1887-1948), un ingénieur forestier rompu à la gestion des ressources naturelles, qui vit dans la région des sables du Wisconsin, dans le nord-est des Etats-Unis.

Dans un petit livre publié à titre posthume en 1949, *Almanach d'un comté des sables* (Flammarion 2017), Leopold décrit le territoire et les paysages qui l'entourent. L'originalité de ce texte tient pour beaucoup à la posture de son auteur : celle d'un chasseur expérimenté plutôt que d'un moraliste. Or, savoir trouver son gibier, c'est être capable d'adopter le point de vue de l'animal que l'on traque. C'est quitter sa position en surplomb pour se mettre à sa place. C'est apprendre à « penser comme une montagne » car « seule une montagne a vécu assez longtemps pour écouter objectivement le hurlement du loup ».

Dans la dernière partie de son *Almanach*, le forestier défend ainsi une

LA FIN DE LA NATURE ? 5|6

Souvent américains, les pionniers de la défense de l'environnement entendaient sauvegarder la nature sauvage. Aujourd'hui, il s'agit d'être avant tout responsables de nos actions les plus quotidiennes. D'agir, non pas sur, mais avec la nature

« éthique de la terre » (*land ethic*) : une manière d'être au monde qui « élargit simplement les frontières de la communauté de manière à y inclure le sol, l'eau, les plantes et les animaux » – ce qui, ajoutait-il, ne peut exister « sans amour, sans respect, sans admiration pour [la terre], et sans une grande considération pour sa valeur ».

Une réflexion que poursuit aujourd'hui, à l'aune du désastre écologique actuel, le philosophe américain John Baird Callcott. Proposant de substituer à l'anthropocentrisme un « écocentrisme », celui que Catherine Larrère considère comme « sans doute le plus fécond et le plus original des théoriciens contemporains de l'éthique environnementale » s'attelle à une entreprise ambitieuse, dont *Ethique de la terre* (Wildproject, 2010) donne un aperçu : la refonte intégrale de l'idée de nature.

UNE VALEUR INTRINSÈQUE

Pour Callcott, la terre n'a pas une simple valeur instrumentale, mais une valeur intrinsèque. Cela n'interdit pas d'en tirer profit, mais pas dans n'importe quelles conditions. « Les êtres humains, auxquels nous conférons une valeur intrinsèque, n'en sont pas moins appelés, dans le contexte professionnel, "ressources humaines" », observe-t-il. Mais dans les sociétés qui reconnaissent les droits de l'homme, l'utilisation de ces « ressources » est limitée par des contraintes éthiques et légales. « Si la valeur intrinsèque de la nature était officiellement reconnue, on continuerait d'exploiter la nature, mais de semblables contraintes seraient mises en œuvre pour limiter cette exploitation. »

Nous voici loin de la wilderness. Il ne s'agit plus de « protéger » à distance, mais d'être responsable dans nos actions les plus quotidiennes. D'agir non pas sur, mais avec la nature. Comme l'ont pratiqué depuis l'Antiquité les peuples autochtones de l'immense Amazonie, aujourd'hui dévastée par les intérêts in-

dustriels. Comme tentent – non sans mal – de le faire les populations des aires protégées d'Afrique australe, où les parcs nationaux hérités de la période coloniale sont devenus, note le géographe Estienne Rodary dans *L'Apartheid et l'animal* (Wildproject, 2019), « des espaces sauvages habités d'espaces sociaux ».

Faut-il, donc, en finir avec la préservation de l'environnement dans son état premier ? Sous les effets conjoints des sciences de l'écologie, de l'émergence du « développement durable » et du souci croissant d'atténuer le dualisme en l'homme et le reste du monde, ce principe défendu au XIX^e siècle a, certes, perdu de sa vigueur. Il n'en trouve pas moins de nouveaux défenseurs, telle la philosophe de l'environnement Virginie Maris (voir extrait). Car intégrer les humains dans la nature, remarque-t-elle, « c'est faire essentiellement de celle-ci le milieu des humains et perdre notre capacité à la reconnaître et à la défendre dans son altérité ». Cette chercheuse au CNRS invite ainsi à redonner sa place à *La Part sauvage du monde* (Seuil, 2018) – cette nature « qui se fait sans nous, autre, extérieure, autonome », irrémédiablement étrangère aux finalités humaines.

« Dans le mot latin *servare* ("préserver", "conserver"), il y a l'idée de soigner, mais il y a aussi celle d'empêcher l'altération, remarque, quant à elle, Anne Simon, spécialiste de l'animalité en littérature. Le mot "préserver" est donc ambivalent : soit on est du côté d'un soin et d'un souci, soit on est du côté d'un maintien en l'état. » A cette deuxième définition, répondent les tentatives actuelles pour sauvegarder le vivant de la disparition pure et simple – réserves naturelles, zoos dans lesquels sont reproduites les espèces menacées d'extinction, biobanques telle la Réserve mondiale de semences du Svalbard, en Norvège.

A la première, qui a sa préférence, revient la mission de préserver la nature « comme énergie, comme puissance temporelle ». C'est pourquoi Anne Simon plaide pour qu'on laisse les toiles d'araignée dans certains coins de la maison. Pour qu'on se préoccupe de nos sous-sols urbains (« où les racines des arbres sont probablement isolées les unes des autres, alors qu'on sait désormais qu'elles constituent pour eux un moyen de communication »). Pour qu'on laisse dans les villes, grandes et petites, « de la place aux interstices et aux friches ». Des gestes en apparence dérisoires, dont la multiplication pourrait toutefois ouvrir la voie à une autre manière de partager le monde avec les non-humains. ■

CATHERINE VINCENT

Prochain article : Cohabiter avec tous les vivants



CHRISTELLE ENAULT

PROTÉGER LA NATURE, MAIS COMMENT ?

« LES SOURCES DU RÉENSAUVAGEMENT DU MONDE »

Le modèle de développement extractiviste et productiviste est en train de s'autodétruire tant il a ignoré le tissu vivant (...). Inventer des façons plus douces de cohabiter avec le vivant non humain est donc un enjeu essentiel pour la protection de la nature autant que pour le bien-être humain. Néanmoins, ceux qui défendent une écologie de la reconnexion le font souvent en prenant d'abord appui sur une critique de la préservation de la nature sauvage (...) [Or], pour "faire avec" la nature, encore faut-il connaître son partenaire, et pour le connaître lui donner une chance d'exister selon les modalités qui lui sont propres, sans entraves.

EXTRAIT

Nous nous sommes habitués à la nature contrainte et affaiblie que l'on côtoie dans les villes et dans les campagnes. Nous trouvons normal de voir dans certains quartiers autant de chats que de maisons – et d'autant moins d'oiseaux et de petits mammifères –, mais nous voulons pouvoir rouler à grande vitesse sur des routes forestières sans risque de collision avec des ongulés. Sans référence à une nature non contrainte par les influences humaines, il est impossible de se donner une idée du niveau de diversité et de densité que les milieux naturels peuvent contenir. (...) Là où nous vivons, il faut apprendre à "faire avec" la nature plutôt qu'à faire contre, naviguer sur ses eaux d'une façon acceptable pour

nous, mais aussi pour les autres entités qui peuplent nos villes, nos champs et nos forêts. Mais la nature ne peut s'exprimer pleinement nulle part mieux que dans les territoires que l'humain n'a pas aliénés à ses propres besoins. C'est cette part sauvage du monde qui permet à la vie non humaine de suivre son propre cours.

Aujourd'hui, les aires protégées sont des refuges, mais si nous relevons le défi de la reconnexion et que nous réussissons à penser autrement nos villes et nos campagnes, elles deviendront les sources du réensauvagement du monde. ■

La Part sauvage du monde, de Virginie Maris (Seuil, 2018)

Enrico Navarra Galeriste



En 2007. FREDERIC SOULOY/GAMMA-RAPHO VIA GETTY IMAGES

Il avait inventé une nouvelle façon de concevoir le marché de l’art, originale mais peu reproductible, tant elle tenait à sa personnalité chaleureuse, comme à un sens de la prise de risque qui fut souvent couronné de succès. On lui doit le premier ouvrage d’importance, publié en 1996, consacré à Jean-Michel Basquiat. Il a fait aussi beaucoup pour Keith Haring, Zao Wou-ki, Yue Minjun ou Bernar Venet. Le galeriste et éditeur Enrico Navarra est mort mardi 21 juillet, au Muy (Var), à l’âge de 67 ans.

Né le 6 février 1953 à Paris, Enrico Navarra débute en 1975 dans la vente d’estampes. Un collectionneur du sud de la France le reçoit, regarde le contenu, plutôt décevant, du carton à dessins, et lui demande s’il n’a rien de Chagall. «*De qui?* demande Navarra, qui adorait raconter cette histoire. – *Chagall enfin, un des grands de l’art moderne ! Vous ne connaissez pas ? – On ne peut pas connaître tout le monde !*» La réplique fit la joie du collectionneur, qui s’évertua à lui présenter la veuve du peintre. Elle lui confia des œuvres, et il sut les vendre. Il fut un des premiers Français, dès 1979, à aller sur les marchés japonais, coréen, indien, et chinois, qu’il cultiva en profondeur.

Sa première incursion dans l’art contemporain a lié pour tous jours son nom à celui de Jean-Michel Basquiat (1960-1988). Il ne l’a pas connu, mais l’a découvert par l’entremise de l’avocat Pierre Hebey : «*En 1988, je lui ai racheté un tableau qui ne rentrerait pas chez lui*», se souvenait-il dans le catalogue de l’exposition qu’il avait consacrée aux dessins de l’artiste au château La Coste (Bouches-du-Rhône) en 2019. «*Un mois plus tard, à New York, j’en achète encore deux. A l’époque, c’était 150 000, 200 000 francs, un tableau...*»

Petite révolution
En octobre 1988, après la mort de Jean-Michel Basquiat, il visite la FIAC avec Jean-Louis Prat, qui dirigeait la Fondation Maeght, à Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes). Navarra voit Prat acheter un Basquiat et lui dit : «*J’en ai moi-même, on peut peut-être faire un accrochage d’artistes américains contemporains avec quelques tableaux de lui. Il me répond : “Ce qu’il faut faire, c’est une expo Basquiat !” Pour lui, c’était un des meilleurs artistes du XX^e siècle.*» Ecoutant l’oracle, il en achète une quinzaine, et expose l’artiste en 1989 dans sa première galerie, qu’il inaugure la même année à

Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré. Il publie ensuite son livre sur Basquiat, aidé par le père du peintre : «*Nous avions convenu de faire une monographie de 200 pages, puis 300... On a dû finir à 600...*» Car, quand il s’agissait de livres (du reste aussi d’ailleurs), Enrico Navarra ne comptait pas, il visait la perfection. Il les vendait rarement : il les offrait plutôt.

Il s’agit là d’un des éléments de la petite révolution qu’il a menée dans le marché de l’art. Ses livres l’aidaient à prospecter de nouveaux marchés. Il en a ainsi consacré un aux artistes (et un autre aux architectes) chinois, aux Indiens, aux Brésiliens et aux Thaïs, et d’autres sont en préparation sur l’Afrique, Israël, le Japon et la Corée du Sud.

Cette vision originale, on la retrouve en 2006 lors de la Foire de Bâle à Miami : au lieu de s’y agglutiner avec ses confrères, il loue le dernier étage d’un grand hôtel, un penthouse d’un millier de mètres carrés («*pour le prix d’un stand à la foire*», s’amusait-il dans *Le Monde*), y accroche quelques tableaux, plus une surprise, et tient table ouverte. Tous les collectionneurs passent voir. La surprise, c’est l’architecte Rudy Ricciotti. Navarra (qui a aussi consacré un – gros – livre à Tadao Ando et un autre à Jean Nouvel) lui a demandé de concevoir une maison, qui s’ajoutera aux deux qu’il possède déjà sur une colline du Muy, près de Saint-Tropez. Un écran géant montre ce que sera l’édifice : un mur unique, soutenant une toiture gigantesque, grâce à un nouveau béton, le ductal. Une performance, les visiteurs sont bluffés.

Au point de vouloir venir voir l’original. C’est le troisième étage de la fusée Navarra : plutôt que de tenir boutique à Paris, il reçoit chez lui, l’été. Des collectionneurs, certes, mais aussi des amis, voire de simples curieux. L’ambiance est bon enfant, souvent riieuse, jamais guindée, et à la fin de la saison estivale, outre quelques nouveaux amis, Enrico Navarra a recueilli grâce aux conversations de table de très précieuses informations sur l’évolution du marché. ■

HARRY BELLET

Le Monde

Le Carnet

Merci de nous adresser vos demandes par mail en précisant impérativement votre numéro de téléphone personnel, votre nom et prénom, adresse postale et votre éventuelle référence d'abonnement.

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais.

carnet@mpublicite.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

La Dhrupad Society Paris

a la tristesse de faire part du décès, survenu à New Delhi (Inde), le 14 juillet 2020, de sa créatrice et présidente,

Laurence BASTIT, interprète de conférence et professeure à l'Université Jawaharlal Nehru de New Delhi.

La Dhrupad Society Paris s'associe à la douleur de sa famille, ses collègues et ses amis.

Dhrupad Society Paris, dsparis@gmx.fr

Étienne et Marianne Brun-Rovet, ses enfants, Marie-Andrée Diaz et Pascale Tabarin, ses sœurs, Edouard Jacquot, son neveu Ainsi que sa famille, Ses anciens collègues du CNRS Et ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès, survenu le 12 juillet 2020, de

Bernard BRUN, ancien élève de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, chercheur au CNRS, cofondateur de l'équipe Proust de l'ITEM.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, le samedi 18 juillet, à Valenciennes (Nord).

La cérémonie religieuse a lieu ce samedi 25 juillet, à 10 heures, en l'église du Saint-Nom-de-Jésus, 91, rue Tête-d'Or, Lyon 6^e.

Les fleurs peuvent être envoyées à cette adresse.

« La vraie vie, la vie enfin découverte et éclaircie, la seule vie par conséquent pleinement vécue, c'est la littérature. » Marcel Proust.

mbrunrovet@gmail.com brunrove@gmail.com

Françoise, son épouse, Mathieu, Nicolas et Sophie, ses enfants et leurs époux, Muriel, Maya et Yves, Marine, Élise, Thomas, Nathalie, Eva, Pierre, Adèle, Hélène, Nils, Pauline, ses petits-enfants, Armel et Valentin, ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jean-Noël de BOUILLANE de LACOSTE, ambassadeur de France, ancien ambassadeur à Vientiane, Tunis et Tel-Aviv,

survenu le 21 juillet 2020, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans, à l'hôpital Bicêtre, du Kremlin-Bicêtre.

Une cérémonie aura lieu ultérieurement au temple protestant du Kremlin-Bicêtre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

f.delacoste@orange.fr

Hélène Delanoë, son épouse, Laurent Delanoë, Carine Delanoë-Vieux, ses enfants, Lisa et Léonard Delanoë, Mailys et Victor Audouze, Margot Delanoë-Vieux, ses petits-enfants, Nelcy, Christian et Daniel Delanoë, ses sœur et frères Et tous ses proches,

ont la douleur d'annoncer le décès de

Jean-Yves DELANOË, ancien directeur d'hôpital,

survenu le 21 juillet 2020, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques civiles auront lieu le lundi 27 juillet, à 14 h 15, au cimetière du Montparnasse, Paris 14^e.

Nous nous réunirons après l'inhumation.

helene.delanoe@free.fr

Les familles de

M. Basile Juléat FOUDA,

ont la douleur d'annoncer son décès, survenu à Verrières-le-Buisson, le 18 juillet 2020, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 24 juillet, à 10 heures, en l'église Sainte-Marie-Madeleine de Massy.

M^{me} Jocelyne Lacomme, son épouse, M^{me} Aurélie Lacomme, sa fille, Diane et Tristan, ses petits-enfants, Ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Ses neveux et nièces Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel LACOMME,

survenu le 20 juillet 2020, à l'âge de soixante-treize ans.

La cérémonie sera célébrée le jeudi 30 juillet, à 14 h 15, en l'église Saint-Clodoald de Saint-Cloud.

Jean Matouk, son mari, Pierre Henri et Romain Nadal, ses fils, Corinne et Delphine Matouk, ses belles-filles, Dario et Pablo Nadal, Rebecca, Bethsabée et Perla Msika, Yentl Amar, Justine et Gabin Laurens, ses petits-enfants,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Marie Françoise MATOUK, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu en sa quatre-vingt-unième année, à la suite de la récédive d'une longue maladie.

La messe d'enterrement a été célébrée, en l'église Sainte-Perpétue, à Nîmes, ce vendredi 24 juillet, à 9 h 30 et sera suivie de l'inhumation, au cimetière Sainte-Baudile dans la même ville.

Aurélia et Paul Proffit, Doriano et Chiara Navarra, ses enfants et son gendre, Andréa, sa petite-fille, Laurence Poggi, sa compagne, Christine Schreyer, Sophie Guillet, Emmanuel Barth et Marielle Digard, José Milton et Michelle Da Silva, Carmine et Giovanna Alfano Et l'ensemble de sa famille de Siano à Belo Horizonte,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Enrico NAVARRA,

survenu le 21 juillet 2020, à l'âge de soixante-sept ans.

Une bénédiction sera donnée le samedi 25 juillet, à 10 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, 1, place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris 7^e.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

Michèle, Jeanne, Mathilde, Antoine, Jean-Loup, Elsa, Sebastian, Raphaël, Basile,

ont la tristesse de faire part du décès de

Louis OLLIVIER,

directeur de recherche honoraire de l'Inra, membre de l'Académie d'agriculture,

survenu le 22 juillet 2020.

La cérémonie aura lieu le 27 juillet, à 15 heures, en l'église de Jouy-en-Josas (Yvelines).

michob@free.fr

Marie-Thérèse Geoffroy-Pinon, son épouse, Bernard Pinon, son frère, Ses enfants, Ses petits-enfants, Son arrière-petit-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

François PINON, docteur en médecine, praticien honoraire des Hôpitaux de Paris, fondateur et directeur du Centre d'hémiobiologie périnatale, responsable du poste d'Hémiobiologie-Transfusion de l'hôpital Cochin, directeur du Centre de secteur de transfusion sanguine Paris-Sud,

survenu dans sa quatre-vingt-douzième année, le 19 juillet 2020, à Paris.

La cérémonie des obsèques se déroulera en l'église Saint-Antoine des Quinze-Vingts, à Paris 12^e, le mardi 28 juillet, à 10 heures.

14, rue Audubon, 75012 Paris.

Cristina, Virginia et Paul Popper, ses nièces et neveu, Tous ses amis artistes et critiques d'art, Les membres de l'université Paris 8, Franz Spath et Georges Silva, fondateurs du Centre d'Art Contemporain Frank Popper à Marcigny (Saône-et-Loire), Françoise Py,

ont la tristesse d'annoncer la disparition, le 12 juillet 2020, à l'âge de cent deux ans, de

Frank POPPER, né le 17 avril 1918, à Prague, professeur émérite des Universités, esthéticien, historien, critique d'art membre de l'AICA, cofondateur en 1968 du département d'arts plastiques à l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, ancien engagé volontaire dans la Royal Air Force en 1939, British War Medal 1939-1945, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier dans l'ordre national du Mérite, commandeur dans l'ordre des Arts et des Lettres.

Les obsèques auront lieu le mardi 28 juillet, au cimetière du Père-Lachaise, 71, rue des Rondeaux, Paris 20^e (métro Gambetta), dans les salles du crématorium : hommages à 13 heures, salle Mauméjean, puis salle Landowski. Inhumation à 15 h 30.

Les cendres de son épouse,

Aline DALLIER († 5 février 2020), seront jointes au cercueil de Frank dans le caveau.

cristinapopper@gmail.com francoise.py@univ-paris8.fr

Eric et Marie-Hélène Sinnassamy, Marc et Teresa Sinnassamy, Christine Sinnassamy et Xavier Lefebvre, Patrick et Pascale Sinnassamy, ses enfants,

Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Monique SINNASSAMY, née SÉJOURNÉ,

survenu le 19 juillet 2020, dans sa centième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale.

chris.sinnas@gmail.com

Anniversaires de décès

25 juillet 2018 - 25 juillet 2020.

Il y a deux ans, disparaissait

Claude GOFSTEIN.

Nous ne l'oublions pas.

Anne, Christel et Thierry, Pascale et Pierre-Antoine, Robin, Lucas, Aubry, Thomas, Nicolas et Quentin.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directeur de la rédaction Luc Bronner
Directrice déléguée à l'organisation des rédactions Françoise Tovo
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Philippe Broussard, Emmanuel Chevallereau, Alexis Delcambre, Benoit Hopquin, Marie-Pierre Lannelongue, Caroline Monnot, Cécile Prieur, Emmanuel Davidenkoff (Événements)
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Rédaction en chef numérique Hélène Bekmezian
Rédaction en chef quotidien Michel Guerrin, Christian Massol, Camille Seeuws, Franck Nouchi (Débats et Idées)
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Directeur du numérique Julien Laroche-Joubert
Chef d'édition Sabine Ledoux
Directrice du design Méline Zerbib
Direction artistique du quotidien Sylvain Peirani
Photographie Nicolas Jimenez
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire générale de la rédaction Christine Laget
Conseil de surveillance Jean-Louis Belfa, président, Sébastien Carganico, vice-président

Il y a trois ans, dans la nuit du 24 au 25 juillet 2017,

Olivier GOURMELEN,

disparaissait à l'âge de quarante-huit ans, emporté par une maladie brutale.

Il est avec nous chaque jour.

« Quand nous nous séparons, nous restons l'un à l'autre. » M.Werner

Philippe OGOUZ.ø

Déjà un an sans toi.

Tu nous manques tellement.

Agnès et Emmanuelle.

Remerciements

La Fédération des Aveugles de France rend hommage à ses généreux bienfaiteurs.

En désignant notre association comme bénéficiaire de leur patrimoine, ils contribuent à améliorer la vie quotidienne des personnes aveugles et malvoyantes. Leur mémoire restera à jamais ancrée dans nos souvenirs. Nous les oublions jamais.

Fédération des Aveugles de France, 6, rue Gager Gabilot, 75015 Paris. Tél. : 01 44 42 91 91.

FONDATION ages

La Fondation AGES rend hommage à ses généreux donateurs.

En désignant notre fondation, reconnue d'utilité publique, comme bénéficiaire de leur patrimoine, ils contribuent à améliorer la vie quotidienne des personnes âgées dépendantes, souvent isolées et vulnérables, et à soutenir leurs aidants à domicile et en ehpad. Leur mémoire restera à jamais ancrée dans nos souvenirs. Nous ne les oublierons jamais. Fondation AGES 75, allée Gluck - BP 2147 68060 Mulhouse Cedex. www.fondation-ages.org/

Formation

L'Inalco lance un DU d'ethnomédecine en septembre 2020
D'une durée de deux ans, ce nouveau DU comprend 12 UE de langues (initiation chinois ou hindi), de sciences humaines et sociales (droit de la santé, anthropologie et géographie de la santé), d'ethnobotanique, d'ethnopharmacologie, de médecine chinoise et ayurvédique. Ce diplôme est ouvert à tous les professionnels de santé, médecins, pharmaciens, infirmiers, sages-femmes, kinésithérapeutes, ergothérapeutes, ainsi qu'aux autres professionnels à partir du niveau L2-L3 (sélection sur dossier). INALCO, 65, rue des Grands Moulins, 75013 Paris. Renseignements : www.inalco.fr/formations/ecoles

Yoko Tawada

Le coronavirus, presque symbole du citoyen idéal

La romancière japonaise raconte, avec douceur et ironie, ses déambulations sur une planète bouleversée par un virus qui, transcendant les frontières nationales et religieuses, appelle les pires réponses comme les meilleures

Depuis des mois, alors même que j'ai perdu la sensation d'être une citoyenne, je passe un temps inhabituel à marcher dans les rues. Toujours continuer son chemin, ne jamais entrer dans un bâtiment. On pourrait appeler « promenade » cette manière d'aller sans but, sans porte-monnaie ni invitation. Or le mot « promenade » a désormais des allures de thérapie occupationnelle, il n'a plus rien à voir avec la flânerie. L'expression « prendre l'air » me fait penser aux carpes apprivoisées qui remontent désespérément à la surface et ouvrent la bouche comme si elles n'arrivaient plus à respirer sous l'eau. J'évite aussi l'expression « prendre du mouvement », parce que je ne veux plus prendre quoi que ce soit à quiconque.

Il y a longtemps que plus personne ne m'a souhaité le bonjour d'un baiser sur la joue. Non que cela me manque. Mais la question ne me sort pas de la tête. Le dernier baiser ne remonte sûrement pas à janvier à l'aéroport Narita de Tokyo. Presque tous les touristes portaient déjà un masque à l'intérieur du bâtiment et, même si ça n'avait pas été le cas, ils ne m'auraient pas donné un baiser sur la joue. Mon vol a atterri à Paris-Charles-de-Gaulle, tout comme ces trente dernières années, et je me suis rendue au centre-ville dans l'atmosphère confinée d'un RER hivernal.

« Atemporalité »

L'amie avec laquelle j'avais rendez-vous dans le café bondé Les Deux Magots était de mère coréenne, et ses lèvres sont restées à distance de ma joue lorsqu'elle m'a saluée. Je suis allée ensuite à la librairie polonaise, située elle aussi sur le boulevard Saint-Germain, grouillant de monde. L'organisatrice de la lecture venait d'une île de la mer du Nord et, sans doute pour cette raison, elle non plus ne m'a pas donné un baiser sur la joue. Deux heures durant, le public est resté assis à l'étroit, au milieu de rayonnages de livres, échangeant le souffle de l'esprit.

Début mars, je me suis envolée pour New York. Le président américain affirmait encore que la pandémie n'atteindrait jamais son pays. J'ai serré dans mes bras des Américaines chinoises, juives et néerlandaises, j'ai pris place dans un restaurant vietnamien exigu et j'ai inhalé l'art mexicain au Whitney Museum. Lorsque je suis rentrée à Berlin, toutes les lectures prévues d'ici à l'été ont été reportées ou annulées.

Il m'arrive souvent de rayer des mots de mes manuscrits, mais biffer des noms de lieux dans mon agenda était nouveau pour moi. L'expression « sensation du temps » me paraissait fallacieuse,



CE VIRUS
SE MAINTIENT
EN VIE GRÂCE
AUX DISCUSSIONS,
AUX CONCERTS,
AUX LECTURES
OU AU THÉÂTRE.
À CÔTÉ DE TANT
DE QUALITÉS,
UN SEUL HIC :
IL NOUS NUIT

car ce n'était jamais une sensation qui me permettait de saisir le temps. « *L'atemporalité* », elle, était une émotion. Elle se nichait dans mes poumons, le siège de mon âme. On éprouvait l'atemporalité comme une chose aussi concrète que le deuil ou qu'une joie intense.

Cocon de pensée

La seule chose qui me rappelait le passage du temps était l'écriture d'un nouveau récit. Je craçais de ma bouche un chatoyant fil de soie et formais un cocon de pensée où il y avait plus d'oxygène à respirer qu'en faisant de la marche en plein air. Le soir, j'ouvrais la petite fenêtre du cocon et je visitais l'exposition temporaire de la politique mondiale. Là, aucune œuvre d'art ne me causait de surprise. Ceux qui avaient toujours penché vers l'autocratie faisaient quelques pas de plus dans cette direction.

Ceux qui s'étaient toujours souciés de démocratie la défendaient avec d'autant plus d'ardeur. Ceux qui voulaient se séparer de l'Union européenne s'éloignaient davantage de l'Europe. Les habitants des pays ayant une femme à leur tête, comme Taïwan, la Nouvelle-Zélande ou l'Allemagne, semblaient plus satisfaits de la politique que ceux des pays guidés par la testostérone.

Si personne ne mourait du coronavirus, j'irais jusqu'à faire son éloge comme métaphore du citoyen idéal du monde, qui franchit sans effort les frontières nationales et religieuses, qui sans cesse se métamorphose pour s'adapter à un nouvel environnement et se maintient en vie grâce aux contacts humains, aux discussions intenses, aux concerts, aux lectures ou au théâtre. Qui aime rendre visite à des grands-parents et à des amis malades. Qui ne nuit pas aux plantes, ne tue pas d'animaux, ne contamine ni l'air ni l'eau.

À côté de tant de qualités positives, il n'y a qu'un seul hic : il nous nuit. Si l'idée me prenait de propager moi aussi une théorie du complot, je dirais que le coronavirus, en meilleur citoyen du monde, a le projet de s'emparer de notre planète. ■

Traduit de l'allemand par
Bernard Banoun

IMPASSE AU MALI

ÉDITORIAL



Si le feu de la contestation s'est éteint à Bamako, la situation politique reste tendue. Les cinq chefs d'Etat d'Afrique de l'Ouest qui se sont rendus, jeudi 23 juillet, dans la capitale malienne n'ont pas trouvé à ce stade de solution à la crise qui secoue leur voisin. Après plus d'un mois de lutte, les protestataires, emmenés par l'imam Mahmoud Dicko, pourraient obtenir la tête du premier ministre, la formation d'un gouvernement d'union nationale, une dissolution de l'Assemblée nationale, mais les présidents de la région leur ont rappelé qu'ils ne leur offrirent pas la démission du président Ibrahim Boubacar Keita (IBK). Alors que le Mali continue d'exporter hors de ses frontières la menace djihadiste, il n'est pas question pour eux de prendre le risque d'une contagion des esprits au moment où se profilent plusieurs scrutins à risque en Côte d'Ivoire, en Guinée et au Burkina Faso.

Seront-ils pour autant en mesure de répondre à la colère qui agite le Mali depuis les dernières élections législatives ? Celle-ci se trouve portée par une coalition qui réunit des personnalités que tout devrait opposer. Mais ses ressorts profonds sont à chercher dans l'incapacité des dirigeants à rendre au pays sa dignité et à offrir des perspectives économiques à sa population.

En 2013, IBK avait été largement élu sur la promesse d'une restauration, autant territoriale que morale, de la nation malienne. L'armée française, épaulée par les soldats tchadiens, venait de déloger les djihadistes qui avaient accaparé le nord du pays. Les soutiens du nouveau président allaient du président français François Hollande au rigoriste imam Dicko, aujourd'hui figure de proue de la contestation.

Sept ans plus tard, le Mali est toujours en guerre avec lui-même, les blessures ne sont pas pensées et le quotidien est souvent miséreux. Dans le nord, les islamistes armés ont regagné du terrain – jeudi, un militaire de l'opération « Barkhane » a été tué, le dix-huitième depuis le début de l'année 2020. Les ex-rebelles qui se battaient pour l'indépendance ont conservé leurs armes et le redéploiement de l'Etat est resté au stade de symbole.

Les violences se sont depuis étendues au centre, l'un des bassins agricoles du pays. Signe de l'insécurité, c'est en faisant cam-

pagne dans cette région que le principal opposant malien, Soumaïla Cissé, a été enlevé le 25 mars.

Entre une communauté internationale qui l'incite à faire des concessions impopulaires aux ennemis d'hier et un clan, accusé d'accaparer les leviers du pouvoir, qui l'encourage à ne pas céder, le président « IBK » n'arrive pas à conserver de cap.

Face à la contestation, il a trop tardé à faire des concessions. La répression, qui a fait entre 11 et 23 morts, a fait monter les exigences des opposants. Alors que la plupart de ses partenaires étrangers confient leur fatigue de voir « IBK » détenir « *tous les instruments de sortie de crise sans jamais les utiliser* », selon la formule d'un décideur français, ces soutiens internationaux sont aujourd'hui son meilleur filet de sécurité. La peur du vide institutionnel est plus forte que l'exaspération parmi les partenaires du Mali.

La France, contestée par des manifestations en 2019, n'est plus la première cible des opposants. Elle ne peut cependant se réjouir de voir le pouvoir malien, qu'elle continue de soutenir malgré son irritation, être ainsi mis en cause. Un mouvement d'opposition dont la principale figure mobilisatrice est un imam aux valeurs particulièrement conservatrices ne peut que l'inciter à s'interroger sur la perception de son action par ceux qui devraient en être les premiers bénéficiaires. ■

Dilnur Reyhan

J'attends toujours la solidarité des féministes envers les femmes ouïgoures

La politique de répression massive des autorités chinoises contre la minorité ouïgoure vise en particulier les femmes, dénonce l'intellectuelle réfugiée en France

Chez les Ouïgours, nous avons un proverbe : « *La femme est le soleil de la femme*. » Ici, le mot « soleil » signifie « solidarité ». En tant que femme ouïgoure, j'ai expérimenté les discriminations à la fois raciales et sexistes du régime chinois. J'ai vécu dans ce pays jusqu'en 2004 et j'ai subi les pressions sociales, économiques et politiques qui pèsent sur les femmes ouïgoures alors que le système colonial a mis en position supérieure les colons chinois et en position inférieure les colonisés ouïgours.

Actuellement 1,8 à 3 millions de Ouïgours sont enfermés et torturés dans des camps. Non pour ce qu'ils et elles font, mais pour ce qu'ils et elles sont. Depuis fin 2016, la Chine mène une véritable guerre d'éradication des Ouïgours et d'effacement d'un peuple avec le plus grand internement de masse du XXI^e siècle. En plus de cette politique concentrationnaire, les Ouïgours subissent une répression d'une violence inouïe : enfants séparés des parents, destruction des cimetières et des mosquées, travail forcé au profit de grandes marques internationales, prélèvements forcés d'organes, surveillance de masse, etc.

Les femmes sont particulièrement exposées à cette politique génocidaire. Avec la « *campagne pour la beauté* », les autorités obligent ainsi les femmes ouïgoures à couper leurs longs cheveux pour devenir « *des femmes modernes* » selon la norme du gouvernement chinois ; les femmes portant des robes ou des jupes « *trop longues* » au goût des

autorités sont arrêtées pour les leurs couper en pleine rue et, paroxysme de l'horreur, pendant que leurs maris sont enfermés, les femmes ouïgoures sont obligées de partager leur foyer, voire leur lit, avec les fonctionnaires chinois envoyés par milliers par Pékin.

Les images et vidéos d'hommes chinois installés dans des maisons ouïgoures et les témoignages de viols de jeunes filles dans ces familles par ces fonctionnaires chinois font régulièrement le tour de la Toile.

Une partie importante des millions de Ouïgours mais aussi de Kazakhs enfermés dans des camps de concentration ethniques et religieux par la Chine sont des femmes. Nombre d'entre elles ont témoigné des conditions de vie inhumaines et dégradantes dans les camps, de la torture infligée, des viols en réunion, des injections qui ont causé l'arrêt de leurs menstruations...

L'une de ces rescapées, Sayragul Sautbay, une Kazakhe qui était enseignante de chinois dans un camp et qui a aujourd'hui trouvé refuge en Suède, a révélé une scène terrible où une jeune détenue était déshabillée sur une place du camp devant tous les autres détenus puis violée par les gardes un par un, pendant que les autres surveillaient les expressions sur le visage des prisonniers.

Ces terribles révélations et témoignages sont diffusés dans les médias du monde entier, notamment depuis 2018. Au début de cette année, une ONG australienne – ASPI – a également révélé, preuves à l'appui, l'exploitation forcée d'ouvriers et d'ouvrières ouïgours, dont une partie importante vient des camps, dans des usines liées à 83 grandes marques internationales.

Stérilisation massive

Il y a deux semaines, enfin, le rapport accablant du chercheur allemand Adrian Zenz sur les avortements forcés et la stérilisation massive des femmes ouïgoures dans le but de faire chuter la natalité de toute la population a provoqué un scandale international. Mais cette répression massive des femmes ouïgoures se déroule dans l'indifférence du monde. Et l'indifférence de celles et ceux qui se prétendent « féministes » est pire encore. Pas un mot – ou quasiment aucun – n'a été prononcé par les féministes françaises, européen-

nes et internationales en solidarité avec les femmes ouïgoures, sauf une : la chercheuse et féministe américaine d'origine hongkongaise Leta Hong Fincher qui a travaillé sur la politique chinoise d'encouragement des mariages sino-ouïgours.

Toute une population est en train d'être éradiquée par la stérilisation massive de ses femmes mais cela n'a pas suffi pour attirer l'attention des féministes de France et du monde. Les institutions publiques pour les droits des femmes au sein des Nations unies ou celles des Etats européens sont tout aussi discrètes, apparemment indifférentes aux droits des femmes ouïgoures.

En raison de la discrimination flagrante et réelle dont souffrent les Ouïgours, notamment sur le marché de travail, et après maintes claques reçues du fait de mon appartenance ethnique et de genre, j'ai quitté la Chine après mes études supérieures pour rejoindre la France, cette patrie qui a un jour fait sienne la devise « liberté, égalité, fraternité ». C'est en raison de cet amour pour la France dont je suis devenue par la suite citoyenne et fière de l'être, que ce silence – et plus particulièrement le silence des féministes françaises – m'est insupportable.

Les minorités de genre en Occident sont trop occupées par leur propre activisme. Lorsque des minorités ethnico-religieuses étrangères sont l'objet de discriminations voire de violations graves de leur dignité humaine et de leur existence, elles ne montrent guère de solidarité. Or ces minorités de genre des pays occidentaux devraient être le soleil des autres minorités. J'attends toujours le soleil de solidarité des féministes de tous les pays envers les femmes ouïgoures. « *Ce qu'il y a de plus scandaleux dans le scandale, c'est qu'on s'y habitue* » : ces mots de Simone de Beauvoir devraient hanter les féministes du monde entier. ■

Dilnur Reyhan est enseignante à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), présidente de l'Institut ouïghour d'Europe (IODE), chercheuse à l'Université libre de Bruxelles

Yoko Tawada est romancière. Son dernier ouvrage paru en français s'intitule « *Le Sommeil d'Europe* » (éditions La Contre Allée, 2018)



Assurance et Banque

Cette annonce va jeter un froid...

Quand il s'agit de réduire son empreinte carbone, les résultats négatifs sont toujours les meilleurs :

-32 % d'émissions de CO₂ par employé entre 2012 et 2019

-31 % d'empreinte carbone pour les investissements d'AXA entre 2014 et 2019

Et pour aller plus loin dans la lutte contre le réchauffement climatique, AXA s'est engagé à mobiliser **24 milliards** d'euros pour des investissements verts d'ici à 2023.

Know You Can*

*La confiance est une force.
AXA. Siège social : 25 avenue Matignon 75008 Paris.